



*Liberté • Égalité • Fraternité*  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ARDENNES

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS  
N°8-2018-096

PUBLIÉ LE 21 DÉCEMBRE 2018

# Sommaire

## ARS - DD08

8-2018-12-17-004 - ARRETE N° 2018-695 portant déclaration d'insalubrité remédiable l'immeuble sis 11, Rue des Caquettes – 08200 SEDAN (6 pages) Page 4

8-2018-12-18-001 - ARRETE N° 2018-698 portant dérogation à l'arrêté n°108/2009 du 18 juin 2009 portant réglementation des bruits de voisinage dans le département des Ardennes. Demande relative à un chantier itinérant de renouvellement des voies ferrées sur les territoires des communes de Charleville-Mézières, Aiglemont, Nouzonville et Joigny sur Meuse (6 pages) Page 11

## DDFiP08

8-2018-10-18-003 - Convention de délégation entre la DDFiP des Ardennes et le centre de services partagés de la DNID (4 pages) Page 18

## DDT 08

8-2018-12-13-001 - Arrêté n° 2018-691 portant application et distraction du régime forestier à des parcelles de la forêt communale de LA GRANDVILLE (1 page) Page 23

8-2018-12-19-006 - Arrêté n° 2018-707 abrogeant l'arrêté n° 2018-602 du 25 octobre 2018 portant interdiction temporaire de la pêche de toute espèce piscicole sur le lac "Vieilles Forges" (2 pages) Page 25

8-2018-12-14-005 - Arrêté préfectoral n° 2018-692 du 14 décembre 2018 portant dérogation au principe d'urbanisation limitée prévu par l'article L.142-4 du Code de l'urbanisme dans le cadre de la modification du plan local d'urbanisme de Villers-Semeuse (3 pages) Page 28

8-2018-12-11-003 - Arrêté Transports Exceptionnels (13 pages) Page 32

## DIRECCTE 08

8-2018-12-12-001 - ARRETE portant modification de la composition de la liste des personnes pouvant assister les salariés au cours de l'entretien préalable au licenciement et de l'entretien relatif à la rupture conventionnelle (9 pages) Page 46

8-2018-12-20-001 - Décision relative à l'affectation des agents de contrôle dans l'unité de contrôle des Ardennes et à la gestion des intérimis dans le département des Ardennes au 01012019 (3 pages) Page 56

## DIRECCTE Grand Est

8-2018-12-17-002 - Microsoft Word - 2018VFARRETEARDENNES.docx (11 pages) Page 60

8-2018-12-17-003 - Microsoft Word - 2018VFARRETECADREREGION-.docx (5 pages) Page 72

8-2018-12-19-003 - Microsoft Word - ARRETE deleg\_sign\_RUD\_TRAVAIL.docx (8 pages) Page 78

8-2018-12-19-002 - Microsoft Word - DELEGATION PSE\_CP3E\_CPT.docx (2 pages) Page 87

8-2018-12-19-004 - Microsoft Word - SUBDELEGATION\_POLES\_SG\_COMP\_GENER.docx (4 pages) Page 90

8-2018-12-19-005 - Microsoft Word - SUBDELEGATION\_POLES\_SG\_ORDO.docx (4 pages) Page 95

**Préfecture 08**

8-2018-12-12-002 - AR PALPATION SEDAN 08 (3 pages) Page 100

8-2018-12-12-003 - AR PALPATIONS COS SEDAN (3 pages) Page 104

8-2018-12-12-004 - AR PALPATIONS NOEL HOPITAL DE SEDAN (3 pages) Page 108

8-2018-12-17-001 - Arrêté 2018-697 du 17 12 2018 portant modification des statuts de la communauté de communes Ardennes Thiérache (6 pages) Page 112

8-2018-12-17-005 - Arrêté n° 2018/44 portant mise en conformité des statuts de l'association foncière d'Hagnicourt (11 pages) Page 119

8-2018-12-19-001 - arrêté n° 2018/45 mettant fin à l'exercice des compétences du syndicat intercommunal d'alimentation en eau potable de Juliaucourt (2 pages) Page 131

ARS - DD08

8-2018-12-17-004

ARRETE N° 2018-695 portant déclaration d'insalubrité  
remédiable l'immeuble sis 11, Rue des Caquettes – 08200

SEDAN

*ARRETE N° 2018-695 portant déclaration d'insalubrité remédiable l'immeuble sis 11, Rue des  
Caquettes – 08200 SEDAN*



Liberté - Égalité - Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES ARDENNES

Délégation Territoriale des Ardennes  
de l'Agence Régionale de Santé  
Grand Est  
Service Santé-Environnement

ARRETE N° 2018- 695

**portant déclaration d'insalubrité remédiable  
de l'immeuble sis 11, Rue des Caquettes – 08200 SEDAN**

**Le Préfet des Ardennes,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,**

Vu le code de la santé publique, notamment les articles L. 1331-26 à L. 1331-30, L. 1337-4, R. 1331-9 à R. 1331-12, R. 1416-1 à R. 1416-6 ;

Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment les articles L. 111-6-1 et L. 521-1 à L. 521-4 ;

Vu l'ordonnance n° 2005-1566 du 15 décembre 2005 relative à la lutte contre l'habitat insalubre ou dangereux ;

Vu le décret n° 2002-120 du 30 janvier 2002 relatif aux caractéristiques du logement décent ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret n° 2010-146 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé (ARS) ;

Vu le décret n° 2010-338 du 31 mars 2010 relatif aux relations entre le représentant de l'Etat dans le département, dans la zone de défense et dans la région et l'ARS pour l'application des articles L. 1435-1, L. 1435-2 et L. 1435-7 du code de la santé publique ;

Vu le décret du 9 juin 2016 nommant Monsieur Pascal JOLY en qualité de Préfet des Ardennes ;

Vu le décret en date du 8 décembre 2016 portant nomination de Monsieur Christophe LANNELONGUE en qualité de directeur général de l'ARS Grand Est ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2018-529 du 14 septembre 2018 portant délégation de signature à Monsieur Christophe HERIARD, secrétaire général de la préfecture des Ardennes ;

Vu le protocole en date du 17 juin 2013 organisant les modalités de coopération entre le Préfet du département des Ardennes et le directeur général de l'ARS de Champagne-Ardenne ;

Vu l'arrêté préfectoral modifié du 12 novembre 1979 portant règlement sanitaire départemental des Ardennes ;

Vu le rapport motivé du directeur général de l'ARS Grand Est en date du 5 novembre 2018 constatant l'insalubrité de l'immeuble sis 11, rue des Caquettes 08200 SEDAN (référence cadastrale : section YA 50), propriété de la SCI IMMOYVOIS (enregistrée au registre du commerce et des sociétés de SEDAN sous le n° SIRET 49770356100017), dont le gérant est Monsieur BON Henri Pierre Georges (né le 26 juin 1959 à LEPRON-LES-VALLEES) ;

Vu l'avis émis le 11 décembre 2018 par le conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques (CoDERST) sur la réalité et les causes de l'insalubrité de l'immeuble susvisé et sur la possibilité d'y remédier ;

Considérant que l'état de l'immeuble susvisé constitue un danger pour la santé et la sécurité des personnes qui l'occupent ou sont susceptibles de l'occuper, notamment aux motifs suivants :

- Escalier non sécurisé ;
- Eléments du bâti instables ;
- Présence de revêtements dégradés (certains murs, sols et plafonds) ;
- Absence de local poubelle ;
- Absence de dispositif de sécurité d'incendie ;
- Garde-corps non-conformes ou absents aux fenêtres ;
- Ventilation insuffisante dans les pièces de vie et de services ;
- Isolation thermique insuffisante ;
- Plusieurs menuiseries vétustes et/ou dégradées ;
- Présence d'humidité et d'infiltrations ;
- Plancher présentant un défaut de planéité ;
- Fuite au niveau d'éléments de plomberie ;
- Réseau d'assainissement présentant une contre-pente.

Considérant que cette situation est susceptible d'engendrer les risques sanitaires suivants :

- Risque d'électrification, d'électrocution et d'incendie ;
- Risque de chute de personnes ;
- Risque de chute d'éléments ;
- Risques de saturnisme ;
- Risques de survenue ou d'aggravation de pathologies, notamment maladies infectieuses ou parasitaires ;
- Risques de survenue ou d'aggravation de pathologies, notamment maladies pulmonaires, asthmes et allergies.

Considérant dès lors qu'il y a lieu, de prescrire les mesures appropriées et leurs délais d'exécution indiqués par le CoDERST qui conclut à l'insalubrité de cet immeuble et à la possibilité d'y remédier ;

Considérant que les travaux nécessaires pour remédier à l'insalubrité rendent temporairement inhabitables les logements ;

Sur proposition du directeur général de l'ARS Grand Est ;

## ARRÊTE

### Article 1er :

L'immeuble sis 11, rue des Caquettes 08200 SEDAN (référence cadastrale : section YA 50) - propriété de la SCI IMMOYVOIS (enregistrée au registre du commerce et des sociétés de SEDAN sous le n° SIRET 49770356100017), dont le gérant est Monsieur BON Henri Pierre Georges (né le 26 juin 1959 à LEPRON-LES-VALLEES) et leurs ayants droit, est déclaré insalubre à titre réparable.

### Article 2 :

Afin de remédier à l'insalubrité constatée, il appartiendra aux propriétaires mentionnés à l'article 1 de réaliser, selon les règles de l'art et dans un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté, les travaux ci-après :

- Fournir un justificatif établi par un professionnel attestant de la mise en sécurité des installations électriques ;
- Contrôler la stabilité du bâti, des plafonds et des planchers, remettre en état si nécessaire et fournir une attestation d'un professionnel qualifié ;
- Prendre les mesures nécessaires pour remettre en état les matériaux et revêtements dégradés ;
- Supprimer par des moyens efficaces et durables l'ensemble des causes d'humidité (fuites et infiltrations) ;
- Mettre en place un système de ventilation permanente des logements ;
- Rendre sûr l'escalier d'accès aux étages ainsi que les fenêtres dont l'allège est inférieure à 1m ;
- Remettre en état les menuiseries extérieures et intérieures dégradées pour en assurer l'étanchéité, le fonctionnement normal et la stabilité ;
- Mettre en place un local dédié à l'entreposage des poubelles, clos, ventilé, muni d'un poste de lavage et d'un système d'évacuation des eaux usées ;
- Réaliser une isolation thermique adaptée à la nature du bâtiment et à ses caractéristiques ;
- Garantir la conformité de l'immeuble aux règles de sécurité incendie propres aux immeubles collectifs.

Faute de réalisation des mesures prescrites dans les conditions précisées, l'autorité administrative pourra les exécuter d'office aux frais des propriétaires mentionnés à l'article 1, après mise en demeure, dans les conditions précisées à l'article L. 1331-29 du code de la santé publique.

### Article 3 :

Compte tenu de l'importance des désordres constatés, le logement est interdit à l'habitation à titre temporaire dans un délai de deux mois à partir de la notification du présent arrêté et jusqu'à réalisation des travaux. Le logement devra être libéré pendant la durée des travaux.

A compter du départ des locataires actuels, les locaux ne peuvent être ni loués ni mis à la disposition à quelque usage que ce soit, en application de l'article L. 1331-28-2 du code de la santé publique.

Les propriétaires mentionnés à l'article 1 doivent, dans le délai d'un mois après notification de l'arrêté, informer le Maire et le Préfet, de l'offre de relogement qu'ils ont faites aux occupants pour se conformer à l'obligation prévue au I de l'article L. 521-3-1 du code de la construction et de l'habitation.

A défaut, pour les propriétaires d'avoir assuré l'hébergement provisoire des occupants, celui-ci sera effectué par la collectivité publique, et à leurs frais.

#### **Article 4 :**

Si les mesures prescrites par l'arrêté prévu au II de l'article L. 1331-28 du code de la santé publique pour remédier à l'insalubrité n'ont pas été exécutées dans le délais imparti, l'autorité administrative peut également, sans attendre l'expiration du délai fixé par la mise en demeure, appliquer une astreinte administrative par jour de retard à l'encontre du propriétaire défaillant dans les conditions prévues à l'article L. 1331-29 du même code.

#### **Article 5 :**

La mainlevée du présent arrêté d'insalubrité ne pourra être prononcée qu'après constatation de la conformité de la réalisation des travaux aux mesures prescrites pour la sortie d'insalubrité par les agents compétents.

Les propriétaires mentionnés à l'article 1 tiennent à disposition de l'administration tous justificatifs attestant de la réalisation des travaux dans les règles de l'art.

#### **Article 6 :**

Le propriétaire mentionné à l'article 1 est tenu de respecter les droits des occupants dans les conditions précisées aux articles L. 521-1 à L. 521-3 -2 du code de la construction et de l'habitation, reproduits en annexe 2 du présent arrêté.

Le non-respect des prescriptions du présent arrêté et des obligations qui en découlent sont passibles des sanctions pénales prévues par l'article L. 1337-4 du code de la santé publique, reproduits en annexe 1, ainsi que par les articles L. 111-6-1 et L. 521-4 du code de la construction et de l'habitation, reproduits en annexes 2 et 3.

#### **Article 7 :**

Le présent arrêté sera notifié aux personnes mentionnées à l'article 1 ci-dessus, ainsi qu'aux occupants des locaux concernés.

Il sera également affiché à la mairie de SEDAN ainsi que sur la façade de l'habitation.

#### **Article 8 :**

Le présent arrêté sera publié au service de la publicité foncière dont dépend l'habitation. Il sera également publié au recueil des actes administratifs du département.



Il sera transmis :

- au maire de SEDAN ;
- au procureur de la République ;
- aux organismes payeurs des aides personnelles au logement ;
- au président du conseil départemental (service du fond de solidarité pour le logement) ;
- à la directrice départementale des territoires ;
- au directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations ;
- au directeur départemental de la sécurité publique.

Il sera également transmis à l'agence nationale de l'habitat et à l'agence départementale pour l'information sur le logement.

#### **Article 9 :**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Préfet des Ardennes – 1 Place de la Préfecture – 08000 CHARLEVILLE-MEZIERES dans les 2 mois suivant la notification. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours hiérarchique auprès du Ministre chargé de la santé (direction générale de la santé - EA 2 - 14 avenue Duquesne - 75350 PARIS 07 SP). L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Un recours contentieux peut être déposé auprès du tribunal administratif de CHALONS-EN-CHAMPAGNE (25, rue du Lycée – 51036 CHALONS-EN-CHAMPAGNE cedex), également dans le délai de deux mois à compter de la notification, ou dans le délai de deux mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé.

#### **Article 10 :**

Le secrétaire général de la préfecture, le directeur général de l'agence régionale de santé Grand Est, la directrice départementale des territoires, le maire de SEDAN, le directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations, le directeur départemental de la sécurité publique, les officiers et les agents de police judiciaire ainsi que les agents commissionnés et assermentés dans les conditions prévues à l'article L. 1312-1 du code de la santé publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Charleville-Mézières, le **17 DEC. 2018**

Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général



Christophe HÉRIARD

#### **ANNEXES :**

ANNEXE N° 1 : Article L. 1337-4 du CSP

ANNEXE N° 2 : Articles L. 521-1 à L. 521-4 du CCH

ANNEXE N° 3 : Article L. 111-6-1 du CCH

CODE DE LA SANTE PUBLIQUE  
(Partie Législative)

**Article L. 1337-4**

*Modifié par Ordonnance n°2010-177 du 23 février 2010 - art. 26*

I.- Est puni d'un emprisonnement d'un an et d'une amende de 50 000 Euros :

-le fait de ne pas déférer à une injonction prise sur le fondement du premier alinéa de l'article L. 1331-24 ;

-le fait de refuser, sans motif légitime et après une mise en demeure, d'exécuter les mesures prescrites en application du II de l'article L. 1331-28.

II.- Est puni de deux ans d'emprisonnement et d'une amende de 75 000 Euros :

-le fait de ne pas déférer à une mise en demeure du représentant de l'Etat dans le département prise sur le fondement de l'article L. 1331-23.

III.- Est puni d'un emprisonnement de trois ans et d'une amende de 100 000 Euros :

-le fait de ne pas déférer, dans le délai fixé, à une mise en demeure du représentant de l'Etat dans le département prise sur le fondement de l'article L. 1331-22 ;

-le fait, à compter de la notification de la réunion de la commission départementale compétente en matière d'environnement, de risques sanitaires ou technologiques prévue par l'article L. 1331-27 ou à compter de la notification de la mise en demeure lorsque ces locaux sont visés par des mesures prises sur le fondement des articles L. 1331-22, L. 1331-23, L. 1331-24, L. 1331-25 et L. 1331-26-1, de dégrader, détériorer, détruire des locaux ou de les rendre impropres à l'habitation de quelque façon que ce soit dans le but d'en faire partir les occupants ;

-le fait, de mauvaise foi, de ne pas respecter une interdiction d'habiter et le cas échéant d'utiliser des locaux prise en application des articles L. 1331-22, L. 1331-23, L. 1331-24, L. 1331-25 et L. 1331-28 ;

-le fait de remettre à disposition des locaux vacants ayant fait l'objet de mesures prises en application des articles L. 1331-22, L. 1331-23 et L. 1331-24 ou déclarés insalubres en application des articles L. 1331-25 et L. 1331-28.

IV.- Les personnes physiques encourent également les peines complémentaires suivantes :

1° La confiscation du fonds de commerce ou de l'immeuble destiné à l'hébergement des personnes et ayant servi à commettre l'infraction ;

2° L'interdiction pour une durée de cinq ans au plus d'exercer une activité professionnelle ou sociale dès lors que les facilités que procure cette activité ont été sciemment utilisées pour préparer ou commettre l'infraction. Cette interdiction n'est toutefois pas applicable à l'exercice d'un mandat électif ou de responsabilités syndicales.

V.- Les personnes morales déclarées responsables pénalement, dans les conditions prévues par l'article 121-2 du code pénal, des infractions définies au présent article encourent, outre l'amende suivant les modalités prévues par l'article 131-38 du code pénal, les peines prévues par les 2°, 4°, 8° et 9° de l'article 131-39 du même code. La confiscation mentionnée au 8° de l'article 131-39 du même code porte sur le fonds de commerce ou l'immeuble destiné à l'hébergement des personnes et ayant servi à commettre l'infraction.

VI.- Lorsque les poursuites sont engagées à l'encontre d'exploitants de fonds de commerce aux fins d'hébergement, il est fait application des dispositions de l'article L. 651-10 du code de la construction et de l'habitation.

ARS - DD08

8-2018-12-18-001

ARRETE N° 2018-698 portant dérogation à l'arrêté  
n°108/2009 du 18 juin 2009 portant réglementation des  
bruits de voisinage dans le département des Ardennes.

*ARRETE N° 2018-698 portant dérogation à l'arrêté n°108/2009 du 18 juin 2009 portant  
réglementation des bruits de voisinage dans le département des Ardennes.*

*Demanda relative à un chantier itinérant de renouvellement  
des voies ferrées sur les territoires des communes de*

*des communes de Charleville-Mézières, Aiglemont, Nouzonville et Joigny sur Meuse*

**Charleville-Mézières, Aiglemont, Nouzonville et Joigny  
sur Meuse**



Liberté - Égalité - Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES ARDENNES

Délégation territoriale des Ardennes  
de l'Agence Régionale de Santé de Grand Est

Service Santé-Environnement

**ARRETE N° 2018- 698 -**  
**portant dérogation à l'arrêté n° 108/2009 du 18 juin 2009 portant réglementation**  
**des bruits de voisinage dans le département des Ardennes.**  
**Demande relative à un chantier itinérant de renouvellement des voies ferrées sur les terri-**  
**toires des communes de Charleville-Mézières, Aiglemont, Nouzonville et**  
**Joigny-sur-Meuse**

**Le Préfet des Ardennes,**  
**Chevalier de la Légion d'Honneur,**  
**Chevalier de l'Ordre national du Mérite,**

Vu le code de la santé publique, et notamment les articles L. 1311-1, L. 1311-2, L. 1312-1, L. 1312-2, L. 1421-4, R. 1334-30 à R. 1334-37 et R. 1337-6 à R. 1337-10-2 ;

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 571-1 à L. 571-10-1, L. 571-18 à L. 571-20 et R. 571-92 à R. 571-95 ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2211-1, L. 2212-1, L. 2212-2 et L. 2212-4 ;

Vu le code pénal et notamment l'article R. 623-2 ;

Vu l'arrêté bruit n° 108-2009 du 18 juin 2009 réglementant les bruits de voisinage dans le département des Ardennes et en particulier son article 7 ;

Vu le protocole en date du 17 juin 2013 organisant les modalités de coopération entre le Préfet du département des Ardennes et le directeur général de l'agence régionale de santé (ARS) de Champagne-Ardenne ;

Vu le décret du 9 juin 2016 nommant Monsieur Pascal JOLY en qualité de Préfet des Ardennes ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2018-529 du 14 septembre 2018 portant délégation de signature à Monsieur Christophe Hériard, secrétaire général de la préfecture des Ardennes ;

Vu la demande de dérogation pour la réalisation des travaux de nuit présentée le 27 novembre 2018 par la SNCF ;

Vu les avis favorables des communes de Charleville-Mézières, Aiglemont, Nouzonville et Joigny-sur-Meuse en date respectivement des 15 et 22 octobre, 5 novembre et 17 octobre 2018.

Considérant la nécessité d'intervenir rapidement pour assurer la sécurité des circulations ferroviaires ;

Considérant la nécessité de réaliser les travaux de nuit afin de ne pas perturber le trafic ferroviaire voyageur ;

Considérant que ces travaux se dérouleront sur la période allant du 4 février au 16 mars 2019 ;

Considérant le mandat accordé à la SNCF pour la réalisation des travaux ;

Sur proposition de Monsieur le directeur général de l'agence régionale de santé Grand Est ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup> : Dérogation**

Une dérogation à l'arrêté n° 108/2009 du 18 juin 2009 portant réglementation des bruits de voisinage dans le département des Ardennes est accordée à la Société Nationale des Chemins de Fer français (SNCF) pour le chantier itinérant de renouvellement de traverses sur les territoires des communes de Charleville-Mézières, Aiglemont, Nouzonville et Joigny-sur-Meuse.

Les travaux se dérouleront du 4 février au 16 mars 2019.

Le planning des travaux par commune est précisé dans l'annexe I.

Les travaux ont lieu à proximité d'habitations pour certaines portions du chantier. Le bruit moyen sur le chantier oscillera entre 90 et 110 dB et 66 à 76 dB à une distance de 16 mètres. Le tableau des nuisances est précisé en annexe II.

### **Article 2 : Information**

Afin d'informer les riverains concernés par les nuisances sonores, une communication relative aux travaux et à la gêne occasionnée devra leur être transmise par courrier avant le début des travaux.

La SNCF tiendra également le planning des travaux à disposition du public par affichage en mairie.

Les dates et horaires des actions génératrices de bruit et/ou de vibrations ainsi que leur intensité, avant le début des travaux, et les niveaux de bruit y seront précisés.

### **Article 3 : Protections auditives**

La SNCF devra prévoir la fourniture de protections auditives à l'ensemble des riverains. Celles-ci seront tenues à disposition en mairie.

#### **Article 4 : Réduction des nuisances**

La SNCF et toutes les entreprises intervenant sur ce chantier devront prendre toutes les dispositions pour créer le moins de gêne possible et respecter a minima les niveaux sonores indiqués, notamment :

- par l'emploi de matériels répondant aux normes en vigueur et à jour de leur homologation,
- en veillant à ne provoquer aucun bruit intempestif et d'une manière générale prendre toute mesure afin de respecter la tranquillité publique des riverains.

#### **Article 5 : Référent**

La SNCF et les communes de Charleville-Mézières, Aiglemont, Nouzonville et Joigny-sur-Meuse désigneront un référent qui recevra les plaintes. Cette désignation devra faire l'objet de mesures de publicité et d'affichage sur le site des travaux et dans les lieux habituels d'affichage des communes pour faire connaître les coordonnées dudit référent.

Des constatations pourront être effectuées par le maire dans le cadre de ses pouvoirs de police.

#### **Article 6 : Affichage**

Le présent arrêté fera l'objet de mesures de publicité par un affichage, pendant la durée des travaux, en mairie et de manière visible à proximité du chantier.

#### **Article 7 : Recours**

Un recours contre le présent arrêté peut être déposé devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne dans un délai de recours contentieux de deux mois à compter de sa notification pour le pétitionnaire et de son affichage en mairie pour les tiers.

#### **Article 8 : Exécution**

Sont chargés de l'exécution du présent arrêté, chacun pour ce qui le concerne :

- le secrétaire général de la préfecture des Ardennes,
- les maires des communes de Charleville-Mézières, Aiglemont, Nouzonville et Joigny-sur-Meuse,
- le directeur général de l'agence régionale de santé Grand-Est,
- le colonel du groupement de gendarmerie des Ardennes,
- le directeur départemental de la sécurité publique.

Fait à Charleville-Mézières, le **18 DEC. 2018**

Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général

  
Christophe HERIARD



**Annexe 1 : Planning des travaux par commune**

**Semaine 6 :**

Nuit de lundi à mardi : Charleville – Aiglemont - Nouzonville  
Nuit de mardi à mercredi : Nouzonville  
Nuit de mercredi à jeudi : Joigny-sur-Meuse  
Nuit de jeudi à vendredi : Joigny-sur-Meuse  
Nuit de vendredi à samedi : Nouzonville – Aiglemont

**Semaine 7 :**

Nuit de lundi à mardi : Charleville – Aiglemont  
Nuit de mardi à mercredi : Aiglemont  
Nuit de mercredi à jeudi : Aiglemont - Nouzonville  
Nuit de jeudi à vendredi : Nouzonville  
Nuit de vendredi à samedi : Nouzonville

**Semaine 8 :**

Nuit de lundi à mardi : Nouzonville  
Nuit de mardi à mercredi : Nouzonville  
Nuit de mercredi à jeudi : Nouzonville  
Nuit de jeudi à vendredi : Joigny-sur-Meuse  
Nuit de vendredi à samedi : Joigny-sur-Meuse

**Semaine 9 :**

Nuit de lundi à mardi : Joigny-sur-Meuse  
Nuit de mardi à mercredi : Joigny-sur-Meuse  
Nuit de mercredi à jeudi : Joigny-sur-Meuse  
Nuit de jeudi à vendredi : Joigny-sur-Meuse  
Nuit de vendredi à samedi : Joigny-sur-Meuse

**Semaine 10 :**

Nuit de lundi à mardi : Joigny-sur-Meuse  
Nuit de mardi à mercredi : Joigny-sur-Meuse  
Nuit de mercredi à jeudi : Nouzonville  
Nuit de jeudi à vendredi : Aiglemont - Nouzonville  
Nuit de vendredi à samedi : Aiglemont - Nouzonville

**Semaine 11 :**

Nuit de lundi à mardi : Charleville – Aiglemont - Nouzonville  
Nuit de mardi à mercredi : Nouzonville  
Nuit de mercredi à jeudi : Nouzonville - Joigny-sur-Meuse  
Nuit de jeudi à vendredi : Nouzonville - Joigny-sur-Meuse  
Nuit de vendredi à samedi : Nouzonville – Aiglemont – Charleville



Annexe II : Tableau des nuisances sonores  
 Chantier de remplacement massif de traverses -  
 Communes de CHARLEVILLE-MEZIERES - AIGLEMONT -  
 NOUZONVILLE - JOIGNY-SUR-MEUSE  
 du 04/02/2019 au 16/03/2019

**REMPLACEMENT DE TRAVERSES**

|  | sur le chantier | à 16 m | S 6 | S 7 | S 8 | S 9 | S 10 | S 11 |
|--|-----------------|--------|-----|-----|-----|-----|------|------|
| Engins MRT (machine à remplacer les traverses) | 100 db          | 76 db  |     | X   | X   | X   | X    |      |
| Tirefonneuses                                  | 92 db           | 68 db  |     | X   | X   | X   | X    |      |
| caleuse  | 90 db           | 66 db  |     | X   | X   | X   | X    |      |

**BOURRAGE**

|           |       |       |  |   |   |   |   |  |
|-----------|-------|-------|--|---|---|---|---|--|
| Bourreuse | 90 db | 66 db |  | X | X | X | X |  |
|-----------|-------|-------|--|---|---|---|---|--|

**APPROVISIONNEMENT TRAVERSES**

|                  |        |       |   |  |  |  |  |  |
|------------------|--------|-------|---|--|--|--|--|--|
| Loco de chantier | 100 db | 76 db | X |  |  |  |  |  |
| Pelle rail/route | 100 db | 76 db | X |  |  |  |  |  |

**RAMASSAGE TRAVERSES ANCIENNES**

|                  |        |       |  |  |  |  |  |   |
|------------------|--------|-------|--|--|--|--|--|---|
| Loco de chantier | 100 db | 76 db |  |  |  |  |  | X |
| Pelle rail/route | 100 db | 76 db |  |  |  |  |  | X |

DDFIP08

8-2018-10-18-003

Convention de délégation entre la DDFiP des Ardennes et  
le centre de services partagés de la DNID

# Convention de délégation

La présente délégation est conclue en application :

- du décret 2004-1085 du 14 octobre 2004 relatif à la délégation de gestion dans les services de l'Etat modifié par le décret n°2005-436 du 9 mai 2005 portant statut particulier du corps du contrôle général économique et financier
- du décret et de l'arrêté du 3 avril 2008 relatifs à l'organisation de la Direction Générale des Finances Publiques modifié par l'arrêté du 18 décembre 2009
- du décret du 12 septembre 2008 autorisant le directeur général des finances publiques à déléguer sa signature
- de l'arrêté du 28 décembre 2017 portant délégation des pouvoirs d'ordonnateur secondaire du ministre de l'action et des comptes public
- du décret n° 2017-1827 du 28 décembre 2017 relatif à la direction nationale d'interventions domaniales
- de l'arrêté du 28 décembre 2017 modifiant l'arrêté du 23 décembre 2006 relatif à la direction nationale d'interventions domaniales
- du décret n°2006-1792 du 23 décembre 2006 relatif à l'organisation de la gestion de patrimoines privés et de bien privés.
- du décret n°2011-1612 du 22 novembre 2011 relatif aux première, deuxième, troisième et quatrième parties réglementaires du code général de la propriété des personnes publiques
- de la délégation du 31 août 2018 accordée par la directrice départementale des finances publiques des Ardennes au responsable du pôle gestion publique de la direction départementale des Ardennes

Entre la **direction départementale des Finances publiques des Ardennes**, représentée par M. Jean-Luc LEFEVRE, directeur du pôle Gestion Publique, désigné sous le terme de "**délégant**",  
d'une part,

Et

Le centre de services partagés de la Direction nationale d'interventions domaniales (DNID), représentée par Mme Anne-Marie CHEVALIER, adjointe au directeur en charge des missions non comptables, désigné sous le terme de "**délégataire**",  
d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

## **Article 1er : Objet de la délégation**

En application de l'article 2 du décret n° 2004-1085 du 14 octobre 2004 et dans le cadre de sa délégation d'ordonnancement secondaire, le délégant confie au délégataire, en son nom et pour son compte, dans les conditions ci-après précisées, la réalisation de l'ordonnancement :

- des recettes relevant du périmètre des redevances domaniales portées au budget général ou reversées à des tiers
- des recettes de loyers budgétaires
- des recettes portées au compte d'affectation spéciale « gestion du patrimoine immobilier de l'Etat »

Un contrat de service conclu entre le délégant et le délégataire précise les engagements réciproques, le cadre et les modalités de fonctionnement entre les services.

## **Article 2 : Prestations accomplies par le délégataire**

Le délégataire est chargé de l'exécution des décisions du délégant, s'agissant des actes énumérés ci-après ; à ce titre, la délégation emporte délégation de la fonction d'ordonnateur pour l'engagement, la liquidation et l'établissement des ordres à payer et l'émission des titres de perception.

### 1. Le délégataire assure pour le compte du délégant les actes suivants :

#### I) En matière de dépenses :

- a. il saisit et valide les engagements juridiques ;
- b. il notifie aux fournisseurs les bons de commande sur marchés ;
- c. il saisit la date de notification des actes ;
- d. il enregistre la certification du service fait valant ordre de payer en mode facturier,

#### II) En matière de recettes :

- e. il saisit et valide les engagements de tiers et titres de perception.

#### III) Autres attributions dévolues dans le cadre de la présente délégation :

- f. il réalise en liaison avec les services du délégataire les travaux de fin de gestion ;
- g. il tient la comptabilité auxiliaire des immobilisations ;
- h. il assiste le délégant dans la mise en œuvre du contrôle interne comptable et met en œuvre le contrôle interne comptable de 1er niveau au sein de sa structure ;
- i. il réalise l'archivage des pièces qui lui incombent.

### 2. Le délégant reste responsable, dans le cadre de la délégation de signature de l'ordonnateur secondaire, de

- a. la décision des dépenses et recettes,
- b. la constatation du service fait,
- c. l'archivage des pièces qui lui incombent.

## **Article 3 : Obligations du délégataire**

Le délégataire exécute la délégation dans les conditions et les limites fixées par le présent document et acceptées par lui.

Le délégataire s'engage à assurer les prestations qui relèvent de ses attributions, à maintenir les moyens nécessaires à la bonne exécution des prestations, à assurer la qualité comptable et à rendre compte de son activité selon les délais définis dans le contrat de service.

Il s'engage à fournir au délégant les informations demandées.

## **Article 4 : Obligations du délégant**

Le délégant s'engage à fournir, en temps utile, tous les éléments d'information dont le délégataire a besoin pour l'exercice de sa mission. Le contrat de service précise les éléments attendus.

Il adresse une copie du présent document au comptable assignataire concerné.

## Article 5 : Exécution financière de la délégation

Le chef du service délégataire est autorisé à subdéléguer à ses subordonnés, sous sa responsabilité, la validation dans CHORUS des actes d'ordonnancement. La liste des agents qui exerceront dans l'outil les actes nécessitant la qualité d'ordonnateur secondaire est précisée en annexe du contrat de service.

## Article 6 : Modification du document

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente délégation, définie d'un commun accord entre les parties, fait l'objet d'un avenant, validé par l'ordonnateur secondaire de droit et dont un exemplaire est transmis au comptable assignataire.

## Article 7 : Durée, reconduction et résiliation du document

Le présent document prend effet lors de sa signature par l'ensemble des parties concernées. Il est établi pour l'année 2018 et reconduit tacitement, d'année en année.

Il peut être mis fin à tout moment à la délégation de gestion, sur l'initiative d'une des parties signataires, sous réserve du respect d'un préavis de trois mois. La dénonciation de la délégation de gestion doit prendre la forme d'une notification écrite; l'ordonnateur secondaire de droit, le comptable assignataire doivent en être informés.

La convention de délégation de gestion est transmise au comptable assignataire, accompagnée de la délégation d'ordonnancement secondaire du délégant et du délégataire.

Ce document sera publié au recueil des actes administratifs du département.

Fait à Charleville-Mézières

Le 18 octobre 2018

Le délégant

Le Directeur du pôle Gestion Publique


  
Jean-Luc LEFEVRE  
Administrateur des Finances publiques adjoint

Visa du Préfet

  
Pascal JOLY

Le délégataire

L'adjoite au DNID  
en charge des opérations  
non comptables

  
Anne-Marie CHEVALIER  
Administratrice des  
Finances publiques



DDT 08

8-2018-12-13-001

Arrêté n° 2018-691 portant application et distraction du  
régime forestier à des parcelles de la forêt communale de  
**LA GRANDVILLE**

Arrêté N°2018- 691  
portant application et distraction du régime forestier  
à des parcelles de la forêt communale de LA GRANDVILLE

Le Préfet des Ardennes,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,

- Vu les articles L. 211-1, L. 214-3, R.214-2 et R. 214-6 à R.214-8 du Code Forestier ;  
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;  
Vu l'arrêté n° 2018-11 du 08 janvier 2018 portant délégation de signature à Mme Maryse LAUNOIS, directrice départementale des territoires des Ardennes ;  
Vu l'arrêté du 22 octobre 2018 portant subdélégation de signature de Mme Maryse LAUNOIS, directrice départementale des territoires des Ardennes ;  
Vu la circulaire DGFAR/SDFB/C2003-5002 du 03 avril 2003 ;  
Vu l'instruction technique DGPE/SDFCB/2016-656 du 19 juillet 2017 ;  
Vu l'avis favorable de M. Jacques BAUDELOT, directeur d'agence de l'office national des forêts des Ardennes, du 28 novembre 2018 ;  
Vu le plan des lieux ;  
Sur proposition de la directrice départementale des territoires ;

**A R R E T E**

**Article 1 :** Les parcelles ci-après sont distraites du Régime Forestier :

| Département | Personne Morale propriétaire | Territoire communal | Indications cadastrales |     |            | Contenance |    |    |
|-------------|------------------------------|---------------------|-------------------------|-----|------------|------------|----|----|
|             |                              |                     | Section                 | N°  | Lieu-dit   | HA         | A  | CA |
| Ardennes    | Commune de LA GRANDVILLE     | LA GRANDVILLE       | AH                      | 122 | LE PREGNON | 1          | 51 | 80 |


**Article 2 :** Le Régime Forestier est appliqué dans les parcelles désignées ci après :

| Département | Personne morale propriétaire | Territoire communal | Indications cadastrales |    |                 | Contenance |    |    |
|-------------|------------------------------|---------------------|-------------------------|----|-----------------|------------|----|----|
|             |                              |                     | Section                 | N° | Lieu-dit        | HA         | A  | CA |
| Ardennes    | Commune de LA GRANDVILLE     | LA GRANDVILLE       | AC                      | 35 | LA GRANDE ROCHE | 0          | 32 | 94 |
| Ardennes    | Commune de LA GRANDVILLE     | LA GRANDVILLE       | AC                      | 38 | LA GRANDE ROCHE | 0          | 45 | 00 |
| Ardennes    | Commune de LA GRANDVILLE     | LA GRANDVILLE       | AC                      | 49 | LES WAGES       | 0          | 09 | 22 |
| Ardennes    | Commune de LA GRANDVILLE     | LA GRANDVILLE       | AC                      | 50 | LA GRANDE ROCHE | 0          | 08 | 08 |

**Article 3 :** Le secrétaire général de la préfecture, le maire de LA GRANDVILLE, la directrice départementale des territoires et le directeur d'agence de l'office national des forêts à Charleville-Mézières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché en mairie de LA GRANDVILLE et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture et des services déconcentrés de l'État.

Fait à Charleville-Mézières, le 13/12/18

Pour le Préfet et par délégation,  
pour la directrice départementale des territoires,  
le chef de Service Environnement



Lydie POINTUD



DDT 08

8-2018-12-19-006

Arrêté n° 2018-707 abrogeant l'arrêté n° 2018-602 du 25 octobre 2018 portant interdiction temporaire de la pêche de toute espèce piscicole sur le lac "Vieilles Forges"



## PRÉFET DES ARDENNES

ARRETE N°2018-707

**abrogeant l'arrêté n°2018-602 du 25 octobre 2018 portant interdiction temporaire de la pêche de toute espèce piscicole sur le lac « Vieilles Forges »**

Le préfet des Ardennes,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

- Vu le code de l'environnement, notamment l'article L436-5 pour sa partie législative et les articles R436-6 à R436-81 pour sa partie réglementaire ;
- Vu le code général de la propriété des personnes publiques ;
- Vu le décret n° 98-157 du 11 mars 1998 modifiant certaines dispositions du titre III du Livre II (nouveau) du code rural relatives aux conditions d'exercice de la pêche en eau douce ;
- Vu le décret n° 2002-965 du 2 juillet 2002 relatif aux conditions d'exercice du droit de pêche en eau douce et modifiant le code rural (partie réglementaire) ;
- Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004, modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu le décret n° 2015-510 du 7 mai 2015 portant charte de la déconcentration ;
- Vu le décret n°2016-417 du 7 avril 2016 modifiant diverses dispositions du code de l'environnement relatives à la pêche en eau douce ;
- Vu l'arrêté ministériel du 24 novembre 1988 fixant le classement de cours d'eau, canaux et plans d'eau en deux catégories ;
- Vu l'arrêté préfectoral n°2012-174 du 18 avril 2012 concernant l'organisation de la police de l'eau et de la police de la pêche dans le département des Ardennes ;
- Vu l'arrêté préfectoral n°2017-623 du 19 décembre 2017 portant réglementation de l'exercice de la pêche en eaux douces et autorisant la pêche de la carpe de nuit dans le département des Ardennes pour l'année 2018 ;
- Vu l'arrêté préfectoral n°2018-11 en date du 8 janvier 2018 portant délégation de signature à Mme Maryse LAUNOIS, directrice départementale des territoires des Ardennes ;
- Vu la demande de la fédération départementale de la pêche et de protection du milieu aquatique ;
- Vu l'avis du service départemental de l'agence française pour la biodiversité ;
- Vu l'avis du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage ;
- Considérant que l'indicateur d'étiage du bassin de la Meuse positionne la Meuse en étiage proche de la normale ;
- Considérant que les conditions hydrologiques ne nécessitent plus le pompage des eaux du lac des « Vieilles Forges » par électricité de France (EDF) pour permettre un niveau d'eau assurant le

refroidissement de la centrale nucléaire de CHOOZ ;

Considérant que le niveau d'eau du lac des « Vieilles Forges » est de nouveau suffisant et que la population piscicole ne risque plus d'être déséquilibrée et sensible à la pratique de la pêche;

ARRETE :

**Article 1er**

L'arrêté n°2018-602 du 25 octobre 2018 portant interdiction de la pêche de toute espèce piscicole sur le lac « Vieilles Forges » est abrogé.

**Article 2**

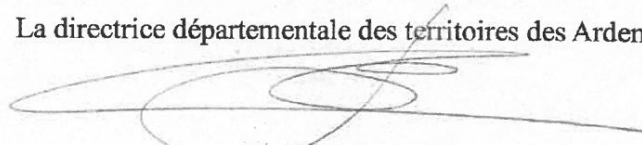
Le présent arrêté sera mis à la disposition du public sur le site de la préfecture des Ardennes, publié au recueil des actes administratifs des services de l'État dans les Ardennes et adressé pour affichage en mairies de RENWEZ, LES-MAZURES et HARCY.

**Article 3**

La directrice départementale des territoires, la déléguée interrégionale de l'office national de la chasse et de la faune sauvage, le directeur régional Grand Est de l'agence française pour la biodiversité, le président de la fédération départementale pour la pêche et la protection du milieu aquatique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

CHARLEVILLE-MEZIERES, le 19 DEC. 2018

La directrice départementale des territoires des Ardennes



Maryse LAUNOIS

DDT 08

8-2018-12-14-005

Arrêté préfectoral n° 2018-692 du 14 décembre 2018  
portant dérogation au principe d'urbanisation limitée prévu  
par l'article L.142-4 du Code de l'urbanisme dans le cadre  
de la modification du plan local d'urbanisme de  
Villers-Semeuse

PRÉFET DES ARDENNES

Direction départementale  
des territoires

Arrêté n° 2018/692

portant dérogation au principe d'urbanisation limitée prévu par l'article L.142-4 du Code de l'urbanisme dans le cadre de la modification du plan local d'urbanisme de Villers-Semeuse

Le préfet des Ardennes,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,

- Vu le Code de l'urbanisme et notamment les articles L.142-4 et L.142-5 ;
  - Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
  - Vu le décret n° 2015-510 du 7 mai 2015 portant charte de la déconcentration ;
  - Vu l'arrêté préfectoral n° 2018/529 du 14 septembre 2018 portant délégation de signature à Monsieur Christophe HERIARD, secrétaire général de la préfecture des Ardennes ;
  - Vu la délibération, en date du 21 décembre 2017, prescrivant la modification du plan local d'urbanisme (PLU) de Villers-Semeuse ;
  - Vu la décision du 12 juin 2018 de l'autorité environnementale dispensant le projet de modification du PLU d'évaluation environnementale ;
  - Vu l'arrêté du 24 juillet 2018 d'ouverture de l'enquête publique sur le projet de PLU ;
  - Vu l'avis favorable de la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF) du 30 novembre 2018 ;
- Sur proposition de la directrice départementale des territoires ;

Considérant que l'urbanisation des extensions projetées ne nuit pas à la protection des espaces naturels, agricoles et forestiers ou à la préservation et à la remise en bon état des continuités écologiques, ne conduit pas à une consommation excessive de l'espace, ne génère pas d'impact excessif sur les flux de déplacements et ne nuit pas à une répartition équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services ;

**Arrête :**

**Article 1 :** La dérogation pour ouvrir à l'urbanisation des terrains situés en dehors des parties actuellement urbanisées de la commune de Villers-Semeuse, est accordée dans les limites précisées sur le plan annexé au présent arrêté.

**Article 2 :** Le présent arrêté est susceptible d'être contesté devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne dans les deux mois à compter de sa publication. Le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne peut être saisi par l'application Télérecours citoyens accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 3 :** Le secrétaire général de la préfecture, la directrice départementale des territoires et la commune de Villers-Semeuse sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et des services déconcentrés de l'État.

Charleville-Mézières, le 14 DEC. 2018

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,

  
Christophe HÉRIARD

## Annexe

### Articles L.142-4 et L.142-5 du Code de l'urbanisme

#### Modification du plan local d'urbanisme de la commune de Villers-Semeuse

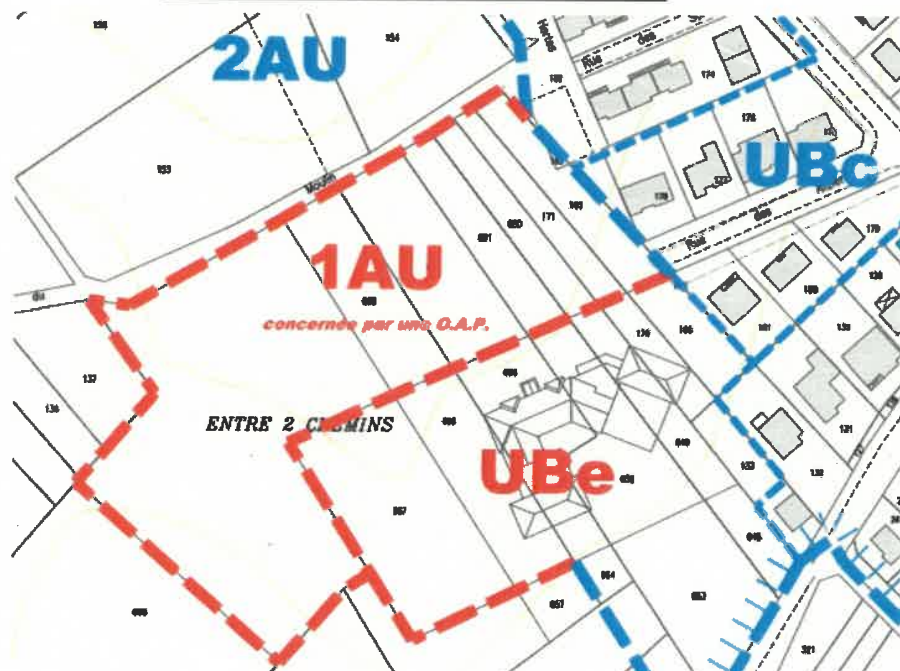
##### Article L.142-4 du Code de l'urbanisme

Dans les communes où un schéma de cohérence territoriale n'est pas applicable, les zones à urbaniser délimitées après le 1<sup>er</sup> juillet 2002 ainsi que les zones naturelles, agricoles ou forestières d'un plan local d'urbanisme ou d'un document en tenant lieu ne peuvent être ouvertes à l'urbanisation à l'occasion de l'élaboration ou d'une procédure d'évolution d'un document d'urbanisme.

##### Article L.142-5 du Code de l'urbanisme

Il peut être dérogé à l'article L.142-4 avec l'accord de l'autorité administrative compétente de l'État après avis de la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers prévue à l'article L.112-1-1 du Code rural et de la pêche maritime et, le cas échéant, de l'établissement public prévu à l'article L.143-16. La dérogation ne peut être accordée que si l'urbanisation envisagée ne nuit pas à la protection des espaces naturels, agricoles et forestiers ou à la préservation et à la mise en bon état des continuités écologiques, ne conduit pas à une consommation excessive de l'espace, ne génère pas d'impact excessif sur les flux de déplacements et ne nuit pas à une répartition équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services.

##### Ouvertures à l'urbanisation accordées



Lieu-dit « entre les deux chemins » : secteur de 1,63 ha classé 1AU et de 0,49 ha classé UBe

DDT 08

8-2018-12-11-003

Arrêté Transports Exceptionnels





Direction départementale  
des territoires

## PRÉFET DES ARDENNES

### Arrêté préfectoral n°2018-62 du 11/12/2018

modifiant les réseaux routiers « 120 tonnes », « 94 tonnes » et « 72 tonnes » du département des Ardennes accessibles aux convois exceptionnels sous réserve du respect des caractéristiques de poids et gabarit maximales et des prescriptions associées

**Le préfet des Ardennes,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,**

- Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu** le Code de la Route, notamment les articles L.110-3, R.433-1 à R.433-6, R.433-8 à R.433-16 ;
- Vu** le Code de la Voirie Routière ;
- Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu** le décret n°2005-1499 du 5 décembre 2005 relatif à la consistance du réseau routier national ;
- Vu** le décret n°2009-615 du 3 juin 2009 fixant la liste des routes à grande circulation ;
- Vu** le décret n°2010-578 du 31 mai 2010 modifiant le décret n°2009-615 du 3 juin 2009 fixant la liste des routes à grande circulation ;
- Vu** le décret n°2017-16 du 6 janvier 2017 relatif à la circulation des transports exceptionnels ;
- Vu** l'arrêté du 4 mai 2006 modifié relatif aux transports exceptionnels de marchandises, d'engins ou de véhicules et ensembles de véhicules comportant plus d'une remorque, notamment son article 9 bis ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 248 du 7 mai 2018 définissant les réseaux routiers «120 tonnes», «94 tonnes» et «72 tonnes» du département des Ardennes accessibles aux convois exceptionnels sous réserve du respect des caractéristiques de poids et gabarit maximales et des prescriptions associées ;
- Vu** l'arrêté n°2018-529 du 14 septembre 2018 portant délégation de signature à M. Christophe Hériard, secrétaire général de la préfecture des Ardennes ;
- Vu** la note d'information ministérielle du 22 juillet 2016 relative à la généralisation de la procédure d'instruction simplifiée des dossiers de transports exceptionnels ;

**Vu** l'avis de la Direction Interdépartementale des Routes Nord concernant la circulation sur le second tronçon de l'autoroute A304 en date du 22 octobre 2018;

**Sur proposition** de la directrice départementale des territoires des Ardennes;

### **Arrête**

Article 1 :

Les annexes 1-2-3-4-5 et 6 définissant les réseaux routiers « 120 tonnes », « 94 tonnes » et « 72 tonnes » du département des Ardennes accessibles aux convois exceptionnels sous réserve du respect des caractéristiques de poids et gabarit maximales et des prescriptions associées de l'arrêté n° 248 du 7 mai 2018 sont modifiées et remplacées par celles jointes au présent arrêté.

Article 2 :

Le reste des dispositions de l'arrêté n° 248 du 7 mai 2018 est inchangé.

Article 3 :

Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des territoires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Ardennes et affiché dans les mairies des communes concernées par la traversée de leur agglomération.

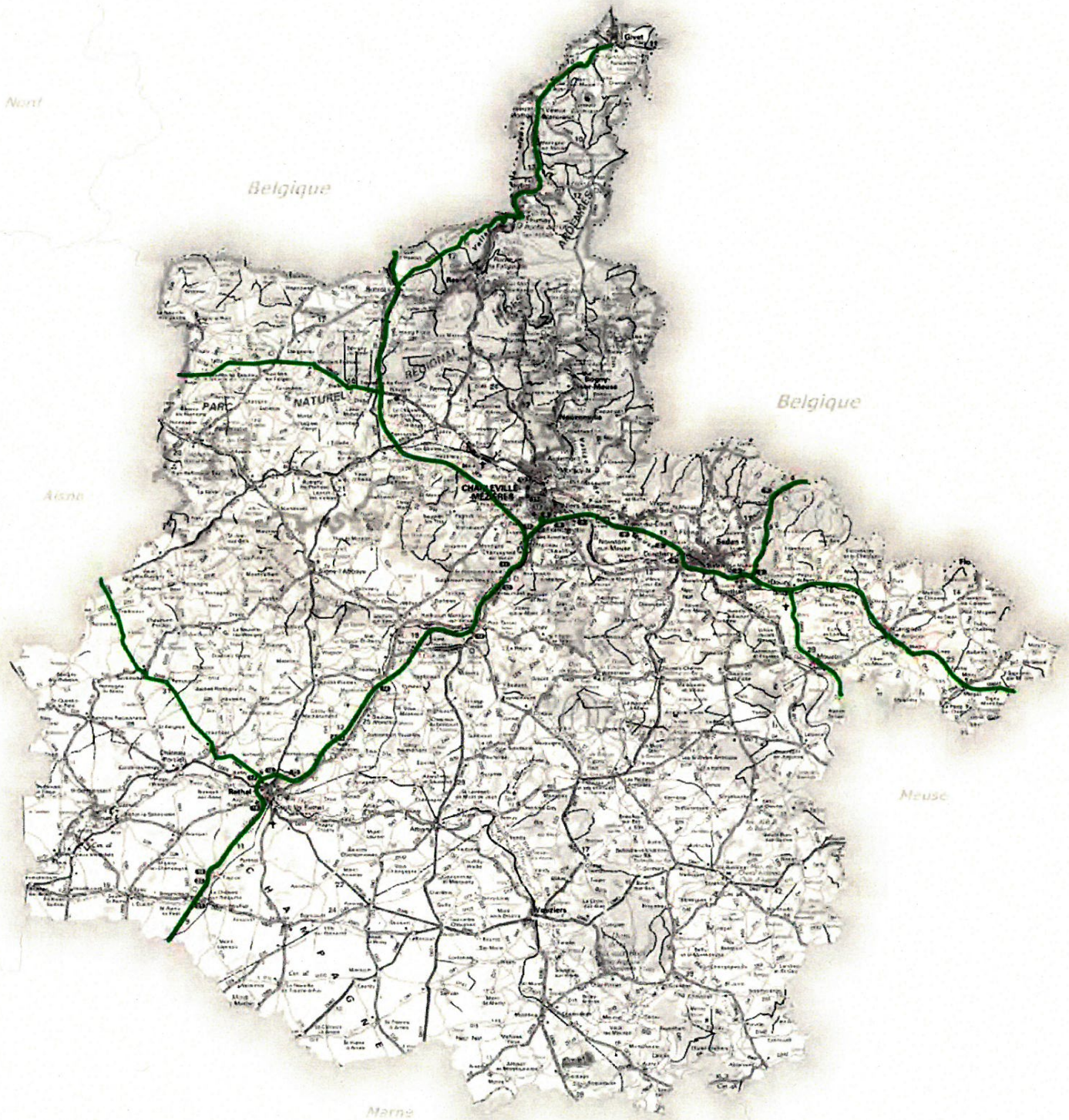
Fait à Charleville-Mézières, le **11 DEC. 2018**

P/Le Préfet des Ardennes,  
Le secrétaire général,

  
Christophe Hériard

# Annexe 1 - Réseau 72 tonnes

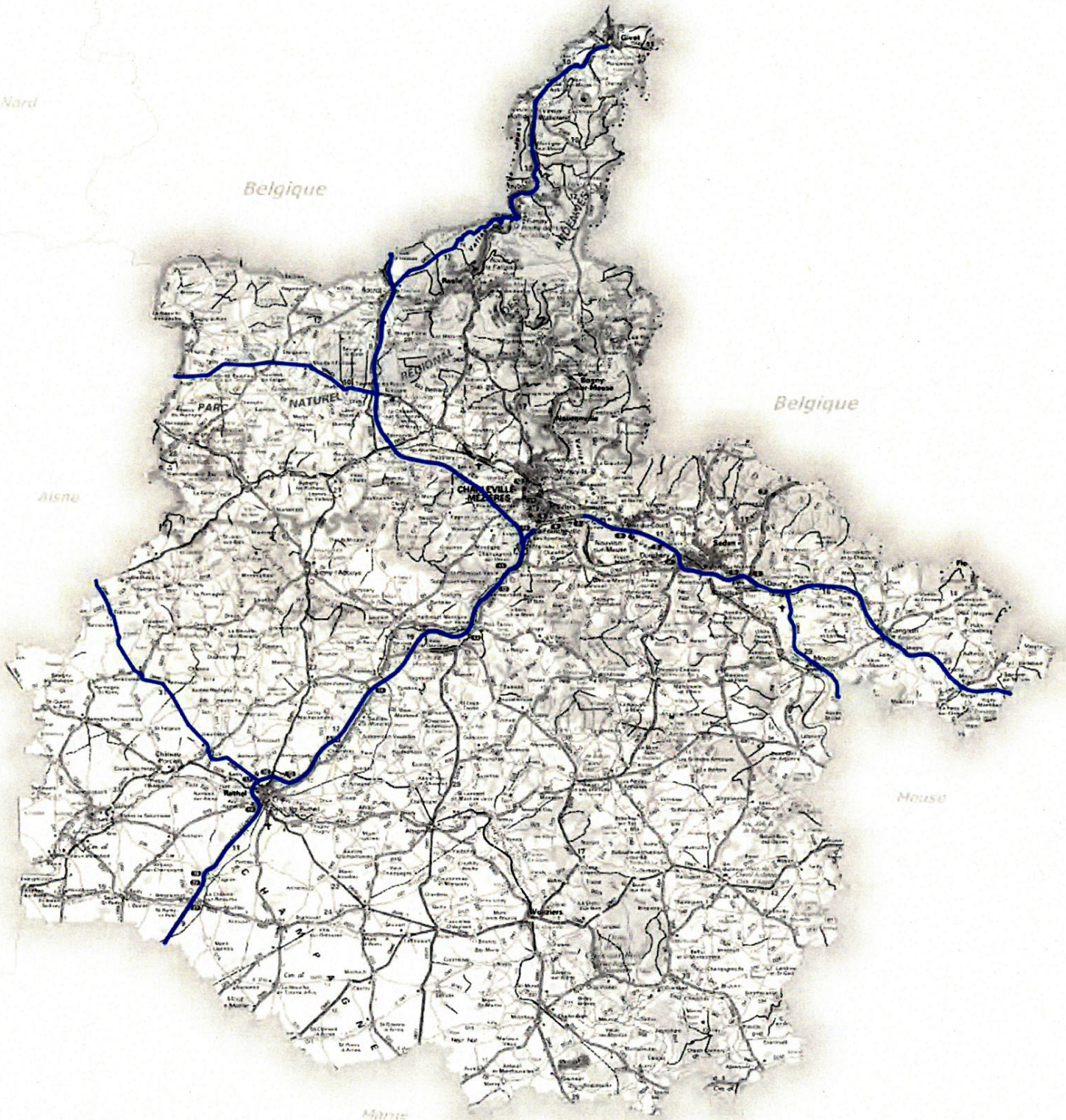
Direction  
Départementale  
des Territoires



Reproduction interdite  
Marché : 05-04-DPSM-SG-CP  
Sources : © IGN-BD TOPO # - 2016  
© IGN - SCAHREGIONAL # - 2015  
© IGN-BD CARTO # - 2015  
Conception : DDT 08  
Direction : cig - sr  
ressau\_72\_tonnages.qgs  
novembre 2018

# Annexe 1 - Réseau 94 tonnes

Direction  
Départementale  
des Territoires



Reproduction interdite  
Marché : 05-04-DPSM-SG-CP  
Sources : © IGH-BD TOPO F - 2016  
© IGH - SCAHREGIONAL F - 2015  
© IGH-BD CARTO F - 2015  
Conception : DDT 08  
Direction : cig - sr  
résau\_94\_tonnes.ags  
novembre 2018

# Annexe 1 - Réseau 120 tonnes

Direction  
Départementale  
des Territoires

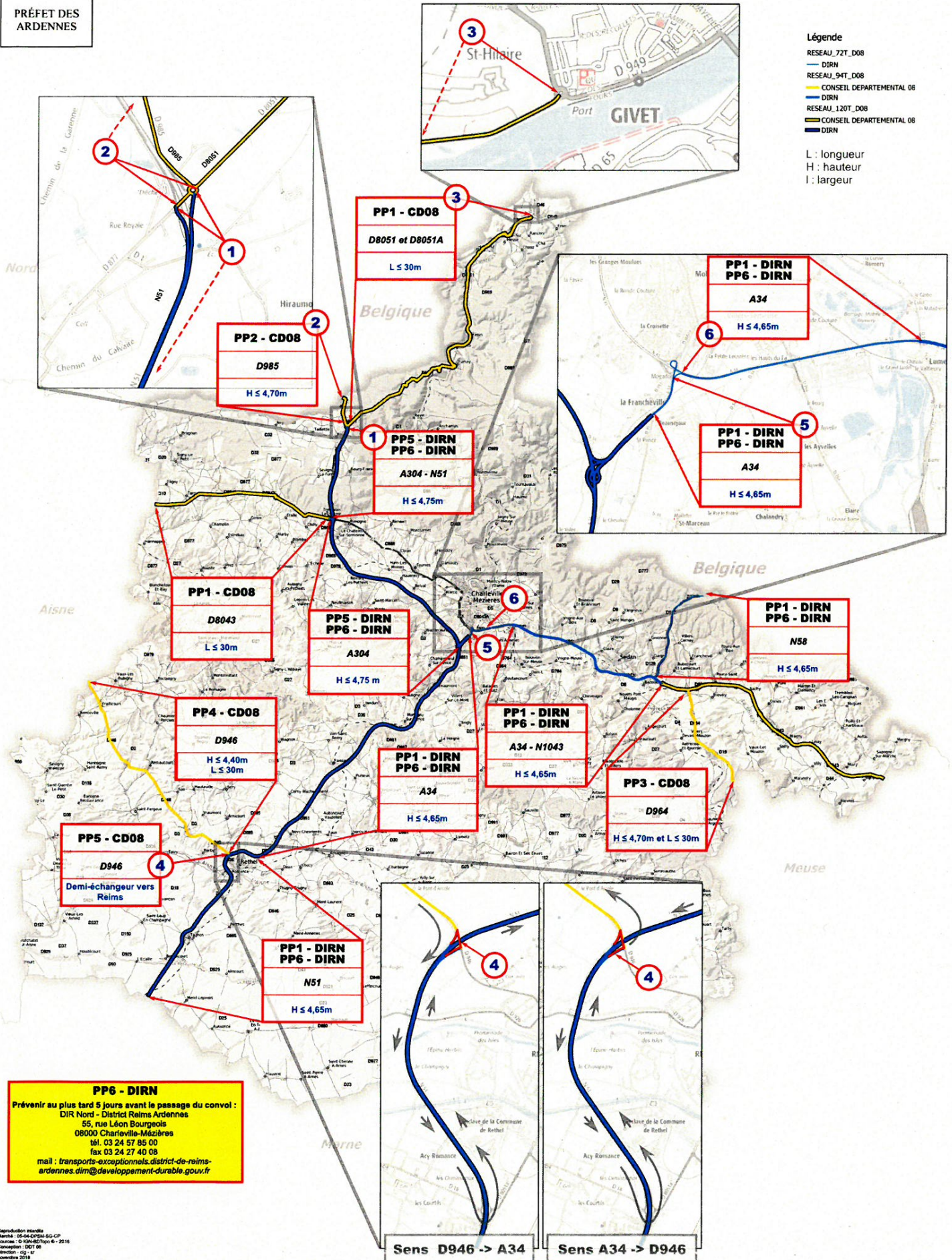


Reproduction interdite  
Marché : 05-04-DPSH-SG-CP  
Sources : © IGN-BD TOPO - 2016  
© IGN - SCANREGIONAL - 2015  
© IGN-BD CARTO - 2015  
Conception : DDT 08  
Direction - cjp - sr  
resau\_te-transportes.qgs  
novembre 2016

# Prescriptions des gestionnaires de voiries, d'ouvrages d'art, d'équipements routiers et de passages à niveau

**Légende**  
 RESEAU\_72T\_D08  
 DIRM  
 RESEAU\_94T\_D08  
 CONSEIL DEPARTEMENTAL 06  
 DIRM  
 RESEAU\_120T\_D08  
 CONSEIL DEPARTEMENTAL 06  
 DIRM

L : longueur  
 H : hauteur  
 I : largeur



Reproduction interdite  
 Membre : 05-64-0704-02-CP  
 Sources : © IGN/BDTopo 6 - 2016  
 Conception : DDT 08  
 Direction : sig - 17  
 novembre 2018

## Liste des tableaux

*Les formats des tableaux sont prescrits au niveau national - Voir le site :*

<http://dscr.minint.fr/index.php/domaines-d-activite/445-transports-exceptionnels-et-poids-lourds/1023-generalisation-de-la-procedure-simplifiee-pour-l-instruction-des-transports-exceptionnels>

### ***Onglet "Codes\_PG\_PP"***

Elaboration des prescriptions générales et particulières des TE - Mode opératoire

### ***Onglet "PG\_PP" Annexe 2***

Prescriptions des gestionnaires de voiries, d'ouvrages d'art, d'équipement routiers et de passages à niveau

### ***Onglet "Reseau\_120" Annexe 3***

Voies constituant le réseau "120 tonnes" accessible aux convois de moins de 120 tonnes de charge totale

### ***Onglet "Reseau\_94" Annexe 4***

Voies constituant le réseau "94 tonnes" accessible aux convois de moins de 94 tonnes de charge totale

### ***Onglet "Reseau\_72" Annexe 5***

Voies constituant le réseau "72 tonnes" accessible aux convois de moins de 72 tonnes de charge totale

### ***Onglet "Ouvrages" Annexe 6***

Ouvrages dont le franchissement est autorisé dans le respect des caractéristiques maximales et des prescriptions

Ouvrages dont le franchissement nécessite une demande

Ouvrages dont le franchissement est interdit aux convois dépassant les limites de charge

### ***Onglet "Passages\_a\_niveau" Annexe 7***

Passages à niveau dont le franchissement est autorisé dans le respect des caractéristiques maximales et des prescriptions

### ***Onglet "Voies fluviales"***

Informations sur les voies fluviales

Prescriptions des gestionnaires de voiries, d'ouvrages d'art, d'équipements routiers et de passages à niveau

| Annexe 2 – Prescriptions |                                  |  |                                      |   |
|--------------------------|----------------------------------|--|--------------------------------------|---|
| Gestionnaire             | Code de la prescription générale | Prescription générale  | Code de la prescription particulière | Prescription particulière   |
| CD08                     | PGCD08                           | Le convoi devra circuler seul, au pas, et dans l'axe de l'ouvrage.<br>Pour se renseigner sur les conditions de circulation et les travaux en cours : <a href="http://www.inforoute08.fr">www.inforoute08.fr</a> La circulation de nuit est interdite.<br>Toute dégradation éventuelle des équipements et ouvrages gérés par le conseil départemental devra être signalée à l'adresse suivante : <a href="mailto:deviation@cg08.fr">deviation@cg08.fr</a>   | PP1CD08                              | Longueur limitée à 30m  |
| CD08                     | PGCD08                           |  | PP2CD08                              | hauteur limitée à 4m70  |
| CD08                     | PGCD08                           |  | PP3CD08                              | Hauteur limitée à 4m70 et longueur limitée à 30m  |
|                          |                                  |  | PP4CD08                              | Hauteur limitée à 4m40 et longueur limitée à 30 m   |
|                          |                                  |  | PP5CD08                              | Dans le sens Charleville-Aisne : aller jusqu'à l'échangeur 18 de la RNS1 (Acy Romance), puis reprendre la RNS1 en direction de l'échangeur 17 (RD946 – Route d'Ecly).<br>Dans le sens Aisne vers Charleville : de la RD946 prendre la RNS1 (échangeur 17) en direction de Reims jusqu'à l'échangeur 18 (Acy-Romance) sortir puis reprendre la RNS1 en direction de Charleville.   |
|                          |                                  |  | PP1DIRN08                            | Hauteur limitée à 4m65  |
|                          |                                  |  | PP5DIRN08                            | Hauteur limitée à 4m75  |
|                          |                                  |  | PP6DIRN08                            | sur ces tronçons la prescription générale de la DIR Nord est complétée par le district à contacter qui est :<br>DIR NORD – District Reims-Ardennes<br>55, rue Léon Bourgeois<br>08000 CHARLEVILLE MEZIERES Tel : 03 24 57 85 00 – Fax : 03 24 27 40 08<br><a href="mailto:transports-exceptionnels.district-de-reims-ardennes.dirn@developpement-durable.gouv.fr">transports-exceptionnels.district-de-reims-ardennes.dirn@developpement-durable.gouv.fr</a><br>Les informations minimales suivantes sur son convoi : caractéristiques (dimensions), Itinéraire emprunté, date et heure du passage. |
| DIRN                     | PGDIRN                           | <p><b>prescriptions générales émanant de la DIR Nord</b></p> <p>Sur les réseaux 72, 94 et 120 tonnes la circulation d'un convoi exceptionnel sur les routes gérées par la DIR Nord n'est autorisée que sous réserve que les caractéristiques du convoi ainsi que les conditions de son passage respectent l'ensemble des prescriptions ci-dessous et que l'information du gestionnaire soit faite selon les exigences fixées.</p> <p>Toute manœuvre ne respectant pas le code de la route, et notamment les contre sens de circulation, sera réalisée sous contrôle des forces de l'ordre.</p> <p><b>Largeur</b><br/>La largeur des convois est limitée à 4,5 m.<br/>Les convois d'une largeur inférieure à 3,50 m circuleront de jour ou de nuit.<br/>Les convois d'une largeur comprise entre 3,50 m et 4,50 m circuleront uniquement de nuit.</p> <p><b>Longueur</b> : la longueur des convois est limitée à 35 m</p> <p><b>Hauteur</b> : de manière générale la hauteur maximale des convois est limitée à 4,75 m sur autoroute et 4,5 m sur route nationale. Des hauteurs inférieures peuvent être fixées au titre de prescription particulières sur certaines portions de réseau, le respect de ces hauteurs limites inférieures s'impose alors.</p> <p><b>Vitesse sur route à chaussées séparées (2x2 voies et plus)</b> : le convoi doit être en mesure de rouler à une vitesse supérieure à 60 km/h</p> <p><b>Plage horaire de circulation</b> : le passage des convois est interdit sur les périodes de pointe du matin (à titre indicatif 05h30 à 10h00) et la période de pointe du soir (à titre indicatif : 15h30 à 22h00).</p> <p><b>Préparation de l'itinéraire</b> : la reconnaissance préalable des circuits devra impérativement être réalisée pour s'assurer de la possibilité de passage et d'identifier les difficultés potentielles. Le transporteur devra s'assurer que le convoi pourra franchir sans les dégrader les équipements et ouvrages gérés par la DIR Nord. Un compte rendu en attestant devra être fourni et comporter les éléments de contrainte au passage des convois.</p> <p><b>Ouvrages d'art, portique et potence de signalisation, potence de feux tricolores</b> : les caractéristiques du convoi ne doivent pas dépasser les critères fixés sur les ouvrages et équipements.</p> <p>Le convoi devra circuler seul, au pas et dans l'axe de l'ouvrage.</p> <p><b>Signalisation verticale en axe de chaussée</b> : si la signalisation positionnée en axe de chaussée devait contraindre le passage des convois et devait être démontée, il conviendra d'en avertir le district au plus tard 5 jours avant la date du passage. Sauf indication contraire, il est interdit au transporteur de procéder lui-même au démontage et au remontage des éléments contraignant son passage. Le Centre d'Exploitation et d'Intervention de la DIR Nord qui assure l'exploitation de la route concernée procédera au démontage et au remontage de la signalisation, prestation qui sera dans ce cas facturée au transporteur selon le barème national en vigueur.</p> <p><b>Information du gestionnaire – Instruction</b> : le district concerné devra être prévenu au plus tard 5 jours avant le passage du convoi. Le district indiquera en retour si des contraintes particulières pourraient être rencontrées sur la section concernée (programmation de travaux d'entretien, restrictions temporaires particulières...). Le transporteur devra impérativement transmettre par messagerie électronique (à l'adresse suivante : <a href="mailto:transports-exceptionnels.district-de-reims-ardennes.dirn@developpement-durable.gouv.fr">transports-exceptionnels.district-de-reims-ardennes.dirn@developpement-durable.gouv.fr</a>) les informations minimales suivantes sur son convoi : caractéristiques (dimensions), itinéraire emprunté, date et heure du passage.</p> <p>Toute dégradation éventuelle des équipements et ouvrages gérés par la DIR Nord devra être signalée au district concerné à l'adresse suivante : <a href="mailto:transports-exceptionnels.district-de-reims-ardennes.dirn@developpement-durable.gouv.fr">transports-exceptionnels.district-de-reims-ardennes.dirn@developpement-durable.gouv.fr</a></p> |                                      |   |



## Prescriptions des gestionnaires de voiries, d'ouvrages d'art, d'équipements routiers et de passages à niveau

| Annexe 3<br>Réseau 120 |                         |                                   |   |                      |                 |                                |                     |  |  |
|------------------------|-------------------------|-----------------------------------|---|----------------------|-----------------|--------------------------------|---------------------|--|--|
| Nom de la voie         | Gestionnaire de la voie | Département début<br>(exemple 62) | Début section<br>(exemple RD937 ou PR XX+YYY) | Commune début        | Département fin | Fin section<br>(exemple RD166) | Commune fin         | Code de prescription<br>générale (PG)<br><i>(voir les 2 onglets spécifiques)</i> | Code de prescription<br>particulière (PP)<br><i>(voir les 2 onglets spécifiques)</i> |
| RD 8051                | CD 08                   | 08                                | Pr 1+160                                      | Givet                | 08              | RD 8051 Pr 41+79 Rocroi        | Rocroi              | PGCD08   | PP1CD08  |
| RD 8051A               | CD 08                   | 08                                | Pr 7+000                                      | Chooz                | 08              | Pr 7+639 RD<br>46D/RD8051      | Ham-sur-Meuse       | PGCD08   | PP1CD08  |
| RD 8043                | CD 08                   | 08                                | Pr 63+000 – Carrefour du Piquet               | Tremblois les rocroi | 02              | RD 8043 Pr 82+991 Auge         | Auge                | PGCD08   | PP1CD08  |
| RD 8043                | CD 08                   | 55                                | Pr 0+000                                      | Signy Montlibert     | 08              | Rd 8043 Pr 29+201<br>Bazeilles | Bazeilles           | PGCD08   |  |
| RD985                  | CD08                    | Belgique                          | Pr 0+000                                      | Gué d'Hossus         | 08              | Rd 8043 Pr 64+409              | Rocroi              | PGCD08   | PP2CD08  |
| A34                    | DIR N                   | 08                                | A34 PR 34 + 000 Echangeur de la Francheville  | La Francheville      | 08              | RN51 – A34 PR 69+00            | Rethel              | PGDIRN   | PP1DIRN08 + PP6DIRN08  |
| N51                    | DIRN                    | 08                                | A34 PR 68+00 – Echangeur de Rethel 3415       | Rethel               | 51              | RN51 PR 89+0423                | Saint-Remy-le-Petit | PGDIRN   | PP1DIRN08  |
| A304                   | DIR N                   | 08                                | Echangeur n°11 (A304) – La Chattoire          | La Francheville      | 08              | PR 6 + 075                     | Rocroi              | PGDIRN   | PP5DIRN08 + PP6DIRN08  |
| N51                    | DIRN                    | 08                                | A304 – PR 6 +075                              | Rocroi               | 08              | RD986                          | Gue d'Hossus        | PGDIRN   | PP5DIRN08 + PP6DIRN08  |

## Prescriptions des gestionnaires de voiries, d'ouvrages d'art, d'équipements routiers et de passages à niveau

| Annexe 4<br>Réseau 94 |                         |                                   |   |                      |                 |                                |                     |  |  |
|-----------------------|-------------------------|-----------------------------------|---|----------------------|-----------------|--------------------------------|---------------------|--|--|
| Nom de la voie        | Gestionnaire de la voie | Département début<br>(exemple 62) | Début section<br>(exemple RD937 ou PR XX+YYY) | Commune début        | Département fin | Fin section<br>(exemple RD166) | Commune fin         | Code de prescription<br>générale (PG)<br><i>(voir les 2 onglets spécifiques)</i> | Code de prescription<br>particulière (PP)<br><i>(voir les 2 onglets spécifiques)</i> |
| D946                  | CD08                    | 02                                | D946-PR0+00                                   | Fraillicourt         | 08              | PR 26+271                      | Rethel              | PGCD08   | PP4CD08 + PP5CD08  |
| D964                  | CD 08                   | 08                                | D964-PR0+00                                   | Douzy                | 55              | D964 – PR12+104                | Mouzon              | PGCD08   | PP3CD08  |
| N43                   | DIR N                   | 08                                | PR30+435                                      | Bazeilles            | 08              | RN1043 (RN43 :PR<br>30+0639)   | Bazeilles           | PGDIRN   |  |
| N1043                 | DIR N                   | 08                                | RN 1043 PR 11+000                             | Bazeilles            | 08              | A34 (RN1043 PR<br>16+1083)     | Sedan               | PGDIRN   | PP1DIRN08 + PP6DIRN08  |
| A34                   | DIR N                   | 08                                | A34 (RN1043) PR 16+1083                       | Sedan                | 08              | A34 PR 23+500                  | Vivier au Court     | PGDIRN   | PP1DIRN08 + PP6DIRN08  |
| RD 8051               | CD 08                   | 08                                | Pr 1+160                                      | Givet                | 08              | RD 8051 Pr 41+79 Rocroi        | Rocroi              | PGCD08   | PP1CD08  |
| RD 8051A              | CD 08                   | 08                                | Pr 7+000                                      | Chooz                | 08              | Pr 7+639 RD<br>46D/RD8051      | Ham-sur-Meuse       | PGCD08   | PP1CD08  |
| RD 8043               | CD 08                   | 08                                | Pr 63+000 – Carrefour du Piquet               | Tremblois les rocroi | 02              | RD 8043 Pr 82+991 Auge         | Auge                | PGCD08   | PP1CD08  |
| RD 8043               | CD 08                   | 55                                | Pr 0+000                                      | Signy Montlibert     | 08              | Rd 8043 Pr 29+201<br>Bazeilles | Bazeilles           | PGCD08   |  |
| RD985                 | CD08                    | Belgique                          | Pr 0+000                                      | Gué d'Hossus         | 08              | Rd 8043 Pr 64+409              | Rocroi              | PGCD08   | PP2CD08  |
| A34                   | DIR N                   | 08                                | A34 PR 34 + 000 Echangeur de la Francheville  | La Francheville      | 08              | RN51 – A34 PR 69+00            | Rethel              | PGDIRN   | PP1DIRN08 + PP6DIRN08  |
| N51                   | DIRN                    | 08                                | A34 PR 68+00 – Echangeur de Rethel 3415       | Rethel               | 51              | RN51 PR 89+0423                | Saint-Remy-le-Petit | PGDIRN   | PP1DIRN08 + PP6DIRN08  |
| A304                  | DIR N                   | 08                                | Echangeur n°11 (A304) – La Chattoire          | La Francheville      | 08              | PR 6 + 075                     | Rocroi              | PGDIRN   | PP5DIRN08 + PP6DIRN08  |
| N51                   | DIRN                    | 08                                | A304 – PR 6 +075                              | Rocroi               | 08              | RD986                          | Gue d'Hossus        | PGDIRN   | PP5DIRN08 + PP6DIRN08  |

## Prescriptions des gestionnaires de voiries, d'ouvrages d'art, d'équipements routiers et de passages à niveau

| Annexe 5<br>Réseau 72 |                         |                                   |   |                            |                 |  |                      |   |   |
|-----------------------|-------------------------|-----------------------------------|---|----------------------------|-----------------|--|----------------------|---|---|
| Nom de la voie        | Gestionnaire de la voie | Département début<br>(exemple 62) | Début section<br>(exemple RD937 ou PR XX+YYY)         | Commune début              | Département fin | Fin section<br>(exemple RD166)                       | Commune fin          | Code de prescription<br>générale (PG)<br>(voir les 2 onglets spécifiques) | Code de prescription<br>particulière (PP)<br>(voir les 2 onglets spécifiques) |
| N58                   | DIR N                   | 08                                | PR0   | Bazeilles (Villers Cernay) | 08              | RN43 (RN58 PR 10+1436)                               | La Moncelle          | PGDIRN  | PP1DIRN08 + PP6DIRN08   |
| A34                   | DIR N                   | 08                                | A34 PR 23+500   | Lumes                      | 08              | N43 (A34 PR 32+400)                                  | Charleville-Mezieres | PGDIRN  | PP1DIRN08 + PP6DIRN08   |
| A34                   | DIRN                    | 08                                | Moulin Leblanc – A34 PR 32+400                        | Charleville-Mézieres       | 08              | Echangeur de la Francheville , A34 PR 33+000         | La Francheville      | PGDIRN  | PP1DIRN08 + PP6DIRN08   |
| A34                   | DIRN                    | 08                                | Bretelle 3 de l'échangeur 9 Moulin Leblanc (toboggan) | Charleville-Mézieres       | 08              | fin de la bretelle 3 de l'échangeur 9 Moulin Leblanc | La Francheville      | PGDIRN  | PP3DIRN08 + PP6DIRN08   |
| D946                  | CD08                    | 02                                | D946-PR0+00   | Fraillicourt               | 08              | PR 26+271  | Rethel               | PGCD08  | PP4CD08 + PP5CD08   |
| D964                  | CD 08                   | 08                                | D964-PR0+00   | Douzy                      | 55              | D964 – PR12+104                                      | Mouzon               | PGCD08  | PP3CD08   |
| N43                   | DIR N                   | 08                                | PR30+435  | Bazeilles                  | 08              | RN1043 (RN43 :PR 30+0639)                            | Bazeilles            | PGDIRN  |   |
| N1043                 | DIR N                   | 08                                | RN 1043 PR 11+000                                     | Bazeilles                  | 08              | A34 (RN1043 PR 16+1083)                              | Sedan                | PGDIRN  | PP1DIRN08 + PP6DIRN08   |
| A34                   | DIR N                   | 08                                | A34 (RN1043) PR 16+1083                               | Sedan                      | 08              | A34 PR 23+500  | Lumes                | PGDIRN  | PP1DIRN08 + PP6DIRN08   |
| RD 8051               | CD 08                   | 08                                | Pr 1+160  | Givet                      | 08              | RD 8051 Pr 41+79 Rocroi                              | Rocroi               | PGCD08  | PP1CD08   |
| RD 8051A              | CD 08                   | 08                                | Pr 7+000  | Chooz                      | 08              | Pr 7+639 RD 46D/RD8051                               | Ham-sur-Meuse        | PGCD08  | PP1CD08   |
| RD 8043               | CD 08                   | 08                                | Pr 63+000 – Carrefour du Piquet                       | Tremblois les rocroi       | 02              | RD 8043 Pr 82+991 Auge                               | Auge                 | PGCD08  | PP1CD08   |
| RD 8043               | CD 08                   | 55                                | Pr 0+000  | Signy Montibert            | 08              | Rd 8043 Pr 29+201                                    | Bazeilles            | PGCD08  |   |
| RD985                 | CD08                    | Belgique                          | Pr 0+000  | Gué d'Hossus               | 08              | Rd 8043 Pr 64+409                                    | Rocroi               | PGCD08  | PP2CD08   |
| A34                   | DIR N                   | 08                                | A34 PR 34 + 000 Echangeur de la Francheville          | La Francheville            | 08              | RN51 – A34 PR 69+00                                  | Rethel               | PGDIRN  | PP1DIRN08 + PP6DIRN08   |
| N51                   | DIRN                    | 08                                | A34 PR 68+00 – Echangeur de Rethel 3415               | Rethel                     | 51              | RN51 PR 89+0423                                      | Saint-Remy-le-Petit  | PGDIRN  | PP1DIRN08 + PP6DIRN08   |
| A304                  | DIR N                   | 08                                | Echangeur n°11/A304 – La Chattoire                    | La Francheville            | 08              | PR 6 + 075   | Rocroi               | PGDIRN  | PP5DIRN08 + PP6DIRN08   |
| N51                   | DIRN                    | 08                                | A304 – PR 6 +075                                      | Rocroi                     | 08              | RD986  | Gue d'Hossus         | PGDIRN  | PP5DIRN08 + PP6DIRN08   |

| <b>Annexe 6</b>  |                         |  |                          |                           |                           |                           |  |   |                     |                           |                                |                                 |                                |  |   |   |
|--|-------------------------|--|--------------------------|---------------------------|---------------------------|---------------------------|--|---|---------------------|---------------------------|--------------------------------|---------------------------------|--------------------------------|--|---|---|
| <b>Ouvrages dont le franchissement est autorisé dans le respect des caractéristiques maximales et des prescriptions - Ouvrages dont le franchissement nécessite une demande - Ouvrages dont le franchissement est interdit aux convois dépassant les limites de charge</b> |                         |  |                          |                           |                           |                           |  |   |                     |                           |                                |                                 |                                |  |   |   |
| <i>Ne sont repris que les ouvrages d'art et les équipements de la route pour lesquels les caractéristiques maximales sont inférieures à celles du réseau sur lequel ils sont situés ou lorsqu'ils sont assortis d'une prescription particulière.</i>                       |                         |  |                          |                           |                           |                           |  |   |                     |                           |                                |                                 |                                |  |   |   |
| Voie concernée   | Gestionnaire de la voie | Nature de l'ouvrage (exemple feu tricolore, ouvrage d'art) | Identifiant de l'ouvrage | Nom de l'ouvrage          | Coordonnée X (Lambert 93) | Coordonnée Y (Lambert 93) | Distance au PR de la voie portée (PR aa+bbb) | Nature du franchissement (voie franchie, voie portée) | Commune             | Gestionnaire de l'ouvrage | Largeur maximale du convoi (m) | Longueur maximale du convoi (m) | Hauteur maximale du convoi (m) | Sens de circulation pour les voies uniques | Code de prescription générale (PG) (voir les 2 onglets spécifiques) | Code de prescription particulière (PP) (voir les 2 onglets spécifiques) |
| <b>1. Ouvrages d'art et équipements de la route dont le franchissement est autorisé dans le respect des caractéristiques maximales et des prescriptions :</b>  |                         |  |                          |                           |                           |                           |  |   |                     |                           |                                |                                 |                                |  |   |   |
| D964   | CD                      | OA   | 9640010                  |                           | 49,66756                  | 5,04415                   | 0+442  | RD  | Douzy               | CD                        | 9,3                            | SANS OBJET                      | SANS OBJET                     | seul                                       | PGCD08  |   |
| N58  | DIR N                   | Passage sous chemin communal                               | A34_0070                 | Passage de Daigny         |                           |                           |  | Voie franchie RN58, voie portée : chemin communal     | Daigny              | Daigny                    |                                |                                 | 4,65                           |  | PGDIRN  | PP1DIRN08   |
| N1043  | DIR N                   | Passage sous chemin communal de Boutry                     | A34-0230-TD              | Passage de Boutry         |                           |                           |  | Voie franchie RD67, voie portée 1043                  | Sedan               | DIR N                     |                                |                                 | 4,65                           |  | PGDIRN  | PP1DIRN08   |
| A34  | DIR N                   | Potence  | 08-A34 D PT23+5          | Potence                   |                           |                           |  | A34   | Vivier-au-Court     | DIR N                     |                                |                                 | 5,55                           | Charleville-Sedan                          | PGDIRN  | PP1DIRN08   |
| A34  | DIRN                    | Potence  | 08-A34 G PT23+93         | Potence                   |                           |                           |  | A34   | Vivier-au-Court     | DIR N                     |                                |                                 | 5,6                            | Sedan-Charleville                          | PGDIRN  | PP1DIRN08   |
| A34  | DIR N                   | Passage sous chemin communal                               | A34-0380                 | Passage sous la Leupliere |                           |                           |  | A34   | Lumes               | Lumes                     |                                |                                 | 4,75                           |  | PGDIRN  | PP1DIRN08   |
| N51  | DIR N                   | Échangeur de Tagnon, passage sous RD38                     | A34-1070                 | Passage sous RD38         |                           |                           |  | RN51  | Tagnon              | DIR N                     |                                |                                 | 4,65                           |  | PGDIRN  | PP1DIRN08   |
| A34  | DIR N                   | Passage sous portique                                      | A34-0720                 | Passage sous D951         |                           |                           |  | RD951   | Villers-le-Tourneur | DIR N                     |                                |                                 | 4,9                            |  | PGDIRN  | PP1DIRN08   |
| N51  | DIRN                    | Passage sous RD 877  | N51-0052                 | Passage sous RD877        |                           |                           |  | RD877   | Rocroi              | CD 08                     |                                |                                 | 4,8                            |  | PGDIRN  | PP5DIRN08   |
| <b>2. Ouvrages dont le franchissement nécessite une demande de raccordement :</b>  |                         |  |                          |                           |                           |                           |  |   |                     |                           |                                |                                 |                                |  |   |   |
| <b>3. Ouvrages dont le franchissement est interdit aux convois dépassant les limites de charge :</b>   |                         |  |                          |                           |                           |                           |  |   |                     |                           |                                |                                 |                                |  |   |   |

## Prescriptions des gestionnaires de voiries, d'ouvrages d'art, d'équipements routiers et de passages à niveau

| Annexe 7<br>Nature de<br>l'ouvrage (PN) | Numéro<br>du PN | Numéro ligne<br>ferroviaire | Coordonnée X<br>(Lambert 93) | Coordonnée Y<br>(Lambert 93) | PK de la<br>voie ferrée | Gestionnaire<br>du PN | Département | Commune | Nom voie<br>routière | PR voie<br>routière | Gestionnaire<br>voie routière | Largeur<br>chaussée   | Longueur de<br>traversée du PN | Ligne électrifiée<br>(oui / non) | Hauteur limite<br>indiquée | Code de prescription<br>générale (PG)<br><i>(voir les 2 onglets spécifiques)</i> | Code de prescription<br>particulière (PP)<br><i>(voir les 2 onglets spécifiques)</i> |
|---|-----------------|-----------------------------|------------------------------|------------------------------|-------------------------|-----------------------|-------------|---------|----------------------|---------------------|-------------------------------|-----------------------|--------------------------------|----------------------------------|----------------------------|--|--|
| PN                                      | 9               | 204000                      | 5,043221                     | 49,67084                     | 168+453                 | sncf                  | D 08        | Douzy   | 964                  | 0+030               | cd 08                         | 7,5                   |                                | oui                              | 4,7                        |  | PP3CD08  |
| PN                                      | 100             | 205000                      | 4,695493                     | 49,99624                     | 184+089                 | sncf                  | D 08        | Fumay   | 8051                 | 25+115              | cd 08                         | 4,6 x 2 ilot central  |                                | non                              |                            |  | PP1CD08  |
| PN                                      | 109             | 205000                      | 4,723093                     | 50,07256                     | 194+719                 | sncf                  | D 08        | vireux  | 8051                 | 14+720              | cd 08                         | 4,22 x 2 ilot central |                                | non                              |                            |  | PP1CD08  |

DIRECCTE 08

8-2018-12-12-001

ARRETE portant modification de la composition de la liste  
des personnes pouvant assister les salariés au cours de  
l'entretien préalable au licenciement et de l'entretien relatif  
à la rupture conventionnelle

PRÉFET DES ARDENNES

ARRETE

portant modification de la composition de la liste des personnes  
pouvant assister les salariés  
au cours de l'entretien préalable au licenciement  
et de l'entretien relatif à la rupture conventionnelle

LA RESPONSABLE DE L'UNITE DEPARTEMENTALE DES ARDENNES,

VU le Code du travail, notamment les articles L.1232-4, L.1232-7, L.1237-12, D.1232-4 à D.1232-6 ;

VU le décret n° 2015-510 du 07/05/2015 modifié portant charte de la déconcentration ;

VU le décret n° 2004-374 du 29/04/2004 modifié par le décret 2010-146 du 16/02/2010 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du 09/06/2016, portant nomination de M. Pascal JOLY en qualité de Préfet des Ardennes ;

VU l'arrêté préfectoral n°2016-366 du 27/06/2016 du Préfet des Ardennes, portant délégation de signature (compétences générales) à Madame Danièle GIUGANTI Directrice Régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi Alsace, Champagne- Ardenne, Lorraine ;

VU l'arrêté ministériel du 12 mai 2014 portant nomination de Madame Zdenka AVRIL en qualité de responsable de l'unité territoriale des Ardennes de la Direction Régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Champagne-Ardenne,

VU l'arrêté 2018/53 du 20 novembre 2018 portant subdélégation de signature de la Directrice Régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'Emploi Grand-Est à Madame Zdenka AVRIL,

VU l'arrêté préfectoral du 10/08/2017 portant modification de la composition de la liste des personnes pouvant assister les salariés au cours de l'entretien préalable au licenciement et de l'entretien relatif à la rupture conventionnelle ;

VU les modifications, démissions et nouvelles propositions transmises par les différentes organisations syndicales ;

## ARRETE

Article 1er : la composition de la liste des personnes habilitées à venir assister, sur sa demande, un salarié lors de l'entretien préalable à son licenciement ou lors du ou des entretiens relatifs à la rupture conventionnelle, dans le département des Ardennes, en l'absence d'institutions représentatives du personnel dans l'entreprise, est modifiée selon la liste annexée au présent arrêté.

Article 2 : la durée du mandat des conseillers du salarié expire le 31/08/2020.

Article 3 : l'arrêté préfectoral du 10/08/2017 susvisé est abrogé.

Article 4 : la Responsable de l'Unité Départementale des Ardennes est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture des Ardennes.

Charleville-Mézières, le 12/12/2018

Par délégation de la DIRECCTE  
Grand-Est,  
La Responsable de l'Unité Départementale  
des Ardennes,



Zdenka AVRIL

Adresse postale : Direccte Grand-Est - Unité Départementale des Ardennes  
18 avenue François Mitterrand – 08011 CHARLEVILLE-MEZIERES CEDEX

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi, dont le siège est à Strasbourg couvre les territoires d'Alsace, Champagne-Ardenne et Lorraine

[www.alsace-champagne-ardenne-lorraine.direccte.gouv.fr](http://www.alsace-champagne-ardenne-lorraine.direccte.gouv.fr) - [www.travail-emploi-sante.gouv.fr](http://www.travail-emploi-sante.gouv.fr) – [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr)



**LISTE DES CONSEILLERS DU SALARIE DU DEPARTEMENT DES ARDENNES  
10 DECEMBRE 2018**

|   |   |   |         |
|---|---|---|---------|
| 1 | <p><b>AUCHTER Albert</b><br/>7, Allée de la Division Margueritte<br/>08200 FLOING</p> <p>Tel : 03 24 27 63 30</p> <p>Portable : 06 30 10 31 80<br/><a href="mailto:a.auchter@services.cfdt.fr">a.auchter@services.cfdt.fr</a></p> | <p>Salarié (Industrie)<br/>Représentant du personnel<br/>(DS, CHSCT, CE)</p> <p>Secrétaire Départemental du syndicat<br/>Services commerce hacuitex</p> | CFDT    |
| 2 | <p><b>BARBERON Eric</b><br/>17, chemin rural de la Garenne<br/>08200 SEDAN</p> <p>Portable : 06 28 82 09 50<br/><a href="mailto:ericbarberoe@aol.com">ericbarberoe@aol.com</a></p>  | <p>Salarié (Industrie)<br/>Représentant du personnel<br/>(DP, CHSCT, CE)</p>  | CFDT    |
| 3 | <p><b>BARRET Sylvain</b><br/>17, Route Nationale 43<br/>08260 AUVILLERS LES FORGES</p> <p>Portable : 06 76 03 01 18<br/><a href="mailto:ud08@cfecgc.fr">ud08@cfecgc.fr</a></p>  | <p>Salarié (Métallurgie)<br/>Représentant du personnel ( CHSCT,<br/>représentant syndical au CE )</p>   | CFE-CGC |
| 4 | <p><b>BELKEBIR Rachid</b><br/>25, rue des Ecoles<br/>08600 FROMELENNES</p> <p>Portable : 06 31 43 14 48</p>   | <p>Salarié (Métallurgie)<br/>Représentant du personnel (DS)</p>   | CFDT    |
| 5 | <p><b>BERRIANI Mohamed</b><br/>6, rue Maurice Thorez<br/>08440 VIVIER AU COURT</p> <p>Portable : 06 58 89 04 62<br/><a href="mailto:berriani.mohamed@free.fr">berriani.mohamed@free.fr</a></p>                                    | <p>Salarié (Métallurgie)<br/>Représentant du personnel (DP)</p>   | CGT     |
| 6 | <p><b>BLONDEAU Daniel</b><br/>3, Lotissement Manicourt<br/>08090 AIGLEMONT</p> <p>Portable : 06 59 59 98 32</p>   | <p>Retraité (service public)<br/>Ancien secrétaire général de l'UD FO<br/>des Ardennes</p>  | FO      |
| 7 | <p><b>BOULANGER Jérôme</b><br/>43 rue de la Tolette<br/>08430 VILLERS LE TOURNEUR</p> <p>Portable : 06 29 22 85 43<br/><a href="mailto:jerome.boulanger4@wanadoo.fr">jerome.boulanger4@wanadoo.fr</a></p>                         | <p>Salarié (Industrie)<br/>Représentant du personnel<br/>(CSE)</p>  |         |

|    |  |  |      |
|----|--|--|------|
| 8  | <p><b>CHOISY Olivier</b><br/>6, rue du Canal<br/>08200 GLAIRE</p> <p>Portable : 07 81 55 97 12<br/><a href="mailto:olivier.choisy@orange.fr">olivier.choisy@orange.fr</a></p>                                    | <p>Salarié (Industrie)<br/>Représentant du personnel<br/>(DP, CHSCT, CE, CCE)</p>                  | CFDT |
| 9  | <p><b>CHOQUET Alain</b><br/>26, rue de l' Avenir<br/>08120 BOGNY SUR MEUSE</p> <p>Tel : 03 24 32 07 20<br/><a href="mailto:alain.choquet08@orange.fr">alain.choquet08@orange.fr</a></p>                          | <p>Salarié (Métallurgie)<br/>Représentant du personnel<br/>(DP,DS)<br/>Ancien secrétaire du CE</p> | FO   |
| 10 | <p><b>DE BARROS Arnaud</b><br/>15, rue Jean Jaures<br/>08440 VIVER AU COURT</p> <p>Portable : 06 26 70 83 70</p>   | <p>Salarié (Industrie)<br/>Représentant du personnel (DS)</p>                                      | CFTC |
| 11 | <p><b>DEMOREST Christophe</b><br/>39, rue des Manises<br/>08330 VRIGNE AUX BOIS</p> <p>Portable : 06 37 54 67 19<br/><a href="mailto:chrisroute@hotmail.fr">chrisroute@hotmail.fr</a></p>                        | <p>Salarié (Transport)<br/>Représentant du personnel (DP)</p>                                      | CFDT |
| 12 | <p><b>DENIS Jérôme</b><br/>5 rue du Moulin<br/>08300 LE CHATELET/ RETOURNE</p> <p>Portable : 06 74 10 84 70<br/><a href="mailto:jeromedenis1967@outlook.fr">jeromedenis1967@outlook.fr</a></p>                   | <p>Salarié (Service Public)</p>  | FO   |
| 13 | <p><b>DIDIER Gérard</b><br/>42, Allée des Lauriers<br/>08440 LUMES</p> <p>Portable : 06 73 44 41 43</p>  | <p>Retraité (Transport)<br/>Conseiller au service juridique<br/>de l'UD FO</p>                     | FO   |
| 14 | <p><b>DUFILS David</b><br/>11, rue Arthur Habary<br/>08140 FRANCHEVAL</p> <p>Portable : 06 08 66 99 47<br/><a href="mailto:daviddufils08@gmail.com">daviddufils08@gmail.com</a></p>                              | <p>Salarié (Métallurgie)<br/>Représentant du personnel<br/>( DP, CHSCT )</p>                       | CGT  |
| 15 | <p><b>GABORIT Vincent</b><br/>7 rue de la Gare<br/>08440 LUMES</p> <p>Portable : 06 21 17 38 93<br/>Portable : 06 72 72 72 55<br/><a href="mailto:vincent.gaborit@wanadoo.fr">vincent.gaborit@wanadoo.fr</a></p> | <p>Salarié (Transport)<br/>Représentant du personnel<br/>(DP)</p>                                  | CFDT |

|    |  |   |            |
|----|--|---|------------|
| 16 | <p><b>GLACET Jean-Pierre</b><br/>37, rue de Berthaucourt<br/>08000 CHARLEVILLE MEZIERES</p> <p>Tel : 03 24 33 23 21<br/><a href="mailto:udfo08@wanadoo.fr">udfo08@wanadoo.fr</a></p> | <p>Salarié (service public )<br/>Secrétaire général UDFO des<br/>Ardennes</p>   | FO         |
| 17 | <p><b>GOBE Hassina</b><br/>16, rue de Libreville<br/>08000 CHARLEVILLE MEZIERES</p> <p>Tél domicile : 03 10 07 46 75<br/>portable : 06 74 75 32 19</p>                               | <p>Salariée (services)<br/>Représentante du personnel (DS)</p>  | CFTC       |
| 18 | <p><b>GUILLAUME Vincent</b><br/>3, rue de la Tesse au Laid<br/>08140 MAIRY</p> <p>Tel : 03 24 56 91 24<br/><a href="mailto:cgc-deville@sfr.fr">cgc-deville@sfr.fr</a></p>            | <p>en recherche d'emploi<br/>Représentant du personnel<br/>(ancien DS, CE, CHSCT)</p>   | CFE-CGC    |
| 19 | <p><b>KACI Malika</b><br/>21 rue Robert Sorbon<br/>08300 SORBON</p> <p>Portable : 06 59 07 93 83<br/><a href="mailto:kaci_malika@yahoo.fr">kaci_malika@yahoo.fr</a></p>              | <p>Salariée<br/>Représentante du personnel<br/>(DS,CE)</p>  | FO         |
| 20 | <p><b>KADRI Nordine</b><br/>232, rue Jean Jaurès<br/>08700 NOUZONVILLE</p> <p>Portable : 06 63 88 33 69<br/><a href="mailto:kadri.nono@free.fr">kadri.nono@free.fr</a></p>           | <p>Salarié (Transport)<br/>Représentant du personnel (DP)<br/>Ancien élu CE<br/>Ancien secrétaire CHSCT<br/>Ancien secrétaire régional Sud-Rail</p> | SOLIDAIRES |
| 21 | <p><b>LOUIS Pascal</b><br/>55 route de Sedan<br/>08160 FLIZE</p> <p>Portable : 06 10 10 59 49</p>  | <p>Salarié (service public)<br/>Représentant du personnel (DP)</p>  | UNSA       |
| 22 | <p><b>MASSIN Jérôme</b><br/>16 bis, route de Givonne<br/>08140 DAIGNY</p> <p>Portable : 06 51 50 07 71<br/><a href="mailto:massin.jerome@free.fr">massin.jerome@free.fr</a></p>      | <p>Salarié (Industrie)<br/>Représentant du personnel<br/>( DP, DS, CE, CHSCT) Secrétaire<br/>departemental SUD Industries</p>                       | SOLIDAIRES |
| 23 | <p><b>MASSON Eric</b><br/>37 Grande Rue<br/>08430 BOUVELLEMONT</p> <p>Portable : 06 15 17 57 87</p>  | <p>Salarié (Métallurgie)<br/>Représentant du personnel (RSS)</p>  | CFTC       |

|    |   |  |            |
|----|---|--|------------|
| 24 | <p><b>MATHIEU Philippe</b><br/>3, Grande Rue<br/>08200 FLOING</p> <p>Portable : 06 35 25 65 48<br/><a href="mailto:oce.mathieu@orange.fr">oce.mathieu@orange.fr</a></p>   | <p>Salarié (Métallurgie)<br/>Représentant du personnel<br/>(DP, CE)</p>  | CFDT       |
| 25 | <p><b>MAYETTE Karine</b><br/>12, rue du cul de sac<br/>08700 GESPUNSART</p> <p>Portable 06 71 46 04 48<br/><a href="mailto:karine.mayette@orange.fr">karine.mayette@orange.fr</a></p>                           | <p>Salariée (Télécommunications)<br/>Représentant du personnel<br/>(DP, DS, CE) secrétaire du syndicat<br/>Sud-Telecom Champagne Ardenne</p> | SOLIDAIRES |
| 26 | <p><b>MERVAILLE Laurent</b><br/>30, rue Verlaine<br/>08600 GIVET</p> <p>Tel : 03 24 42 31 88<br/>Portable : 06 75 14 38 00<br/><a href="mailto:laurent.mervaille@orange.fr">laurent.mervaille@orange.fr</a></p> | <p>Salarié (service public)<br/>Représentant du personnel<br/>( DS, Secrétaire d' Union Locale,<br/>Défenseur syndical )</p>                 | CGT        |
| 27 | <p><b>MIESZCZAK Corinne</b><br/>11, rue des Crêtes<br/>08430 MONTIGNY S/ VENCE</p> <p>Portable : 06 76 03 16 39</p>   | <p>Salariée (service public)<br/>service juridique de l'UD FO</p>  | FO         |
| 28 | <p><b>NOEL Jean-Paul</b><br/>3, rue du Petit Châtelet<br/>08400 VOUZIERES</p> <p>Tél domicile : 03 24 30 56 26</p>  | <p>Salarié<br/>Représentant du personnel<br/>(CE, DP, CHSCT)</p>   | CFTC       |
| 29 | <p><b>ODIENNE Fabrice</b><br/>63, rue de Sonru<br/>08150 ROUVROY SUR AUDRY</p> <p>Tél domicile : 03 24 55 73 56</p>   | <p>Salarié (Industrie)<br/>Représentant du personnel (DS)</p>  | CFTC       |
| 30 | <p><b>PARISON Denis</b><br/>1, rue des Longues Royes<br/>08110 CARIGNAN</p> <p>Tél : 03.24.22.11.34<br/>Portable : 06 70 32 48 77<br/><a href="mailto:den08@wanadoo.fr">den08@wanadoo.fr</a></p>                | <p>Retraité<br/>Représentant du personnel<br/>(CTP, CHS, FTP, Défenseur syndical)</p>  | CGT        |
| 31 | <p><b>PERINET Michaël</b><br/>13, rue Ernest Renan<br/>08000 CHARLEVILLE MEZIERES</p> <p>Portable : 06 62 58 39 19<br/><a href="mailto:mica.perinet@free.fr">mica.perinet@free.fr</a></p>                       | <p>Salarié (Services)<br/>Représentant du personnel (CHSCT,<br/>Défenseur syndical)<br/>Secrétaire départemental<br/>SOLIDAIRES 08</p>       | SOLIDAIRES |

|    |   |   |         |
|----|---|---|---------|
| 32 | <p><b>PERON Eric</b><br/>27, La Converserie<br/>08140 POURU ST REMY</p> <p>Tél domicile : 03 24 26 49 79<br/>Portable : 06 72 72 72 37</p>  | <p>Salarié (Transport)<br/>Représentant du personnel (CHSCT)<br/>Ancien DP et CE<br/>Ancien conseiller Prud'hommes</p>                        | CFDT    |
| 33 | <p><b>PERU Yannick</b><br/>3, chemin de la Villette<br/>08200 GLAIRE</p> <p>Portable : 06 60 64 01 69<br/><a href="mailto:yannick.peru@mpsa.com">yannick.peru@mpsa.com</a></p>                        | <p>Salarié (Métallurgie)<br/>Représentant du personnel (DS)<br/>Président régional du syndicat de<br/>la métallurgie CFE-CGC des Ardennes</p> | CFE-CGC |
| 34 | <p><b>PIERARD Benoit</b><br/>20, rue Haute<br/>08130 VAUX CHAMPAGNE</p> <p>Portable : 06 68 92 16 12<br/><a href="mailto:Benoit.Pierard@bbox.fr">Benoit.Pierard@bbox.fr</a></p>                       | <p>Salarié (Métallurgie)<br/>Représentant du personnel (DP, RSS)</p>  | CFDT    |
| 35 | <p><b>REMY Patrick</b><br/>rue du Port<br/>08400 VOUZIERES</p> <p>Portable : 06 76 48 27 71</p>   | <p>Salarié<br/>Elu du bureau UD UNSA</p>  | UNSA    |
| 36 | <p><b>RENARD Jean-Louis</b><br/>2, petite rue<br/>08110 MATTON CLEMENCY</p> <p>Tél : 03 24 22 17 62<br/><a href="mailto:julesrenard08@aol.com">julesrenard08@aol.com</a></p>                          | <p>Retraité (Logistique)<br/>Ancien DS<br/>Secrétaire de l'union locale<br/>FO Carignan</p>   | FO      |
| 37 | <p><b>ROBERT Olivier</b><br/>53, rue Ambroise Croizat<br/>08000 CHARLEVILLE MEZIERES</p> <p>Tel : 03 24 33 04 10<br/><a href="mailto:ud08@cfecgc.fr">ud08@cfecgc.fr</a></p>                           | <p>Salarié ( commerce )<br/>Représentant du personnel<br/>(DP,CHSCT)</p>  | CFE-CGC |
| 38 | <p><b>SAPONE Eric</b><br/>1, rue des Bonniers<br/>08320 VIREUX-WALLERAND</p> <p>Tel : 03 24 41 85 67<br/>Portable : 06 81 49 90 28<br/><a href="mailto:eric.sapone@sfr.fr">eric.sapone@sfr.fr</a></p> | <p>En recherche d'emploi (ex salarié<br/>services)<br/>ex Représentant du personnel<br/>( DS, CE et CHSCT)</p>                                | FO      |

|    |   |   |          |
|----|---|---|----------|
| 39 | <p><b>SEGARD Freddy</b><br/>47, rue des Pyramides<br/>08700 NOUZONVILLE</p> <p>Tél domicile : 03 24 59 05 57<br/>Portable : 06 84 03 42 02<br/><a href="mailto:freddy.segard@wanadoo.fr">freddy.segard@wanadoo.fr</a></p> | <p>Salarié (Construction)<br/>Représentant du personnel<br/>(DP, DS)</p>  | CFE-CGC  |
| 40 | <p><b>SERE Walter</b><br/>22, rue Paul Royaux<br/>08000 CHARLEVILLE MEZIERES</p> <p>Portable : 06 45 13 29 17<br/><a href="mailto:walter.sere@hotmail.com">walter.sere@hotmail.com</a></p>                                | <p>Salarié (Métallurgie)<br/>Représentant du personnel<br/>( DS, RS, ex CHSCT)</p>                              | CGT      |
| 41 | <p><b>SIKORZINSKI Michel</b><br/>60, rue Jean Jaures<br/>08160 NOUVION SUR MEUSE</p> <p>Portable : 07 81 91 69 18<br/><a href="mailto:sikorzinski.michel@neuf.fr">sikorzinski.michel@neuf.fr</a></p>                      | <p>Salarié (Industrie)<br/>ex Représentant du personnel<br/>(DP, Responsable section syndicale,<br/>CE)</p>     | SIA/GSEA |
| 42 | <p><b>SOMAINI Bruno</b><br/>107, rue de Nouzonville<br/>08000 CHARLEVILLE MEZIERES</p> <p>Portable : 06 85 04 04 84<br/><a href="mailto:bruno.somaini@free.fr">bruno.somaini@free.fr</a></p>                              | <p>en recherche d'emploi<br/>(ancien salarié service public)<br/>Représentant du personnel<br/>( ancien DS)</p> | FO       |
| 43 | <p><b>SONNET David</b><br/>1, rue René Dumont<br/>08000 CHARLEVILLE MEZIERES</p> <p>Portable : 06 89 12 18 92<br/><a href="mailto:Sonnet.david@neuf.fr">Sonnet.david@neuf.fr</a></p>                                      | <p>Salarié (Métallurgie)<br/>Représentant du personnel<br/>(DP, secrétaire CHSCT)</p>                           | CGT      |
| 44 | <p><b>TAFAT BOUZID Nasser</b><br/>3, rue des Rosiers<br/>08700 NOUZONVILLE</p> <p>Tel : 03 24 53 80 68<br/>Portable : 06 10 58 00 58<br/><a href="mailto:TAFATBNASSER@free.fr">TAFATBNASSER@free.fr</a></p>               | <p>Salarié (Métallurgie)</p>  | CFDT     |
| 45 | <p><b>THOMAS Alain</b><br/>3, Cours de l'Oseraie<br/>08400 VOUZIERES</p> <p>Tél domicile : 03 24 30 38 70<br/>Portable : 06 69 03 92 85<br/><a href="mailto:ud08@cfecgc.fr">ud08@cfecgc.fr</a></p>                        | <p>Retraité (Métallurgie)<br/>ex Représentant du personnel<br/>(DP, RS )</p>                                    | CFE-CGC  |

|    |   |   |      |
|----|---|---|------|
| 46 | <b>TONNELIER Laurent</b><br>28 Grand'Rue<br>08430 GUIGNICOURT/VENCE<br><br>Portable : 06 74 75 16 56<br><a href="mailto:tonnelierlaurent@orange.fr">tonnelierlaurent@orange.fr</a>  | Salarié (Métallurgie)<br>Représentant du personnel<br>(élu CSE, secrétaire CSE) | UNSA |
| 47 | <b>TOUPET Isabelle</b><br>11 rue Linard<br>08600 FROMELENNES<br><br>Portable : 06 61 52 40 90<br><a href="mailto:isabelle.toupet@trefimetaux.fr">isabelle.toupet@trefimetaux.fr</a> | Salariée (Métallurgie)  |      |
| 48 | <b>VAN-MOORLEGHEM Stéphane</b><br>1 ruelle des Ministres<br>08260 AUVILLERS LES FORGES<br><br>Portable : 06 07 57 57 06<br><a href="mailto:dj.stf@orange.fr">dj.stf@orange.fr</a>   | Salarié (Plasturgie)  | FO   |
| 49 | <b>VIOT Jean Noël</b><br>1 rue du Moulin<br>08460 DOMMERY<br><br>Portable : 06 72 72 72 50<br><a href="mailto:j.viot08@laposte.net">j.viot08@laposte.net</a>                        | Salarié (Transport)<br>Représentant du personnel<br>(Trésorier CSE)             | CFDT |

La liste des conseillers du salarié peut être consultée dans chaque Mairie, au Recueil des Actes administratifs du site internet "[www.ardennes.pref.gouv.fr](http://www.ardennes.pref.gouv.fr)", dans chaque Union départementale de syndicat de salariés, au Conseil de Prud'hommes, à l'Inspection du travail ou à l'unité territoriale des Ardennes de la DIRECCTE. Vous pouvez, en cas de doute, vous assurer auprès de cette dernière ( 03.24.59.71.30 ou 03.24.59.71.40) que l'exemplaire que vous détenez est toujours en cours de validité.

DIRECCTE 08

8-2018-12-20-001

Décision relative à l'affectation des agents de contrôle dans  
l'unité de contrôle des Ardennes et à la gestion des intérim  
dans le département des Ardennes au 01012019



**Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation,  
du Travail et de l'Emploi Grand Est**

**Unité Départementale des Ardennes**

**Décision relative à l'affectation des agents de contrôle dans l'unité de contrôle des  
Ardennes et à la gestion des intérimis dans le département des Ardennes**

**La Responsable**

**de l'Unité Départementale des Ardennes de la DIRECCTE Grand Est,**

VU le code du travail, notamment ses articles R.8122-3 et suivants ;

VU le décret n° 2014-359 du 20 mars 2014 relatif à l'organisation du système d'inspection du travail,

VU le décret n° 2003-770 du 20 août 2003 portant statut particulier du corps de l'inspection du travail,

VU le décret n° 2009-1377 du 10 novembre 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi,

VU l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 création et répartition des unités de contrôle de l'inspection du travail,

VU l'arrêté interministériel du 24 juin 2014 portant dérogation à la création dans chaque département d'une section d'inspection du travail compétente dans les exploitations, entreprises et établissements agricoles ;

VU l'arrêté Ministériel du 12 mai 2014 portant nomination de Madame Zdenka AVRIL, en qualité de responsable de l'unité territoriale des Ardennes de la Direction des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi de Champagne-Ardenne ;

VU l'arrêté de la Directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi Grand-Est en date du 20 novembre 2018 portant délégation de signature en matière d'administration générale ;

VU l'arrêté cadre n° 2018/57 en date du 17 décembre 2018 portant localisation et délimitation des unités de contrôle et des sections d'inspection du travail de la région Grand-Est ;

VU l'arrêté n° 2018/58 en date du 17 décembre 2018 portant localisation et délimitation des unités de contrôle et des sections d'inspection du travail du département des Ardennes ;

VU la décision du Directeur Régional des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi de Champagne-Ardenne, en date du 24 juillet 2014, affectant Madame Armelle LEON, Directrice Adjointe Travail, sur le poste de Responsable de l'Unité de Contrôle des Ardennes à compter du 01 octobre 2014,

## Décide

**Article 1** : A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019, les inspecteurs et contrôleurs du travail dont les noms suivent sont chargés des actions d'inspection du travail dans les entreprises relevant des sections d'inspection du travail composant l'unité de contrôle du département :

Section n°1 : Mme SIMONIN Régine, contrôleur du travail,

Section n°2 : Mme GERNELLE Christine, inspectrice du travail,

Section n°3 : Mme LEPORCQ Christine, contrôleur du travail,

Section n°4 : M. TOP François, inspecteur du travail,

Section n°5 : Mme AUPRETRE-MERIDA Vanessa, inspectrice du travail,

Section n°6 : Mme NUISSIER Isabelle, contrôleur du travail,

Section n°7 : par intérim, Mme AUPRETRE-MERIDA Vanessa, inspectrice du travail.

**Article 2** : Conformément aux dispositions de l'article R.8122-11 du code du travail, sont désignés :

- pour prendre les décisions qui relèvent de la compétence exclusive de l'inspecteur du travail, en vertu de dispositions législatives ou réglementaires,
- pour contrôler tout ou partie des établissements d'au moins cinquante salariés qui ne serait pas assuré par les contrôleurs du travail,

Section n°1: Mme AUPRETRE-MERIDA Vanessa

Section n°3 : Mme GERNELLE Christine

Section n°6 : M. TOP François.

**Article 3** : En cas d'absence ou d'empêchement d'un ou plusieurs agents de contrôle désignés à l'article 1 ci-dessus, l'intérim est organisé selon les modalités ci-après :

### Intérim des inspecteurs du travail :

L'intérim de Mme AUPRETRE-MERIDA est assuré, dans l'ordre, par Mme GERNELLE, puis par M. TOP.

L'intérim de Mme GERNELLE est assuré, dans l'ordre, par Mme AUPRETRE-MERIDA puis par M. TOP.

L'intérim de M. TOP est assuré, dans l'ordre, par Mme GERNELLE puis Mme AUPRETRE-MERIDA.

Intérim des contrôleurs du travail :

L'intérim de Mme SIMONIN est assuré dans l'ordre par Mme AUPRETRE-MERIDA, puis par M. TOP, puis par Mme GERNELLE.

L'intérim de Mme NUISSIER est assuré dans l'ordre par M. TOP, puis par Mme GERNELLE, puis par Mme AUPRETRE-MERIDA puis par Mme SIMONIN.

L'intérim de Mme LEPORCQ est assuré dans l'ordre par Mme GERNELLE, puis par Mme AUPRETRE-MERIDA, puis par Mme SIMONIN, puis par M. TOP.

**Article 4 :** en cas d'absence ou d'empêchement simultané des inspecteurs du travail, l'intérim sera assuré par Mme LEON Armelle, Responsable de l'Unité de Contrôle.

**Article 5 :** La présente décision annule et remplace la précédente décision en date du 18 juin 2018 ; elle est publiée au recueil des actes administratifs du département.

Charleville-Mézières, le 20 décembre 2018

P/ La DIRECCTE Grand Est et par délégation,  
La Responsable de l'Unité Départementale des Ardennes,



Zdenka AVRIL

DIRECCTE Grand Est

8-2018-12-17-002

Microsoft Word - 2018VFARRETEARDENNES.docx

*Arrêté n° 2018/58 portant localisation et délimitation des unités de contrôle et des section  
d'inspection du travail du département des Ardennes*



MINISTÈRE DU TRAVAIL

**Arrêté n° 2018/58 portant localisation et délimitation des unités de contrôle  
et des sections d'inspection du travail du département des ARDENNES**

**LA DIRECTRICE REGIONALE DES ENTREPRISES,  
DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION,  
DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LA REGION GRAND EST**

Vu le code du travail, notamment ses articles R 8122-4 et R 8122-5 ;

Vu le décret n° 2009-1377 du 10 novembre 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi ;

Vu le décret n° 2014-359 du 20 mars 2014 relatif à l'organisation du système d'inspection du travail ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 mars 2018 portant création et répartition des unités de contrôle d'inspection du travail ;

Vu la consultation du CHSCT en date du 18 septembre 2017 ;

Vu la consultation du Comité Technique des Services Déconcentrés en date du 7 novembre 2017 ;

VU l'arrêté cadre régional n° 2018/57 du 17 décembre 2018 portant organisation et délimitation des unités de contrôle et des sections d'inspection du travail de la région GRAND EST ;

VU l'arrêté interministériel en date du 1<sup>er</sup> janvier 2016 portant nomination de Danièle GIUGANTI sur l'emploi de Directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de la région Alsace, Champagne Ardenne, Lorraine ;

VU le décret n° 2016/1262 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom de la région Grand Est ;

**ARRETE**

**Article 1**

L'Unité de Contrôle des ARDENNES couvre l'intégralité du périmètre géographique du département.

**Article 2**

L'Unité de Contrôle du département des ARDENNES compte sept sections d'inspection du travail, parmi lesquelles :

- six sections d'inspection généralistes

**Dont** deux sections (n° 3 et 6) sont compétentes pour les activités de transports à savoir rattachement APET 49 (sauf 49.1 et 49.2 transports ferroviaires), 50, 51 à 53 (sauf 53.1 activités de poste et de courrier)

- une section "agricole" compétente sur l'ensemble du département pour :
  - Les entreprises agricoles assujetties aux dispositions du titre 1<sup>er</sup> du livre 7 du code rural et de la pêche maritime relatives à la réglementation du travail salarié et également pour toutes les entreprises exerçant une activité de quelque nature qu'elle soit, permanente ou temporaire, dans l'emprise de ces établissements agricoles.
  - Les entreprises intervenant sur le réseau public de transport ferroviaire et également pour toutes les entreprises exerçant une activité de quelque nature qu'elle soit, permanente ou temporaire au sein de l'enceinte ferroviaire des transports publics réalisée sur le réseau ferré national pris au sens de l'article L2122-1 du code des transports. La compétence de cette section d'inspection du travail est étendue aux chantiers de bâtiment réalisés au sein des lorsque la maîtrise d'ouvrage relève de la SNCF. Les commerces implantés au sein des gares relèvent également de la section dédiée.
  - Les entreprises et établissements relevant des filières d'activité suivantes :

|       |   |       |  |
|-------|---|-------|--|
| 1011Z | Transformation et conservation viande de boucherie                    | 1621Z | fabrication de placage et de panneaux de bois                          |
| 1013A | préparation industrielle de produits à base de viande                 | 1623Z | fabrication de charpente et d'autres menuiseries                       |
| 1039A | transformation et conservation de légumes                             | 1624Z | fabrication d'emballages en bois                                       |
| 1051A | fabrication de lait liquide et produits frais                         | 1629Z | fabrication d'objets divers en bois                                    |
| 1051D | fabrication d'autres produits laitiers                                | 2830Z | fabrication de machines agricoles et forestières                       |
| 1061A | meunerie  | 4621Z | commerce de gros de céréales, de semences et d'aliments pour le bétail |
| 1072Z | fabrication de biscuits   | 4622Z | commerce de gros de fleurs et de plantes                               |
| 1083Z | transformation de thé et café   | 4623Z | commerce de gros d'animaux vivants                                     |
| 1085Z | fabrication de produits préparés                                      | 4631Z | commerce de gros de fruits et de légumes                               |
| 1091Z | fabrication d'aliments pour animaux de ferme                          | 4632A | commerce de gros de viande de boucherie                                |
| 1101Z | fabrication de boissons alcoolisées distillées                        | 4632B | commerce de gros de produits à base de viande                          |
| 1102A | fabrication de vins effervescents                                     | 4632C | commerce de gros de volailles et gibier                                |
| 3513Z | distribution d'électricité  | 3523Z | commerce de combustibles gazeux par conduites                          |
| 5310Z | activité de poste dans le cadre d'une obligation de service universel | 3522Z | distribution de combustibles gazeux par conduites                      |

La section agricole est complétée d'une liste d'entreprises dites généralistes précisées à l'article 3.

### **Article 3 :**

La localisation et la délimitation des sections d'inspection du travail des ARDENNES s'établissent comme suit :

#### **Section 1 :**

Les communes de

|                                 |                        |
|---------------------------------|------------------------|
| ANGECOURT                       | LE CHESNE              |
| APREMONT-SUR-AIRE               | LE MONT-DIEU           |
| ARTAISE-LE-VIVIER               | LES ALLEUX             |
| AUTHE                           | LES GRANDES-ARMOISES   |
| AUTRUCHE                        | LES PETITES-ARMOISES   |
| BAIRON ET SES ENVIRONS          | LONGWE                 |
| BALLAY                          | LOUVERGNY              |
| BAR-LES-BUZANCY                 | MAISONCELLE-ET-VILLERS |
| BAYONVILLE                      | MARCQ                  |
| BEFFU-ET-LE-MORTHOMME           | MARQUIGNY              |
| BELLEVILLE-ET-CHATILLON-SUR-BAR | MONTGON                |
| BELVAL-BOIS-DES-DAMES           | NEUVILLE-DAY           |
| BOULT-AUX-BOIS                  | NOIRVAL                |
| BRIEULLES-SUR-BAR               | NOUART                 |
| BRIQUENAY                       | OCHES                  |
| BULSON                          | QUATRE-CHAMPS          |
| BUZANCY                         | RAUCOURT-ET-FLABA      |
| CHAMPIGNEULLE                   | SAINT-JUVIN            |
| CHATEL-CHEHERY                  | SAINT-PIERREMONT       |
| CHEVIERES                       | SAUVILLE               |
| CORNAY                          | SEMUY                  |
| EXERMONT                        | SOMMAUTHE              |
| FALAISE                         | SOMMERANCE             |
| FLEVILLE                        | STONNE                 |
| FOSSE                           | SY                     |
| GERMONT                         | TAILLY                 |
| GRANDPRE                        | TANNAY                 |
| HARAUCOURT                      | TERRON-SUR-AISNE       |
| HARRICOURT                      | THENORGUES             |
| IMECOURT                        | TOGES                  |
| LA BERLIERE                     | VANDY                  |
| LA BESACE                       | VAUX EN DIEULET        |
| LA CROIX-AUX-BOIS               | VERPEL                 |
| LA NEUVILLE-A-MAIRE             | VERRIERES              |
| LAMETZ                          | VOUZIERES              |
| LANÇON                          | VRIZY                  |
| LANDRES-ET-SAINT-GEORGES        |                        |

La commune de Charleville-Mézières pour les rues suivantes :

|      |                  |     |                      |
|------|------------------|-----|----------------------|
| RUE  | ALEXANDRE        | RUE | DU MONT OLYMPE       |
| RUE  | AMBROISE CROIZAT | RUE | DU MOULIN            |
| RUE  | AMIRAL FORTANT   | RUE | DU MUSEE             |
| RUE  | ANDRE DHOTEL     | AV  | DU PETIT BOIS        |
| CRS  | ARISTIDE BRIAND  | RUE | DU PETIT BOIS        |
| QUAI | ARTHUR RIMBAUD   | RUE | DU PRESIDENT KENNEDY |

|     |                       |      |                       |
|-----|-----------------------|------|-----------------------|
| RUE | BARON QUINART         | PL   | DU THEATRE            |
| RUE | BOUCHER DE PERTHES    | RUE  | DU THEATRE            |
| RUE | BOURBON               | RUE  | DU THEUX              |
| RUE | CAMILLE PELLETAN      | CHE  | DU VIVIER GUYON       |
| RUE | CHANZY                | RUE  | DUBOIS CRANCE         |
| AV  | CHARLES BOUTET        | PL   | DUCALE                |
| AV  | CHARLES DE GAULLE     | RUE  | EMILE BAUDSON         |
| RUE | CHARLES DELAHAUT      | RUE  | EMILE NIVELET         |
| PL  | CONDE                 | AV   | FOREST                |
| RUE | COUVELET              | RUE  | FOREST                |
| RTE | D AIGLEMONT           | AV   | FRANCOIS MITTERRAND   |
| RUE | D AUBILLY             | BD   | GAMBETTA              |
| RUE | DAUX                  | AV   | GEORGES CORNEAU       |
| RUE | DE BERTHAUCOURT       | RUE  | GERVAISE              |
| RUE | DE CLEVES             | AV   | GUSTAVE GAILLY        |
| RUE | DE FLANDRE            | RUE  | HENRI RENAUDIN        |
| RUE | DE GONZAGUE           | RUE  | HENRI THOMAS          |
| RUE | DE L ABATTOIR         | RUE  | HIPPOLYTE TAINÉ       |
| RUE | DE L ABREUVOIR        | RUE  | IRENEE CARRE          |
| RUE | DE L ARMISTICE        | RUE  | J BAPTISTE CLEMENT    |
| RUE | DE L ARQUEBUSE        | RUE  | J JACQUES ROUSSEAU    |
| RUE | DE L EGLISE           | RUE  | JACQUEMART TEMPLEUX   |
| RUE | DE L EPARGNE          | PL   | JACQUES BOZZI         |
| AV  | DE L INDUSTRIE        | PL   | JACQUES FELIX         |
| PL  | DE LA GARE            | QUAI | JEAN CHARCOT          |
| RUE | DE LA GRAVIERE        | AV   | JEAN JAURES           |
| RUE | DE LA PAIX            | RUE  | JEAN MACE             |
| RUE | DE LA POSTE           | RUE  | JULES CARDOT          |
| RUE | DE LA PRAIRIE         | RUE  | JULES VERNE           |
| RUE | DE LA REPUBLIQUE      | RUE  | LOUIS BLANC           |
| RUE | DE LIBREVILLE         | IMP  | LOUIS GABRIEL CROISON |
| RUE | DE LONGUEVILLE        | RUE  | LOUIS JOUVET          |
| RUE | DE MANTOUE            | RUE  | MADAME CURIE          |
| AV  | DE MONTCY NOTRE DAME  | RUE  | MADAME DE SEVIGNE     |
| RUE | DE MONTJOLY           | RUE  | MICHELET              |
| PL  | DE NEVERS             | PL   | MONTCY SAINT PIERRE   |
| RTE | DE SAINT LAURENT      | RUE  | NOEL                  |
| RUE | DE TIVOLI             | RUE  | PAYER GUILLEMAIN      |
| RUE | DELVINCOURT           | RUE  | PIERRE BEREGOVOY      |
| RUE | DES FORGES ST CHARLES | RUE  | PIERRE GILLET         |
| RUE | DES NOIRES TERRES     |      | PLAINE DE MONTJOLY    |
| RUE | DES PAQUIS            | PAS  | REPUBLIQUE            |
| RUE | DES ROSIERS           | RUE  | ROBERT COISPINE       |
| RUE | DES TAMBOURS          | RUE  | ROLAND LAMBERT        |
| RUE | DU BAN DE MEZIERES    |      | RUELLE MOREAU         |
| RUE | DU CHATEAU D EAU      | RUE  | TANTON BECHEFER       |
| RUE | DU DAGA               | RUE  | VICTOIRE COUSIN       |
| RUE | DU DR EMILE BAUDOIN   | RUE  | WAROQUIER             |
| RUE | DU FOND DE SANTE      | PL   | WINSTON CHURCHILL     |
| AV  | DU MARECHAL LECLERC   |      |                       |
| CHE | DU MEMORIAL           |      |                       |



## **Section 2 :**

Communes de

|                        |                    |
|------------------------|--------------------|
| AUBRIVES               | HARGNIES           |
| ANCHAMPS               | HAYBES             |
| BOSSEVAL-ET-BRIANCOURT | HIERGES            |
| CHARNOIS               | LANDRICHAMPS       |
| CHEHERY                | MONTIGNY SUR MEUSE |
| CHEMERY-SUR-BAR        | NOYERS-PONT-MAUGIS |
| CHEMERY-CHEHERY        | RANCENNES          |
| CHEVEUGES              | REVIN              |
| CHOOZ                  | SAINT-AIGNAN       |
| DONCHERY               | THELONNE           |
| FEPIN                  | VILLERS-SUR-BAR    |
| FOISCHES               | VIREUX-MOLHAIN     |
| FROMELENNES            | VIREUX-WALLERAND   |
| FUMAY                  | VIVIER-AU-COURT    |
| GIVET                  | VRIGNE-AUX-BOIS    |
| HAM-SUR-MEUSE          | WADELINCOURT       |

Ainsi que, dans la commune de Villers Semeuse, les sites de  
PSA AUTOMOBILES –ZI des Ayvelles  
CORA – Route départementale 764

## **Section 3 :**

**Communes de :**

|                       |                          |                        |
|-----------------------|--------------------------|------------------------|
| ANTHENY               | GUE-D'HOSSUS             | PUISEUX                |
| AOUSTE                | GUIGNICOURT-SUR-VENCE    | RAILLICOURT            |
| AUBIGNY-LES-POTHEES   | HAGNICOURT               | REGNIOWEZ              |
| AUBONCOURT-VAUZELLES  | HAM-LES-MOINES           | REMAUCOURT             |
| AUGE                  | HANNAPPES                | REMILLY-LES-POTHEES    |
| AUVILLERS-LES-FORGES  | HANNOGNE-SAINT-MARTIN    | RENNEVILLE             |
| BAALONS               | HARCY                    | RIMOGNE                |
| BALAIIVES-ET-BUTZ     | JANDUN                   | ROCQUIGNY              |
| BARBAISE              | JUSTINE-HERBIGNY         | ROCROI                 |
| BLANCHEFOSSE-ET-BAY   | LA FEREE                 | ROUVROY-SUR-AUDRY      |
| BLOMBAY               | LA FRANCHEVILLE          | RUBIGNY                |
| BOSSUS-LES-RUMIGNY    | LA HORGNE                | RUMIGNY                |
| BOULZICOURT           | LA NEUVILLE-AUX-JOUTES   | SAINT-JEAN-AUX-BOIS    |
| BOURG-FIDELE          | LA NEUVILLE-LES-WASIGNY  | SAINT-MARCEAU          |
| BOUTANCOURT           | LA ROMAGNE               | SAINT-MARCEL           |
| BOUVELLEMONT          | LALOBBE                  | SAINT-PIERRE-SUR-VENCE |
| BROGNON               | LAUNOIS-SUR-VENCE        | SAPOGNE-ET-FEUCHERES   |
| CERNION               | LAVAL-MORENCY            | SAULCES-MONCLIN        |
| CHAGNY                | LE CHATELET-SUR-SORMONNE | SERY                   |
| CHALANDRY-ELAIRE      | LE FRETU                 | SEVIGNY-LA-FORET       |
| CHAMPIGNEUL-SUR-VENCE | L'ÉCHELLE                | SIGNY-L'ABBAYE         |
| CHAMPLIN              | LEPRON-LES-VALLEES       | SIGNY-LE-PETIT         |
| CHAPPES               | LES AYVELLES             | SINGLY                 |

|                     |                       |                      |
|---------------------|-----------------------|----------------------|
| CHAUMONT-PORCIEN    | LIART                 | SORCY-BAUTHEMONT     |
| CHESNOIS-AUBONCOURT | LOGNY-BOGNY           | SORMONNE             |
| CHILLY              | LONNY                 | SURY                 |
| CLAVY-WARBY         | LUCQUY                | TAILLETTE            |
| DOM-LE-MESNIL       | MARANWEZ              | TARZY                |
| DOMMERY             | MARBY                 | THIN-LE-MOUTIER      |
| DOUMELY-BEGNY       | MARLEMONT             | THIS                 |
| DRAIZE              | MAUBERT-FONTAINE      | TOULIGNY             |
| ÉLAN                | MAZERNY               | TREMBLOIS-LES-ROCROI |
| ESTREBAY            | MESMONT               | VAUX LES RUBIGNY     |
| ETALLE              | MONDIGNY              | VAUX MONTREUIL       |
| ÉTEIGNIERES         | MONTIGNY-SUR-VENCE    | VAUX VILLAINE        |
| ÉTREPIGNY           | MONTMEILLANT          | VENDRESSE            |
| ÉVIGNY              | MURTIN ET BOGNY       | VIEL-SAINT-REMY      |
| FAISSAULT           | NEUFMAISON            | VILLERS LE TOURNEUR  |
| FAUX                | NEUVILLE-LES-THIS     | VILLERS-LE-TILLEUL   |
| FLAIGNES HAVYS      | NEUVILLE-LEZ-BEAULIEU | VILLERS-SUR-LE-MONT  |
| FLIGNY              | NEUVIZY               | VRIGNE-MEUSE         |
| FLIZE               | NOUVION-SUR-MEUSE     | WAGNON               |
| FRAILLICOURT        | NOVION-PORCIEN        | WARNECOURT           |
| GIRONDELLE          | OMICOURT              | WASIGNY              |
| GIVRON              | OMONT                 | WIGNICOURT           |
| GRANDCHAMP          | POIX-TERRON           | YVERNAUMONT          |
| Gruyères            | Prez                  |                      |

**Commune de Charleville-Mézières pour les rues suivantes :**

|     |                           |     |                       |
|-----|---------------------------|-----|-----------------------|
| RUE | ANATOLE FRANCE            | RUE | EDOUARD BRANLY        |
| RUE | ANCIENS COMBATTANTS D'AFN | RUE | EMILE ZOLA            |
| RUE | ANDRE JOSEPH              | RUE | ETIENNE DOLET         |
| RUE | ANDRE MARIE AMPERE        | RUE | FELICIEN WAULETEL     |
| RUE | BAUDIN                    | RUE | FERROUL               |
| RUE | CAMILLE DIDIER            | PL  | GASTON DEFFERRE       |
| AV  | CARNOT                    | RUE | GUILLAUME APOLLINAIRE |
| RUE | DE L ARTISANAT            | RUE | JEAN BAPTISTE LEFORT  |
| RUE | DE LA CLAIRIERE           | BD  | JEAN DELAUTRE         |
| RTE | DE LA FRANCHEVILLE        | RUE | JEAN MOULIN           |
| RUE | DE LA RAVAUDE             | RUE | JULES GUESDE          |
| RUE | DE LA RONDE COUTURE       | RUE | JULES LOBET           |
| PL  | DE MOHON                  |     | LA CROISETTE          |
| RUE | DE MONTIGNY AUX BOIS      |     | LE BOIS FORTANT       |
| CHS | DE SEDAN                  | AV  | LEON BOURGEOIS        |
| RUE | DES BLEUETS               |     | LES LONGS PRES        |
| RUE | DES BOUVREUILS            | BD  | LOUIS ARAGON          |
| RUE | DES CHARDONNERS           | PL  | LUCIEN BAUCHART       |
| RUE | DES COLIBRIS              | RUE | MARCEL SEMBAT         |
| RUE | DES GRANGES MOULUES       | HAM | MARGUERITE SARRAZIN   |
| RUE | DES HAUTES CHAUSSEES      | RUE | MARTIN CACHELEUX      |
| RUE | DES MESANGES              | RUE | MARX DORMOY           |
| RUE | DES PINSONS               | RUE | MICHAEL FARADAY       |
| RUE | DU 11 NOVEMBRE            | RUE | MONSEIGNEUR LOUTIL    |

|     |                    |     |                          |
|-----|--------------------|-----|--------------------------|
| RUE | DU BOIS DES SOEURS | RUE | NICOLAS GENDARME         |
| RUE | DU BOIS FORTANT    | RUE | PAUL BERT                |
| RUE | DU COTEAU          | RUE | PAULIN RICHIER           |
| RUE | DU MOULIN LE BLANC | AV  | PDT VINCENT AURIOL       |
| AV  | DU MUGUET          | RUE | PIERRE CURIE             |
| RUE | DU RELAI           | RUE | TURENNE                  |
| RUE | DU STADE           |     | VC ILOT DU CHATEAU D EAU |
| RUE | DU VAL DE VENCE    | RUE | VICTOR HUGO              |

Ainsi que pour l'ensemble des établissements rattachés aux codes d'activité principale de l'établissement APET 49 (sauf 49.1 et 49.2 transports ferroviaires), 50, 51 à 53 (sauf 53.1 activités de poste et de courrier) sur les délimitations géographiques des sections 1, 3 et 5 telles que définies au présent article.

**Section 4 :**

|                          |                     |                        |
|--------------------------|---------------------|------------------------|
| AMBLIMONT                | HERBEUVAL           | PRIX-LES-MEZIERES      |
| AUFLANCE                 | ILLY                | PUILLY-ET-CHARBEAUX    |
| AUTRECHOURT ET POURRON   | LA CHAPELLE         | PURE                   |
| BALAN                    | LA FERTE-SUR-CHIERS | REMILLY-AILLICOURT     |
| BAZEILLES                | LA MONCELLE         | RUBECOURT-ET-LAMECOURT |
| BEAUMONT-EN-ARGONNE      | LES DEUX-VILLES     | SACHY                  |
| BIEVRES                  | LETANNE             | SAILLY                 |
| BLAGNY                   | LINAY               | SAINT-MENGES           |
| BREVILLY                 | MAIRY               | SAPOGNE-SUR-MARCHE     |
| CARIGNAN                 | MALANDRY            | SEDAN                  |
| DAIGNY                   | MARGNY              | SIGNY-MONTLIBERT       |
| DOUZY                    | MARGUT              | TETAIGNE               |
| ESCOMBRES ET LE CHESNOIS | MATTON-ET-CLEMENCY  | TREMBLOIS-LES-CARIGNAN |
| EUILLY-ET-LOMBUT         | MESSINCOURT         | VAUX LES MOUZON        |
| FAGNON                   | MOGUES              | VILLERS DEVANT MOUZON  |
| FLEIGNEUX                | MOIRY               | VILLERS-CERNAY         |
| FLOING                   | MOUZON              | VILLY                  |
| FRANCHEVAL               | OSNES               | WILLIERS               |
| FROMY                    | POURU-AUX-BOIS      | YONCQ                  |
| GIVONNE                  | POURU-SAINT-REMY    |                        |
| GLAIRE                   |                     |                        |

**Section 5 :**

**Communes de :**

|                     |                     |                 |
|---------------------|---------------------|-----------------|
| AIGLEMONT           | JOIGNY-SUR-MEUSE    | NOUZONVILLE     |
| BOGNY-SUR-MEUSE     | LA GRANDVILLE       | SAINT-LAURENT   |
| DEVILLE             | LES HAUTES-RIVIERES | THILAY          |
| GERNELLE            | LUMES               | TOURNAVAUX      |
| GESPUNART           | MONTCY-NOTRE-DAME   | VILLERS-SEMEUSE |
| HAULME              | MONTHERME           | VILLE-SUR-LUMES |
| HOULDIZY            | NEUFMANIL           |                 |
| ISSANCOURT-ET-RUMEL |                     |                 |

A l'exclusion, sur la commune de Villers-Semeuse, des sites :  
PSA AUTOMOBILES – ZI des Ayvelles  
CORA – Route départementale 764

**Ville de Charleville-Mézières pour les rues :**

|     |                          |      |                         |
|-----|--------------------------|------|-------------------------|
| RUE | ALBERT POULAIN           | RUE  | DE LORRAINE             |
| RUE | ALBERT THOMAS            | AV   | DE MANCHESTER           |
| RUE | BAUDELAIRE               | RTE  | DE PRIX                 |
| RUE | D ETION                  | AV   | DE SAINT JULIEN         |
| RUE | DE DAMOUZY               | PL   | DE SAINT JULIEN         |
| RUE | DE HARAR                 | RUE  | DE SAVIGNY PRE          |
| RUE | DE L AVENIR              | RUE  | DE WAILLY               |
| CHE | DE LA FOLIE              | RUE  | DE WARCQ                |
| RUE | DE MONTHERME             | RUE  | DES ETUVES              |
| RUE | DE NOUZONVILLE           | RUE  | DES MARAICHERS          |
| RUE | DE STRASBOURG            | PL   | DES SOURCES             |
| ALL | DES BOULEAUX             | RUE  | DES SOURCES             |
| RUE | DU GRAND RULUT           | AV   | DU 91EME R I            |
| RUE | GEORGE SAND              | RUE  | DU BOIS D AMOUR         |
| PL  | HENRI DUNANT             | RUE  | DU FBG DE PIERRE        |
| RUE | HERBIERE                 | RUE  | DU GENERAL NOUVION      |
| RUE | JACQUES BREL             | ESP  | DU PALAIS DE JUSTICE    |
| RUE | JEAN MERMOZ              | RUE  | DU PORT                 |
| RUE | KINABLE                  | BD   | DU PREFET FRAIN         |
|     | LA FONTAINE SAINT MARTIN | RUE  | DUVIVIER                |
| PL  | MARCEAU                  | BD   | GEORGES POIRIER         |
| RUE | MARCEAU                  | RUE  | HACHETTE                |
| RUE | PIERRE HALLALI           | BD   | HENRI BRONNERT          |
| RUE | ROBERT SORBON            | QUAI | HENRI ROUSSEL           |
| RUE | ROUGET DE LISLE          | RUE  | JULES RAULIN            |
| SQ  | ALBERT 1ER               |      | LE FOND DE LA CROIX     |
| RUE | BAHUT                    | RUE  | LEON BLUM               |
| RUE | BAYARD                   | RUE  | LEON DEHUZ              |
| RUE | COLETTE                  | AV   | LOUIS TIRMAN            |
| RUE | COMTES DE RETHEL         | AV   | MARTYRS RESISTANCE      |
| BD  | COURONNE CHAMPAGNE       | QUAI | MIALARET                |
| RUE | D ALSACE                 | SQ   | MIALARET                |
| AV  | D ARCHES                 | RUE  | MONGE                   |
| PL  | D ARCHES                 | RUE  | PAQUIS DES BOULETS      |
| BD  | DE BETHUNE               | AV   | PASTEUR                 |
| RUE | DE CHAMPAGNE             | RUE  | PORTE DE BOURGOGNE      |
| PL  | DE L HOTEL DE VILLE      |      | PROMENADE DE DULMEN     |
| PL  | DE LA BASILIQUE          |      | PROMENADE DE LA WARENNE |
| RUE | DE LA FONDERIE           | RUE  | SAINT LOUIS             |
| PL  | DE LA PREFECTURE         | RUE  | SAVART                  |
| PL  | DE LA RESISTANCE         | RUE  | VOLTAIRE                |
| RUE | DU PRE SAINT ANGE        |      |                         |

**Section 6 :**

Communes de :

ACY-ROMANCE  
AIRE

ÉCLY  
ÉCORDAL

RENWEZ  
RETHEL

|                          |                             |                               |
|--------------------------|-----------------------------|-------------------------------|
| ALINCOURT                | GIVRY                       | RILLY-SUR-AISNE               |
| ALLAND'HUY-ET-SAUSSEUIL  | GOMONT                      | ROIZY                         |
| AMAGNE                   | GRANDHAM                    | SAINT-CLEMENT-A-ARNES         |
| AMBLY-FLEURY             | GRIVY-LOISY                 | SAINTE-MARIE                  |
| ANNELLES                 | GUINCOURT                   | SAINT-ÉTIENNE-A-ARNES         |
| ARDEUIL-ET-MONTFAUXELLES | HANNOGNE-SAINT-REMY         | SAINTE-VAUBOURG               |
| ARNICOURT                | HAUDRECY                    | SAINT-FERGEUX                 |
| ARREUX                   | HAUTEVILLE                  | SAINT-GERMAINMONT             |
| ASFELD                   | HAUVINE                     | SAINT-LAMBERT-ET-MONT-DE-JEUX |
| ATTIGNY                  | HERPY-L'ARLESIENNE          | SAINT-LOUP-EN-CHAMPAGNE       |
| AURE                     | HOUDILCOURT                 | SAINT-LOUP-TERRIER            |
| AUSSONCE                 | INAUMONT                    | SAINT-MOREL                   |
| AUTRY                    | JONVAL                      | SAINT-PIERRE-A-ARNES          |
| AVANÇON                  | JUNIVILLE                   | SAINT-QUENTIN-LE-PETIT        |
| AVAUX                    | LA NEUVILLE-EN-TOURNE-A-FUY | SAINT-REMY-LE-PETIT           |
| BALHAM                   | LA SABOTTERIE               | SAULCES-CHAMPENOISES          |
| BANOEGNE-RECOUVRANCE     | LAIFOUR                     | SAULT-LES-RETHEL              |
| BARBY                    | LE CHATELET-SUR-RETOURNE    | SAULT-SAINT-REMY              |
| BELVAL                   | LE THOUR                    | SAVIGNY-SUR-AISNE             |
| BERGNICOURT              | L'ÉCAILLE                   | SECHAULT                      |
| BERTONCOURT              | LEFFINCOURT                 | SECHEVAL                      |
| BIERMES                  | LES MAZURES                 | SEMIDE                        |
| BIGNICOURT               | LIRY                        | SENUC                         |
| BLANZY-LA-SALONNAISE     | MACHAULT                    | SERAINCOURT                   |
| BOUCONVILLE              | MANRE                       | SEUIL                         |
| BOURCQ                   | MARS-SOUS-BOURCQ            | SEVIGNY-WALEPPE               |
| BRECY-BRIERES            | MARVAUX-VIEUX               | SON                           |
| BRIENNE-SUR-AISNE        | MENIL-ANNELLES              | SORBON                        |
| CAUROY                   | MENIL-LEPINOIS              | SUGNY                         |
| CHALLERANGE              | MONTCHEUTIN                 | SUZANNE                       |
| CHARBOGNE                | MONTCORNET                  | TAGNON                        |
| CHARDENY                 | MONTHOIS                    | TAIZY                         |
| CHATEAU-PORCIEN          | MONT-LAURENT                | TERMES                        |
| CHUFFILLY-ROCHE          | MONT-SAINT-MARTIN           | THUGNY-TRUGNY                 |
| CLIRON                   | MONT-SAINT-REMY             | TOURCELLES-CHAUMONT           |
| CONDE-LES-AUTRY          | MOURON                      | TOURNES                       |
| CONDE-LES-HERPY          | NANTEUIL-SUR-AISNE          | TOURTERON                     |
| CONTREUVE                | NEUFLIZE                    | VAUX-CHAMPAGNE                |
| CORNY-MACHEROMENIL       | NOVY-CHEVRIERES             | VAUX-LES-MOURON               |
| COUCY                    | OLIZY-PRIMAT                | VIEUX-LES-ASFELD              |
| COULOMMES-ET-MARQUENY    | PAUVRES                     | VILLERS-DEVANT-LE-THOUR       |
| DAMOUCY                  | PERTHES                     | VILLE-SUR-RETOURNE            |
| DOUX                     | POILCOURT-SYDNEY            | VONCQ                         |
| DRICOURT                 | QUILLY                      | WARCQ                         |

Ainsi que pour l'ensemble des établissements rattachés aux codes d'activité principale de l'établissement APET 49 (sauf 49.1 et 49.2 transports ferroviaires), 50, 51 à 53 (sauf 53.1 activités de poste et de courrier) sur les délimitations géographiques des sections 2,4, et 6 telles que définies à la présente annexe.

## **Section 7 (agricole)**

Compétence départementale pour les établissements tels que définis à l'article 2 du présent arrêté, ainsi que pour les établissements suivants :

### **Dans la commune de Bogny-sur-Meuse :**

Maroquinerie des Ardennes –avenue des Marguerites

### **Dans la commune de Belleville et Chatillon:**

Ensemble des établissements rattachés à l'ETABLISSEMENT DEPARTEMENTAL PUBLIC D'ACCOMPAGNEMENT MEDICO SOCIAL (EDPAMS) JACQUES SOURDILLE – route de Chatillon-sur-bar

### **Dans la commune de Charleville-Mézières :**

AFEIPH – 36 Avenue CHARLES DE GAULLE

DECATHLON FRANCE– 55 route de Prix-les-Mézières

Fédération ADMR – 26 Avenue Charles de Gaulle ainsi que l'ensemble des associations locales du département qui en sont membres

LEROY MERLIN France – 31 rue Paulin Richier – Centre commercial La Croisette

SOCIETE ARDENNAISE DE MENUISERIE, BOIS ET PLASTIQUE (SAMPB) – 67 rue des forges Saint-Charles

SOCIETE ARDENNAISE DE MENUISERIE, BOIS ET PLASTIQUE (SAMPB) – 65 avenue d'Arches

SAS CHARCO -197 et 199 avenue Carnot

### **Dans la commune de FUMAY :**

AFEIPH -230 Place du Baty

AFEIPH - 270 Place du Baty

### **Dans la commune de JANDUN :**

Société d'exploitation sources ROXANE – chemin départemental - 35 le panier volan

### **Dans la commune de Monthermé :**

SEFAC – 1 rue André Compain

### **Dans la commune de Rethel :**

SMURFIT KAPPA FRANCE ZI de l'Etoile – Chemin de le procession

SMURFIT KAPPA FRANCE Rue Hippolyte Noiret

SOCIETE ARDENNAISE DE MENUISERIE, BOIS ET PLASTIQUE (SAM BAIES) -6 Rue Reberotte Labesse

### **Dans la commune de Revin :**

AFEIPH - 1081 Avenue de la cité scolaire

### **Dans la commune de Sault-Les-Rethel :**

SMURFIT KAPPA PAPIER RECYCLE France – Rue de la petite Pree - BP 5109

### **Dans la commune de Sedan :**

BOULISO – rue Cadeau

### **Dans la commune de Vireux-Molhain :**

ENDEL – rue Pasteur- ZIC

## **Article 4 :**

Le présent arrêté prendra effet le 1<sup>er</sup> janvier 2019. Les dispositions des arrêtés antérieurs concernant l'organisation et la délimitation des sections d'inspection du travail sont abrogées en ce qui concerne le département des ARDENNES.

**Article 5 :**

La Responsable de l'Unité Départementale des ARDENNES de la DIRECCTE Grand Est est chargée de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région Grand Est et de la préfecture des Ardennes.

Fait à Strasbourg, le 17 décembre 2018

  
Danièle GIUGANTI

DIRECCTE Grand Est

8-2018-12-17-003

Microsoft Word -  
2018VFARRETECADREREGION-.docx

*Arrêté-cadre n° 2018/57 portant localisation et délimitation des unités de contrôle et des sections  
d'inspection du travail de la région Grand Est*





MINISTÈRE DU TRAVAIL

**Arrêté cadre n° 2018/57 portant localisation et délimitation des unités de contrôle  
et des sections d'inspection du travail de la région Grand Est**

**LA DIRECTRICE REGIONALE DES ENTREPRISES,  
DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION,  
DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LA REGION GRAND EST**

Vu le code du travail, notamment ses articles R 8122-4 et R 8122-5 ;

Vu le décret n° 2009-1377 du 10 novembre 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi ;

Vu le décret n° 2014-359 du 20 mars 2014 relatif à l'organisation du système d'inspection du travail ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 mars 2018 portant création et répartition des unités de contrôle d'inspection du travail ;

Vu la consultation du CHSCT en date du 18 septembre 2017 ;

Vu la consultation du CTSD en date du 7 novembre 2017 ;

VU l'arrêté interministériel en date du 1<sup>er</sup> janvier 2016 portant nomination de Danièle GIUGANTI sur l'emploi de Directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de la région Alsace, Champagne Ardenne, Lorraine ;

VU le décret n° 2016/1262 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom de la région Grand Est ;

**ARRÊTE**

**Localisation et délimitation des unités de contrôle**

**Article 1** : La DIRECCTE Grand Est compte 20 unités de contrôle dont la localisation s'établit comme suit :

**ARDENNES :**

Une unité de contrôle **08-1**, rattachée à l'Unité Départementale des Ardennes dont la compétence s'étend sur l'ensemble du département.

**AUBE :**

Une unité de contrôle **10-1**, rattachée à l'Unité Départementale de l'Aube dont la compétence s'étend sur l'ensemble du département.

**MARNE :**

Deux Unités de contrôle, rattachée à l'Unité Départementale de la Marne :

Unité de contrôle **51-1** dont la compétence géographique est déterminée par un arrêté spécifique

Unité de contrôle **51-2** dont la compétence géographique est déterminée par un arrêté spécifique

**HAUTE MARNE :**

Une unité de contrôle 52-1, rattachée à l'Unité Départementale de la Haute Marne dont la compétence s'étend sur l'ensemble du département.

**MEURTHE ET MOSELLE :**

Deux Unités de contrôle, rattachée à l'Unité Territoriale de Meurthe et Moselle :

Unité de contrôle **54-1** dont la compétence géographique est déterminée par un arrêté spécifique

Unité de contrôle **54-2** dont la compétence géographique est déterminée par un arrêté spécifique

**MEUSE :**

Une unité de contrôle **55-1**, rattachée à l'Unité Départementale de la Meuse dont la compétence s'étend sur l'ensemble du département.

**MOSELLE :**

Trois unités de contrôle, rattachée à l'Unité Départementale de Moselle:

Unité de contrôle **57-1** dont la compétence géographique est déterminée par un arrêté spécifique..

Unité de contrôle **57-2** dont la compétence géographique est déterminée par un arrêté spécifique.

Unité de contrôle **57-3** dont la compétence géographique est déterminée par un arrêté spécifique.

**BAS RHIN :**

Quatre unités de contrôle, rattachées à l'Unité Départementale du Bas Rhin:

Unité de contrôle **67-1** dont la compétence géographique est déterminée par un arrêté spécifique..

Unité de contrôle **67-2** dont la compétence géographique est déterminée par un arrêté spécifique.

Unité de contrôle **67-3** dont la compétence géographique est déterminée par un arrêté spécifique.

Unité de Contrôle **67-4** dont la compétence géographique est déterminée par un arrêté spécifique.

**HAUT RHIN :**

Trois unités de contrôle, rattachée à l'Unité Départementale du Haut Rhin:

Unité de contrôle **68-1** dont la compétence géographique est déterminée par un arrêté spécifique

Unité de contrôle **68-2** dont la compétence géographique est déterminée par un arrêté spécifique

Unité de contrôle **68-3** dont la compétence géographique est déterminée par un arrêté spécifique.

**VOSGES :**

Une Unité de contrôle **88-1**, rattachée à l'Unité Départementale des Vosges dont la compétence s'étend sur l'ensemble du département.

**REGION GRAND EST :**

Une Unité Régionale d'appui et de contrôle à la lutte contre le travail illégal et les fraudes au détachement (URACTI), rattachée au Pôle Travail de l'Unité Régionale de la DIRECCTE et dont la compétence s'étend sur l'ensemble de la région Grand Est.

|  |
|--|
| <b>Localisation et délimitation des sections d'inspection du travail</b> |
|--|

**Article 2 :** Il est créé 170 sections d'inspection du travail en région Grand Est dont la localisation et la compétence sont déterminées comme suit :

Les sections d'inspections ont une compétence générale pour l'ensemble des entreprises localisées ou intervenant dans le périmètre géographique de la section, à l'exclusion :

- des compétences spécifiques dévolues aux sections en charge des entreprises agricoles, qui peuvent inclure en leur sein un secteur généraliste ou une extension sectorielle par code APE,
- des sections en charge des entreprises intervenant sur le réseau public de transport ferroviaire pour tout le département,
- des sections à dominante identifiée transport via des rattachements code APE,

Les sections en charge du contrôle des entreprises agricoles sont notamment compétentes pour les entreprises assujetties aux dispositions du titre 1<sup>er</sup> du livre 7 du code rural et de la pêche maritime relatives à la réglementation du travail salarié et sont également compétentes pour les travaux réalisés par toutes les entreprises exerçant une activité de quelque nature qu'elle soit, permanente ou temporaire, dans l'emprise de ces établissements agricoles. Selon les organisations locales et les réalités territoriales, les annexes préciseront les codes NAF possiblement rattachés aux sections agricoles.

Chaque département compte une section d'inspection du travail en charge du contrôle des entreprises intervenant sur le réseau public de transport ferroviaire au sein du département, qui est également compétente pour toutes les entreprises exerçant une activité de quelque nature qu'elle soit, permanente ou temporaire au sein de l'enceinte ferroviaire des transports publics réalisée sur le réseau ferré national pris au sens de l'article L2122-1 du code des transports. Les arrêtés de localisation préciseront au sein de chaque département le périmètre de compétence au sein des gares pour les entreprises domiciliées et les chantiers réalisés. A l'exception des départements du BAS RHIN et du HAUT RHIN, les commerces inclus dans les gares ferrées relèvent de la compétence de ces sections.

Concurremment avec les sections d'inspection, l'Unité Régionale d'Appui et de Contrôle à la Lutte contre le Travail Illégal a une compétence générale de contrôle des situations de travail illégal et du contrôle du respect des dispositions relatives aux salariés détachés temporairement en France par une entreprise non établie en France, sur l'ensemble de la région.

Au-delà du cadre ci-dessus fixé, les sections d'inspection du travail se répartissent comme suit :

**ARDENNES**

*Unité de contrôle 08-1* : Sept sections d'inspection du travail.

**AUBE :**

*Unité de contrôle 10-1* : Dix sections d'inspection du travail.

**MARNE :**

*Unité de contrôle 51-1* : Dix sections d'inspection du travail.

*Unité de contrôle 51-2* : Dix sections d'inspection du travail.

**HAUTE MARNE**

*Unité de contrôle 52-1* : Six sections d'inspection du travail.

**MEURTHE ET MOSELLE :**

*Unité de contrôle 54-1* : Dix sections d'inspection du travail.

*Unité de contrôle 54-2* : Neuf sections d'inspection du travail.

**MEUSE**

*Unité de contrôle 55-1* : Cinq sections d'inspection du travail.

**MOSELLE**

*Unité de contrôle 57-1 (UC Moselle Nord)* : Neuf sections d'inspection du travail.

*Unité de contrôle 57-2 (UC Moselle Est)* : Neuf sections d'inspection du travail.

*Unité de contrôle 57-3 (UC Moselle Sud)* : Neuf sections d'inspection du travail.

**BAS RHIN**

*Unité de contrôle 67-1* : Dix sections d'inspection du travail.

*Unité de contrôle 67-2* : Dix sections d'inspection du travail.

*Unité de contrôle 67-3* : Dix sections d'inspection du travail.

*Unité de Contrôle 67-4* : Dix sections d'inspection du travail.

**HAUT RHIN**

*Unité de contrôle 68-1* : Sept sections d'inspection du travail.

*Unité de contrôle 68-2* : Six sections d'inspection du travail.

*Unité de contrôle 68-3* : Douze sections d'inspection du travail.

## VOSGES

*Unité de contrôle 88-1* : Onze sections d'inspection du travail.

### **Article 3 :**

Le présent arrêté prendra effet le 1<sup>er</sup> janvier 2019 pour chaque département concomitamment à la publication des arrêtés délimitant les secteurs géographiques et d'activité des unités de contrôle et des sections.

### **Article 4 :**

Les Responsables des Unités Départementales de la DIRECCTE Grand Est sont chargés de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région Grand Est et des préfectures des départements des Ardennes, de l'Aube, de la Marne, de la Haute-Marne, de la Meurthe-et-Moselle, de la Meuse, de la Moselle, du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et des Vosges.

Fait à Strasbourg, le 17 décembre 2018



Danièle GIUGANTI

DIRECCTE Grand Est

8-2018-12-19-003

Microsoft Word - ARRETE  
deleg\_sign\_RUD\_TRAVAIL.docx

*Arrêté 2018/72 portant délégation de signature en matière d'actions d'inspection de la législation  
du travail*

**ARRETE n° 2018/72 portant délégation de signature  
en matière d'actions d'inspection de la législation du travail**

Mme Danièle GIUGANTI, Directrice régionale des entreprises,  
de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi  
de la région Grand Est

Vu le code du travail, notamment ses article R. 8122-2 et R.1233-3-4 ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code de la défense ;

Vu le code de l'éducation ;

Vu le code de l'action sociale et des familles ;

Vu le décret n° 2009-1377 du 10 novembre 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi ;

VU l'arrêté interministériel en date du 1<sup>er</sup> janvier 2016 portant nomination de Mme Danièle GIUGANTI sur l'emploi de Directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de la région Alsace, Champagne Ardenne, Lorraine ;

VU l'arrêté interministériel en date du 12 mai 2014 portant nomination de Mme Zdenka AVRIL sur l'emploi de Responsable de l'Unité Départementale des Ardennes ;

VU l'arrêté interministériel en date du 07 novembre 2016 portant nomination de Mme Anne GRAILLOT sur l'emploi de Responsable de l'Unité Départementale de l'Aube ;

VU l'arrêté interministériel en date du 15 juin 2016 portant nomination de M. Laurent LEVENT sur l'emploi de Directeur Régional Adjoint des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi d'Alsace, Champagne Ardenne, Lorraine, chargé des fonctions de Responsable de l'Unité Départementale de la Marne ;

VU l'arrêté interministériel en date du 15 février 2017 (prolongation de mandat jusqu'au 31 décembre 2019) portant nomination de Mme Bernadette VIENNOT sur l'emploi de Responsable de l'Unité Départementale de Haute-Marne ;

VU l'arrêté interministériel en date du 15 septembre 2015 portant nomination de M. Philippe DIDELOT sur l'emploi de Directeur Régional Adjoint des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi d'Alsace, Champagne Ardenne, Lorraine, chargé des fonctions de Responsable de l'Unité Départementale de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté interministériel en date du 16 juillet 2018 portant nomination de M. Raymond DAVID, sur l'emploi de Responsable de l'Unité Départementale de Meuse ;

VU l'arrêté interministériel en date du 16 août 2016 (prolongation de mandat jusqu'au 31 août 2019) portant nomination de M. Marc NICAISE sur l'emploi de Directeur Régional Adjoint des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi d'Alsace, Champagne Ardenne, Lorraine, chargé des fonctions de Responsable de l'Unité Départementale de Moselle ;

VU l'arrêté interministériel en date du 24 septembre 2018 portant nomination de Mme Isabelle HOEFFEL sur l'emploi de Directeur Régional Adjoint des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi Grand Est, chargé des fonctions de Responsable de l'Unité Départementale du Bas-Rhin ;

VU l'arrêté interministériel en date du 15 juin 2017 portant nomination de M. Thomas KAPP sur l'emploi de Directeur Régional Adjoint des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi Grand Est, chargé des fonctions de Responsable de l'Unité Départementale du Haut-Rhin ;

VU l'arrêté interministériel en date du 09 décembre 2014 portant nomination de M. François MERLE sur l'emploi de Responsable de l'Unité Départementale des Vosges ;

VU le décret n° 2016-1262 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom de la région Grand Est ;

**Décide :**

Article 1<sup>er</sup>. – Délégation permanente, à l'effet de signer, au nom de Mme Danièle GIUGANTI, Directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de la région Grand Est les actes et décisions ci-dessous mentionnés est donnée à :

- Mme Zdenka AVRIL, Responsable de l'Unité Départementale des Ardennes,
- Mme Anne GRAILLOT, Responsable de l'Unité Départementale de l'Aube,
- M. Laurent LEVENT, Responsable de l'Unité Départementale de la Marne,
- Mme Bernadette VIENNOT, Responsable de l'Unité Départementale de la Haute-Marne,
- M. Philippe DIDELOT, Responsable de l'Unité Départementale de Meurthe-et-Moselle,
- M. Raymond DAVID, Responsable de l'Unité Départementale de Meuse,
- M. Marc NICAISE, Responsable de l'Unité Départementale de Moselle,
- Mme Isabelle HOEFFEL, Responsable de l'Unité Départementale du Bas-Rhin,
- M. Thomas KAPP, Responsable de l'Unité Départementale du Haut-Rhin,
- M. François MERLE, Responsable de l'Unité Départementale des Vosges,

| <i>Dispositions légales</i>  | <i>Décisions</i>   |
|--|--|
| <i>Code du travail, Partie 1</i>   |  |
| <i>Article L 1143-3<br/>D 1143-6</i>   | <i>PLAN POUR L'EGALITE PROFESSIONNELLE<br/>Décision d'opposition à un plan pour l'égalité professionnelle</i>  |
| <i>Article D 1232-4</i>  | <i>CONSEILLERS DU SALARIE<br/>Préparation de la liste des conseillers du salarié</i>   |
| <i>Article L 1233-46<br/>Article L 1233-57-5<br/><br/>Articles L 1233-57 et L 1233-57-6<br/><br/>Article L 1233-57-1 à L 1233-57-4<br/><br/>Article L 1238-58 (code du travail) et<br/>Article L 626-10 (code du commerce)</i> | <i>SECURISATION DE L'EMPLOI ET PROCEDURE DE LICENCIEMENT COLLECTIF POUR<br/>MOTIF ECONOMIQUE</i><br><br><b><u>Pour les entreprises de 50 salariés ou plus, en cas de projet de licenciement pour motif économique d'au moins dix salariés dans une même période de trente jours :</u></b><br>- <i>Accusé réception du projet de licenciement</i><br>- <i>Injonction à l'employeur de fournir les éléments d'information relatifs à la procédure en cours ou de se conformer à une règle de procédure prévue par les textes législatifs, les conventions collectives ou un accord collectif</i><br>- <i>Formulation de toute observation ou proposition à l'employeur concernant le déroulement de la procédure ou les mesures sociales</i><br>- <i>Décisions sur contestations relatives à l'expertise</i><br>- <i>Accusé réception du dossier complet de demande d'homologation du plan et/ou de validation de l'accord</i><br>- <i>En cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire, la décision favorable ou de refus de validation de l'accord collectif majoritaire ou d'homologation du plan</i> |
| <i>Article L 1233-56</i>   | <b><u>Pour les entreprises in bonis de 50 salariés ou plus, en cas de projet de licenciement pour motif économique d'au moins dix salariés et de 50 salariés au plus dans une même période de trente jours :</u></b><br>- <i>La décision favorable ou de refus de validation de l'accord collectif majoritaire ou d'homologation du plan</i><br><br><b><u>Dans les entreprises non soumises à un plan de sauvegarde de l'emploi</u></b><br>- <i>Formulation d'observations sur les mesures sociales</i>  |



|   |   |
|---|---|
| Articles L. 1237-14 et R. 1237-3  | <p style="text-align: center;"><b>RUPTURE CONVENTIONNELLE</b></p> <p>Décisions d'homologation et de refus d'homologation des conventions de rupture du contrat de travail</p>   |
| <p>Articles L1237-19-3 à L1237-19-6 (code du travail)</p> <p>Articles R1237-6, R1237-6-1</p> <p>Articles D1237-9 à D1237-11</p>   | <p style="text-align: center;"><b>RUPTURES CONVENTIONNELLES COLLECTIVES</b></p> <p style="text-align: center;"><b><u>Pour les entreprises de plus de 50 salariés :</u></b></p> <p>-Formulation de toute observation ou proposition à l'employeur concernant le déroulement de la procédure</p> <p>-Demande de document complémentaire afin d'opérer le contrôle prévu à l'article L1237-19-3 (conformité de l'accord, présence dans l'accord des mesures obligatoires, régularité de la procédure d'information du comité social et économique</p> <p>- - Accusé réception du dossier complet de demande de validation de l'accord</p> <p style="text-align: center;"><b><u>Pour les entreprises jusqu'à 50 salariés</u></b></p> <p>-Formulation de toute observation ou proposition à l'employeur concernant le déroulement de la procédure</p> <p>-Demande de document complémentaire afin d'opérer le contrôle prévu à l'article L1237-19-3 (conformité de l'accord, présence dans l'accord des mesures obligatoires, régularité de la procédure d'information du comité social et économique</p> <p>- - Accusé réception du dossier complet de demande de validation de l'accord</p> <p>-Décisions favorables ou de refus de validation des accords collectifs portant rupture conventionnelle collective</p> |
| <p>Articles L. 1253-17 et D. 1253-7 à 11</p> <p>Article R 1253-22, 26, 28</p>   | <p style="text-align: center;"><b>GROUPEMENT D'EMPLOYEURS</b></p> <p>Décision d'opposition à l'exercice de l'activité d'un groupement d'employeurs</p> <p>Décision agrément ou de refus d'agrément du GE</p> <p>Décision autorisant le choix d'une autre convention collective</p> <p>Décision de retrait d'agrément à un groupement d'employeurs</p>   |
| <b>Code du travail, Partie 2</b>  |   |
| <p>Articles D 2231-3 et 4</p> <p>Article D 2231-8</p> <p>Article L 2232-28</p> <p>Article L 2241-11</p> <p>Articles L 2242-4, R2242-1 et D 2231-2</p> <p>Article L 2281-9</p> <p>Article L 2232-24</p> <p>Article R2242-9 et R2242-10</p> | <p style="text-align: center;"><b>ACCORDS COLLECTIFS ET PLANS D'ACTION</b></p> <p>Dépôt des accords</p> <p>Délivrance du récépissé d'adhésion ou dénonciation</p> <p>Réception des accords conclus en l'absence de délégué syndical</p> <p>Réception des accords visant à supprimer les écarts de rémunération</p> <p>Réception du PV de désaccord dans le cadre de la négociation obligatoire</p> <p>Réception de l'accord sur le droit d'expression des salariés</p> <p>Réception du dépôt d'accords collectifs conclus par les membres du comité d'entreprise ou les délégués du personnel</p> <p>Procédure de rescrit en matière d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes</p>   |
| <p>Article D 2135-8</p>   | <p style="text-align: center;"><b>BUDGET DES ORGANISATIONS SYNDICALES</b></p> <p>Réception des comptes des syndicats professionnels d'employeurs et de salariés</p>   |
| <p>Article L. 2143-11 et R 2143-6</p>   | <p style="text-align: center;"><b>DELEGUE SYNDICAL</b></p> <p>Décision de suppression du mandat de délégué syndical</p>   |
| <p>Article L2313-5</p>  | <p style="text-align: center;"><b>MISE EN PLACE DU COMITE SOCIAL ET ECONOMIQUE ET DES COMITES SOCIAUX ET ECONOMIQUES D'ETABLISSEMENT</b></p> <p style="text-align: center;"><b>DETERMINATION DU NOMBRE ET PERIMETRE DES ETABLISSEMENTS DISTINCTS EN CAS DE LITIGE SUR LA DECISION DE L'EMPLOYEUR</b></p>  |

|   |  |
|---|--|
| Article L2313-8   | <i>Mise en place du comité social et économique au niveau de l'unité économique et sociale</i><br><br>DETERMINATION DU NOMBRE ET PERIMETRE DES ETABLISSEMENTS DISTINCTS EN CAS DE LITIGE SUR LA DECISION DE L'EMPLOYEUR  |
| Article L2314-13  | <i>COMITE SOCIAL ET ECONOMIQUE</i><br>répartition des sièges entre les différentes catégories de personnel et la répartition du personnel dans les collèges électoraux   |
| Article L2316-8   | <i>Comité social et économique central et comité social et économique d'établissement</i><br><br>Répartition des sièges entre les différents établissements et les différents collèges   |
| Article L2333-4   | <i>Comité de groupe</i><br><br>Répartition des sièges entre les élus dans les collèges lorsque la moitié au moins des élus d'un ou plusieurs collèges ont été présentés sur des listes autres que syndicales   |
| Article R 2122-21 et R 2122-23  | <i>MESURES DE L'AUDIENGE DES ORGANISATIONS SYNDICALES CONCERNANT LES ENTREPRISES DE MOINS DE 11 SALARIES : DECISIONS RELATIVES A L'INSCRIPTION SUR LES LISTES ELECTORALES</i>  |
| <b>Code du travail, Partie 3</b>  |  |
| Articles L 3121-20 et L 3121-21<br>Articles R 3121-8, R 3121-10, R 3121-11,<br>R 3121-14 et R 3121-16<br>Article R3121-32 | <i>DUREE DU TRAVAIL</i><br><br>Décisions relatives aux autorisations de dépassement en matière de durée maximale hebdomadaire et durée maximale moyenne hebdomadaire portant sur le département<br><br>Décision relative à la suspension de la récupération des heures perdues en cas de chômage extraordinaire et prolongé dans une profession et pour des établissements spécialement déterminés |
| Article D 3141-35 et L 3141-32  | <i>CAISSES DE CONGES DU BTP</i><br><br>Désignation des membres de la commission chargée de statuer sur les litiges   |
| Article R 3232-6<br>Article R 5122-16   | <i>ACTIVITE PARTIELLE – LIQUIDATION JUDICIAIRE, REDRESSEMENT JUDICIAIRE...</i><br>Proposition au Préfet de faire payer directement l'allocation spécifique aux salariés  |
| Articles L 3313-3, L 3323-4, L 3345-2, D 3345-5<br>R 713-26 et 28 du Code rural et de la pêche maritime                   | <i>ACCORD D'INTERESSEMENT, DE PARTICIPATION, PEE, PEI, PLANS DE RETRAITE COLLECTIF</i><br>Accusé réception   |
| Article R 3332-6  | <i>PLANS D'EPARGNE D'ENTREPRISES</i><br>Accusé réception des PEE   |
| Article D 3323-7  | <i>ACCORDS DE PARTICIPATION</i><br>Accusé réception des accords de branche de participation  |
| <b>Code du travail, Partie 4</b>  |  |
| Article L 4154-1<br>Article D 4154-3<br>Article D1242-5<br>Article D 1251-2   | <i>CDD-INTERIMAIRES – TRAVAUX DANGEREUX</i><br>Décision dérogeant à l'interdiction d'employer des CDD et salariés temporaires à des travaux figurant à l'article D 4154-1  |
| Article R 4524-7  | <i>COMITE INTERENTREPRISES DE SANTE ET DE SECURITE AU TRAVAIL (ICPE – PPRT)</i><br>Présidence du CISST   |
| Articles R. 4533-6 et 4533-7  | <i>CHANTIERS VRD</i><br>Décision accordant ou refusant d'accorder les dérogations aux dispositions des articles R. 4533-2 à R. 4533-4 du code du travail   |

|   |  |
|---|--|
| Article L.4721-1  | <b>MISE EN DEMEURE DU DIRECCTE</b><br>Mise en demeure de prendre des mesures pour remédier à une situation dangereuse résultant d'une infraction aux dispositions des articles L.4121-1 à L.4121-5, L.4522-1 et L.4221-1 du code du travail  |
| Article L. 4733-8 à L. 4733-12  | <b>DECISION DE SUSPENSION OU DE RUPTURE DU CONTRAT DE TRAVAIL OU DE LA CONVENTION DE STAGE D'UN JEUNE TRAVAILLEUR</b>  |
| Article L 4741-11   | <b>ACCIDENT DU TRAVAIL – RELAXE – PLAN DE REALISATION DE MESURES DE SECURITE</b><br>Avis sur le plan   |
| Article R 4724-13   | <b>CONTROLES TECHNIQUES DESTINES A VERIFIER LE RESPECT DES VALEURS LIMITEES D'EXPOSITION PROFESSIONNELLE AUX AGENTS CHIMIQUES</b>  |
| Article R4462-30  | <b>Décision d'approbation des études de sécurité concernant les installations pyrotechniques</b>   |
| Article 8 du Décret n° 2005-1325 du 26 octobre 2005 modifié relatif aux règles de sécurité applicables lors des travaux réalisés dans le cadre d'un chantier de dépollution pyrotechnique | <b>CHANTIERS DE DEPOLLUTION PYROTECHNIQUE</b><br>Approbation de l'étude de sécurité  |
| <b>Code du travail, Partie 5</b>  |  |
| Articles R 5112-16 et R 5112-17   | <b>COMMISSION DEPARTEMENTALE DE L'EMPLOI ET DE L'INSERTION</b><br>Participation à la formation spécialisée de la commission départementale de l'emploi et de l'insertion (CDEI)  |
| Article D 5424-45   | <b>CAISSE INTEMPERIES – BTP</b><br>Présidence de la commission chargée de statuer sur les litiges  |
| Article D 5424-8  | <b>CAISSE INTEMPERIES – BTP</b><br>Détermination des périodes d'arrêt saisonnier   |
| Article L5332-4<br>Article R 5332-1   | <b>OFFRES D'EMPLOIS</b><br>Levée de l'anonymat   |
| Article R 5422-3 et 4   | <b>DEMANDEURS D'EMPLOIS – ASSURANCE CHOMAGE – TRAVAILLEURS MIGRANTS</b><br>Détermination du salaire de référence   |
| <b>Code du travail, Partie 6</b>  |  |
| Article L. 6225-4 et 5<br>Article R 6223-12 et suivants   | <b>CONTRAT D'APPRENTISSAGE- PROCEDURE D'URGENCE</b><br>Décision de suspension et de reprise ou non de l'exécution du contrat d'apprentissage   |
| L 6225-6, R 6225-9 à 11   | <b>CONTRAT D'APPRENTISSAGE</b><br>Décision relative au recrutement de nouveaux apprentis et de jeunes sous contrat en alternance   |
| Article R 6325-20   | <b>CONTRAT DE PROFESSIONNALISATION</b><br>Décision de retrait du bénéfice des exonérations de cotisations sociales   |
| <b>Code du travail, Partie 7</b>  |  |
| Article R 7124-4  | <b>EMPLOI DES ENFANTS DANS LE SPECTACLE, LES PROFESSIONS AMBULANTES, LA PUBLICITE ET LA MODE</b><br>Décisions individuelles d'autorisation d'emploi  |
| Article R 7413-2<br>Article R 7422.2  | <b>TRAVAILLEURS A DOMICILE</b><br>Demande de contrôle des registres de comptabilité matières et fournitures<br>Désignation des membres de la commission départementale   |
| <b>Code du travail, Partie 8</b>  |  |
| Articles L 8114-4 à L 8114-8<br>Articles R 8114-1 à 8114-6  | <b>TRANSACTION PENALE</b><br>Etablissement de la proposition de transaction et communication à l'auteur de l'infraction<br>Transmission au Procureur de la République, pour homologation, de la proposition de transaction acceptée<br>Notification de la décision d'homologation pour exécution |

| <i>Code rural</i>  |  |
|--|--|
| Article L 713-13<br>Article R 713-25, R 713-26<br>Article R 713-28<br>Article R 713-31 et 32<br>Article R 713-44   | <i>DUREE DU TRAVAIL</i><br>Dérégation à la durée maximale hebdomadaire moyenne concernant un type d'activités sur le plan départemental ou local adressée par une organisation patronale (« demande collective »)  |
|  | <i>DUREE DU TRAVAIL</i><br>Dérégation à la durée maximale hebdomadaire moyenne (par une entreprise)  |
|  | <i>DUREE DU TRAVAIL</i><br>Décision de dérogation à la durée maximale hebdomadaire absolue du travail et à la durée maximale hebdomadaire moyenne du travail pour les professions agricoles  |
| <i>Transports</i>  |  |
| Art. 5 Décret n°2000-118 du 14 février 2000 (modifié D. 2009-1377) relatif à la durée du travail dans les entreprises de transport public urbain voyageurs | <i>DUREE DU TRAVAIL</i><br>En cas de circonstances exceptionnelles dérogation à la durée maximale hebdomadaire moyenne   |
| <i>Code de la défense</i>  |  |
| Article R 2352-101   | <i>EXPLOITATION D'UNE INSTALLATION DE PRODUITS EXPLOSIFS</i><br>Avis au Préfet sur dossier de demande d'agrément technique   |
| <i>Code de l'éducation</i>   |  |
| Articles R 338-1 à R 338-8   | <i>TITRE PROFESSIONNEL</i><br>- Habilitation des membres de jury des titres professionnels et des certificats complémentaires de spécialisation<br><br>- Sessions d'examen : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Autorité sur le déroulement des sessions d'examen</li> <li>• Autorisation d'aménagement des épreuves pour les candidats handicapés ou présentant un trouble de santé invalidant</li> <li>• Réception et contrôle des PV d'examen</li> <li>• Notification des résultats d'examen</li> <li>• Délivrance des titres professionnels, des certificats de compétences professionnelles et des certificats complémentaires de spécialisation</li> <li>• Annulation des sessions d'examen</li> <li>• Sanction des candidats en cas de fraude</li> <li>• Transmission des procès-verbaux originaux d'examen au centre national pour la conservation des archives relatives au titre professionnel</li> </ul> - Notification des résultats des contrôles des agréments certification<br>- Recevabilité VAE |
|  | Article 1 Décret n°2004-220 du 12 mars 2004 relatif aux comités d'orientation et de surveillance des zones franches urbaines.  |
| <i>Code de l'action sociale et des familles</i>  |  |
| Article R 241-24   | <i>PERSONNES HANDICAPEES</i><br>Membre de la commission départementale des droits et de l'autonomie des personnes handicapées  |

Article 2. – En cas d'absence ou d'empêchement des délégués visés à l'article 1 et de tout autre subdélégué autorisé affecté au sein de l'Unité Départementale, la délégation de signature qui leur est conférée en matière d'inspection du travail, excluant les actes de l'article 3, sera exercée par Mme Angélique ALBERTI, Responsable du Pôle Travail de la DIRECCTE Grand Est par intérim.

Article 3 :

En cas d'absence des délégataires prévus à l'article 1, délégation est donnée, pour les actes ci-dessous, chacun pour le périmètre géographique de l'Unité Départementale à laquelle il est rattaché à :

- M. Claude ROQUE – directeur délégué de l'Unité Départementale de la Moselle,
- Mme Aline SCHNEIDER – directrice déléguée de l'Unité Départementale du Bas-Rhin,
- Mme Céline SIMON – directrice déléguée de l'Unité Départementale du Haut-Rhin.

|   |   |
|---|---|
| <p>Article L 1233-46<br/>Article L 1233-57-5</p> <p>Articles L 1233-57 et L 1233-57-6</p> <p>Article L 1233-57-1 à L 1233-57-4</p> <p>Article L 1238-58 (code du travail) et<br/>Article L 626-10 (code du commerce)</p> <p>Article L 1233-56</p> | <p><b>SECURISATION DE L'EMPLOI ET PROCEDURE DE LICENCIEMENT COLLECTIF POUR MOTIF ECONOMIQUE</b></p> <p><b><u>Pour les entreprises de 50 salariés ou plus, en cas de projet de licenciement pour motif économique d'au moins dix salariés dans une même période de trente jours :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Accusé réception du projet de licenciement</li><li>- Injonction à l'employeur de fournir les éléments d'information relatifs à la procédure en cours ou de se conformer à une règle de procédure prévue par les textes législatifs, les conventions collectives ou un accord collectif</li><li>- Formulation de toute observation ou proposition à l'employeur concernant le déroulement de la procédure ou les mesures sociales<ul style="list-style-type: none"><li>- Décisions sur contestations relatives à l'expertise</li></ul></li><li>- Accusé réception du dossier complet de demande d'homologation du plan et/ou de validation de l'accord</li><li>- En cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire, la décision favorable ou de refus de validation de l'accord collectif majoritaire ou d'homologation du plan</li></ul> <p><b><u>Pour les entreprises in bonis de 50 salariés ou plus, en cas de projet de licenciement pour motif économique d'au moins dix salariés et de 50 salariés au plus dans une même période de trente jours :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- La décision favorable ou de refus de validation de l'accord collectif majoritaire ou d'homologation du plan</li></ul> <p><b><u>Dans les entreprises non soumises à un plan de sauvegarde de l'emploi</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Formulation d'observations sur les mesures sociales</li></ul> |
| <p>Articles L1237-19-3 à L1237-19-6 (code du travail)</p> <p>Articles R1237-6, R1237-6-1</p> <p>Articles D1237-9 à D1237-11</p>   | <p><b>RUPTURES CONVENTIONNELLES COLLECTIVES</b></p> <p><b><u>Pour les entreprises de plus de 50 salariés :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>-Formulation de toute observation ou proposition à l'employeur concernant le déroulement de la procédure</li><li>-Demande de document complémentaire afin d'opérer le contrôle prévu à l'article L1237-19-3 (conformité de l'accord, présence dans l'accord des mesures obligatoires, régularité de la procédure d'information du comité social et économique<ul style="list-style-type: none"><li>- - Accusé réception du dossier complet de demande de validation de l'accord</li></ul></li></ul> <p><b><u>Pour les entreprises jusqu'à 50 salariés</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>-Formulation de toute observation ou proposition à l'employeur concernant le déroulement de la procédure</li><li>-Demande de document complémentaire afin d'opérer le contrôle prévu à l'article L1237-19-3 (conformité de l'accord, présence dans l'accord des mesures obligatoires, régularité de la procédure d'information du comité social et économique<ul style="list-style-type: none"><li>- - Accusé réception du dossier complet de demande de validation de l'accord</li></ul></li><li>-Décisions favorables ou de refus de validation des accords collectifs portant rupture conventionnelle collective</li></ul>  |

Article 4 : En cas d'absence des délégataires prévus aux articles 1 et 3 concernant les actes limitativement fixés à l'article 3, délégation est donnée à :

- M. CHOBLET Frédéric – responsable du pôle 3<sup>E</sup> de la DIRECCTE Grand Est,
- Mme GUILLE Claudine – adjointe au responsable du pôle 3<sup>E</sup> de la DIRECCTE Grand Est,
- Mme ALBERTI Angélique – responsable du pôle Travail par intérim de la DIRECCTE Grand Est,
- Mme BEPOIX Valérie – adjointe au responsable du pôle Travail de la DIRECCTE Grand Est.

Article 5 – Le présent arrêté abroge l'arrêté n° 2018/47 du 02 octobre 2018 à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019.

Article 6 – La Directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de la région Grand Est est chargée de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Grand Est, ainsi qu'au recueil des actes administratifs des préfectures du Bas-Rhin, du Haut-Rhin, des Ardennes, de l'Aube, de la Haute-Marne, de la Marne, de la Meurthe-et-Moselle, de la Meuse, de la Moselle et des Vosges.

Fait à Strasbourg, le 19 décembre 2018



Danièle GIUGANTI

DIRECCTE Grand Est

8-2018-12-19-002

Microsoft Word - DELEGATION PSE\_CP3E\_CPT.docx

*arrêté 2018/71 portant délégation de signature en matière d'actions d'inspection de la législation  
du travail en faveur du responsable du Pôle Travail par intérim et du responsable du Pôle  
Entreprise, Emploi et Economie*



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA REGION GRAND EST

Direction régionale des  
entreprises, de la concurrence, de  
la consommation, du travail  
et de l'emploi  
Grand Est

Direction

ge.direction@directe.gouv.fr

Téléphone : 03.88.15.43.18  
Télécopie : 03.88.15.43.43

ARRETE n° 2018/71 portant délégation de signature  
en matière d'actions d'inspection de la législation du travail  
en faveur du responsable du Pôle Travail par intérim,  
et du responsable du Pôle Entreprise, Emploi et Economie

La directrice régionale des entreprises, de la concurrence,  
de la consommation, du travail et de l'emploi Grand Est

Vu le code du travail, notamment son article R. 8122-11 ;

Vu le décret n° 2009-1377 du 10 novembre 2009 relatif à l'organisation et aux missions des  
directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de  
l'emploi ;

Vu l'arrêté interministériel en date du 1<sup>er</sup> janvier 2016 portant nomination de Mme Danièle  
GIUGANTI, en qualité de directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la  
consommation, du travail et de l'emploi d'alsace, Champagne Ardenne, Lorraine, à compter du  
1<sup>er</sup> janvier 2016 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2016-07 du 04 janvier 2016 portant organisation de la DIRECCTE  
Alsace, Champagne-Ardenne, Lorraine ;

Vu l'article 18 de la loi n°2013-504 du 14 juin 2013 relative à la sécurisation de l'emploi ;

Vu le décret n° 2013-554 du 27 juin 2013 relatif à la procédure de licenciement collectif pour  
motif économique ;

VU le décret n° 2016-1262 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom de la région Grand  
Est ;

## ARRETE

### Article 1<sup>er</sup> :

Délégation permanente est donnée à Mme Angélique ALBERTI, responsable du Pôle Travail  
par intérim et à M. Frédéric CHOBLET, directeur régional adjoint, responsable du Pôle  
Entreprise, Emploi et Economie, à l'effet de signer, en cas d'absence ou d'empêchement, de  
Mme Daniele GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la  
consommation, du travail et de l'emploi Grand Est, les décisions favorables ou de refus de  
validation de l'accord collectif majoritaire ou d'homologation prévues par les articles L 1233-  
57-1 à 1233-57-4 du Code du Travail



Article 2 : L'arrêté 2017/48 du 19 octobre 2018 est abrogé à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019.

Article 3 :

La directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi Grand Est est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Grand Est, ainsi qu'au recueil des actes administratifs des préfectures du Bas-Rhin, du Haut-Rhin, des Ardennes, de l'Aube, de la Marne, de la Haute-Marne, de la Meurthe-et-Moselle, de la Moselle, de la Meuse et des Vosges.

Strasbourg, le 19 décembre 2018



Danièle GIUGANTI

DIRECCTE Grand Est

8-2018-12-19-004

Microsoft Word -  
SUBDELEGATION\_POLES\_SG\_COMP\_GENER.docx

*Arrêté 2018/73 portant subdélégation de signature en faveur des chefs de pôles et de la secrétaire générale de la Direccte Grand Est (compétences générales)*



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA REGION GRAND EST

ARRETE n° 2018/73 portant subdélégation de signature  
en faveur des Chefs de Pôles et de la Secrétaire Générale  
de la Direccte Grand Est (compétences générales)

**Direction régionale  
des entreprises,  
de la concurrence,  
de la consommation,  
du travail et de l'emploi  
Grand Est**

La directrice régionale des entreprises, de la concurrence,  
de la consommation, du travail et de l'emploi de la région Grand Est

Direction  
ge.direction@direccte.gouv.fr

Téléphone : 03.88.15.43.18  
Télécopie : 03.88.15.43.43

Vu le code du travail ;  
Vu le code de commerce ;  
Vu le code de la consommation ;  
Vu le code du tourisme ;  
Vu le code de la justice administrative ;  
VU le code des marchés publics ;  
Vu la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la république ;  
Vu le décret n° 2015-510 du 07 mai 2015 modifié portant charte de la déconcentration ;  
Vu le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;  
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;  
Vu le décret n° 2009-360 du 31 mars 2009 relatif aux emplois de direction de l'administration territoriale de l'Etat ;  
VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 modifiée relative aux libertés et responsabilités locales ;  
VU la loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, aux élections régionale et départementales et modifiant le calendrier électoral ;  
VU l'arrêté du 29 décembre 2016 portant déconcentration des actes relatifs à la situation individuelle des agents publics exerçant leurs fonctions dans les services déconcentrés des administrations civiles de l'Etat au sens de l'article 15 du décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;  
Vu le décret n° 2009-1377 du 10 novembre 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi ;  
VU le décret du 09 juin 2016 nommant M. Pascal JOLY, Préfet des Ardennes ;  
VU le décret du 9 août 2017 nommant M. Thierry MOSIMANN, Préfet de l'Aube ;  
VU le décret du 17 décembre 2015 nommant M. Denis CONUS, Préfet de la Marne ;  
VU le décret du 30 octobre 2018 portant nomination de Mme Elodie DEGIOVANNI Préfète de la Haute-Marne ;  
VU le décret du 08 décembre 2017 nommant M. Eric FREYSSELINARD, Préfet de Meurthe-et-Moselle ;  
VU le décret du 23 août 2016 nommant Mme Muriel NGUYEN, Préfète de la Meuse ;  
VU le décret du 11 octobre 2017 nommant M. Didier MARTIN, Préfet de la Moselle ;  
VU le décret du 23 août 2016 nommant M. Laurent TOUVET, Préfet du Haut-Rhin ;  
VU le décret du 08 décembre 2017 nommant M. Pierre ORY, Préfet des Vosges ;  
VU le décret du 22 juin 2017 portant nomination de M. Jean-Luc MARX, Préfet de la Région Grand Est, Préfet de la Zone de Défense et de Sécurité Est, Préfet du Bas-Rhin ;  
VU l'arrêté interministériel en date du 1<sup>er</sup> janvier 2016 portant nomination de Mme Danièle GIUGANTI en qualité de directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi d'Alsace, Champagne Ardenne, Lorraine, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016 ;  
VU l'arrêté préfectoral n° 2016/07 du 04 janvier 2016 portant organisation de la DIRECCTE Alsace, Champagne Ardenne, Lorraine ;  
VU le décret n° 2016-1262 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom de la région Grand Est ;

VU l'arrêté n° 2017/592 du 10 juillet 2017 du Préfet de la Région Grand Est, Préfet du Bas-Rhin, portant délégation de signature (compétences générales) à Mme Danièle GIUGANTI directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi Grand est ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2016/366 du 27 juin 2016 du Préfet des Ardennes portant délégation de signature (compétences générales) à Mme Danièle GIUGANTI directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi d'Alsace, Champagne Ardenne, Lorraine ;

Vu l'arrêté préfectoral n° SATCPP-BCI-2017247-0012 du 04 septembre 2017 du Préfet de l'Aube portant délégation de signature (compétences générales) à Mme Danièle GIUGANTI directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi Grand Est ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DS 2017-020 du 26 juin 2017 du Préfet de la Marne portant délégation de signature (compétences générales) à Mme Danièle GIUGANTI directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi Grand Est ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2951 du 19 novembre 2018 de la Préfète de Haute-Marne accordant délégation de signature (compétences générales) à Mme Danièle GIUGANTI directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi du Grand Est ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 17.BCI.96 du 29 décembre 2017 du Préfet de Meurthe-et-Moselle portant délégation de signature (compétences générales) à Mme Danièle GIUGANTI directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi Grand Est ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2016-2019 du 19 septembre 2016 de la Préfète de la Meuse portant délégation de signature (compétences générales) à Mme Danièle GIUGANTI directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi d'Alsace, Champagne Ardenne, Lorraine ;

VU l'arrêté préfectoral n° DCL n° 2017-A-161 du 30 octobre 2017 du Préfet de la Moselle portant délégation de signature (compétences générales) à Mme Danièle GIUGANTI directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi Grand Est ;

Vu l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2017 du Préfet du Bas-Rhin, portant délégation de signature (compétences générales) à Mme Danièle GIUGANTI directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi Grand Est ;

Vu l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2017 du Préfet du Haut-Rhin portant délégation de signature (compétences générales) à Mme Danièle GIUGANTI directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi Grand Est ;

VU l'arrêté préfectoral n° 31/18 du 02 janvier 2018 du Préfet des Vosges portant délégation de signature (compétences générales) à Mme Danièle GIUGANTI directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi Grand Est ;

Vu l'arrêté interministériel du 22 janvier 2016 portant nomination de M. Eric LAVOIGNAT, sur l'emploi de directeur régional adjoint, chargé des fonctions de Responsable du pôle « concurrence, consommation, répression des fraudes et métrologie » de la DIRECCTE d'Alsace, Champagne Ardenne, Lorraine ;

Vu l'arrêté interministériel du 01 août 2017 portant nomination de M. Frédéric CHOBLET, sur l'emploi de directeur régional adjoint, chargé des fonctions de Responsable du pôle « entreprise, emploi et économie » de la DIRECCTE Grand Est ;

Vu l'arrêté interministériel du 12 mars 2018 portant nomination de Mme Valérie TRUGILLO, sur l'emploi de directrice régionale adjointe, chargée des fonctions de Secrétaire Générale de la DIRECCTE Grand Est ;

Vu l'arrêté n° 2018/69 confiant l'intérim de l'emploi de Responsable du pôle « Travail » de la DIRECCTE Grand Est à Mme Angélique ALBERTI, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019 ;

VU le décret n° 2016-1262 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom de la région Grand Est

## **ARRETE**

### **Article 1<sup>er</sup>** :

Subdélégation de signature est donnée à M. Eric LAVOIGNAT, Responsable du Pôle Concurrence, Consommation, Répression des Fraudes et Métrologie, à M. Frédéric CHOBLET, Responsable du Pôle Entreprise, Emploi et Economie, à Mme Angélique ALBERTI, Responsable du Pôle Travail, par intérim et à Mme Valérie TRUGILLO, Secrétaire Générale à l'effet de signer l'ensemble des actes d'administration et de gestion relevant des attributions de la Direction Régionale des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi (Directe) du Grand Est, tel que prévu par les arrêtés préfectoraux ci-dessus visés, en cas d'absence ou d'empêchement de Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi du Grand Est.

### **Article 2** :

Sont exclues de la présente subdélégation :

#### **I) les correspondances adressées :**

- 1) à l'administration centrale
- 2) aux titulaires d'un mandat électif national
- 3) aux représentants élus des collectivités territoriales

**II) les décisions relatives à l'organisation générale de la Direction Régionale des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi du Grand Est.**

**III) les décisions relatives aux marchés publics prévues à l'article 2 de l'arrêté n° 2017/592 du 10 juillet 2017 du Préfet de région,**

#### **sauf pour** :

- Mme Valérie TRUGILLO, secrétaire générale ;
- M. Philippe KERNER, adjoint à la secrétaire générale ;
- Mme Carine SZTOR, cheffe de service « moyens généraux » ; en son absence, la subdélégation qui lui est accordée sera exercée par M. Olivier ADAM, responsable SSIC

à hauteur de 5 000 € cumulés sur une même année civile pour un même type de dépense hors marchés nationaux ou mutualisés au niveau régional.

#### **et**

- Mme Angélique ALBERTI, responsable du Pôle T, par intérim ;
- M. Frédéric CHOBLET, responsable du Pôle 3<sup>E</sup> ;
- M. Benjamin DRIGHES, adjoint au responsable du Pôle 3<sup>E</sup>
- Mme Claudine GUILLE, adjointe au responsable du Pôle 3<sup>E</sup>

s'agissant des marchés de service « métiers » (appels à projets dans le cadre des crédits FSE et crédits nationaux des BOP 111, 102 et 103).

### **Article 3** :

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Frédéric CHOBLET, subdélégation est donnée à l'effet de signer les décisions, correspondances et documents relevant du domaine du Pôle « Entreprises, Emploi et Economie » à M. Benjamin DRIGHES, Mme Claudine GUILLE, M. François OTERO et Mme Emmanuelle ABRIAL.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Eric LAVOIGNAT, subdélégation est donnée à l'effet de signer les décisions, correspondances et documents relevant de ses attributions dans les domaines d'activité du Pôle « Concurrence, Consommation, Répression des fraudes et Métrologie », à Mme Evelyne UBEAUD et M. Olivier NAUDIN.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Angélique ALBERTI, subdélégation est donnée à l'effet de signer les décisions, correspondances et documents relevant du domaine du Pôle « Travail » à Mme Valérie BEPOIX.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Valérie TRUGILLO, subdélégation est donnée à M. Philippe KERNER à l'effet de signer les décisions, correspondances et documents relevant du domaine d'activité du « Secrétariat Général ».

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Valérie TRUGILLO et de M. Philippe KERNER, subdélégation est donnée à M. Richard FEDERAK à l'effet de signer les décisions, actes administratifs, correspondances et documents relatifs à la gestion des personnels titulaires et non titulaires. En cas d'absence ou d'empêchement de M. Richard FEDERAK, subdélégation est accordée à Mme Florence GILLOUARD et Mme Pascale BADINA, dans les domaines restrictifs suivants : action sociale, arrêtés liés à la maladie, au temps de travail, aux congés, aux CET et à la mobilité.

Article 4 : L'arrêté n° 2018/55 du 20 novembre 2018 est abrogé à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019.

Article 5 :

La directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi Grand Est et les subdélégués désignés, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Grand Est, ainsi qu'au recueil des actes administratifs des préfectures du Bas-Rhin, du Haut-Rhin, des Ardennes, de l'Aube, de la Marne, de la Haute-Marne, de la Meurthe-et-Moselle, de la Meuse, de la Moselle et des Vosges.

Strasbourg, le 19 décembre 2018



Danièle GIUGANTI

DIRECCTE Grand Est

8-2018-12-19-005

Microsoft Word -  
SUBDELEGATION\_POLES\_SG\_ORDO.docx

*Arrêté 2018/74 portant subdélégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire des recettes et dépenses de l'Etat en faveur des responsables de pôles et de la secrétaire générale de la Direccte Grand Est*



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA REGION GRAND EST

ARRETE n° 2018/74 portant subdélégation de signature,  
en matière d'ordonnancement secondaire des recettes et dépenses de l'Etat  
en faveur des Chefs de Pôles et de la Secrétaire Générale  
de la Direccte Grand Est

**Direction régionale  
des entreprises,  
de la concurrence,  
de la consommation,  
du travail et de l'emploi  
Grand Est**

La directrice régionale des entreprises, de la concurrence,  
de la consommation, du travail et de l'emploi de la région Grand Est

Direction  
ge.direction@direccte.gouv.fr

Téléphone : 03.88.15.43.18  
Télécopie : 03.88.15.43.43

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1<sup>er</sup> août 2001 relative aux lois de finances ;  
Vu la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la république ;  
Vu le décret n° 2012-1246 du 07 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable ;  
Vu le décret n° 2015-510 du 07 mai 2015 modifié portant charte de la déconcentration ;  
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;  
Vu le décret n° 2009-360 du 31 mars 2009 relatif aux emplois de direction de l'administration territoriale de l'Etat ;  
VU la loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, aux élections régionale et départementales et modifiant le calendrier électoral ;  
Vu le décret n° 2009-1377 du 10 novembre 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi ;  
VU le décret du 09 juin 2016 nommant M. Pascal JOLY, Préfet des Ardennes ;  
VU le décret du 9 août 2017 nommant M. Thierry MOSIMANN, Préfet de l'Aube ;  
VU le décret du 17 décembre 2015 nommant M. Denis CONUS, Préfet de la Marne ;  
VU le décret du 30 octobre 2018 portant nomination de Mme Elodie DEGIOVANNI Préfète de la Haute-Marne ;  
VU le décret du 08 décembre 2017 nommant M. Eric FREYSSELINARD, Préfet de Meurthe-et-Moselle ;  
VU le décret du 23 août 2016 nommant Mme Muriel NGUYEN, Préfète de la Meuse ;  
VU le décret du 11 octobre 2017 nommant M. Didier MARTIN, Préfet de la Moselle ;  
VU le décret du 23 août 2016 nommant M. Laurent TOUVET, Préfet du Haut-Rhin ;  
VU le décret du 08 décembre 2017 nommant M. Pierre ORY, préfet des Vosges ;  
VU le décret du 22 juin 2017 portant nomination de M. Jean-Luc MARX, Préfet de la Région Grand Est, Préfet de la Zone de Défense et de Sécurité Est, Préfet du Bas-Rhin ;  
VU l'arrêté interministériel en date du 1<sup>er</sup> janvier 2016 portant nomination de Mme Danièle GIUGANTI en qualité de directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi d'Alsace, Champagne Ardenne, Lorraine, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016 ;  
VU l'arrêté préfectoral n° 2016/07 du 04 janvier 2016 portant organisation de la DIRECCTE Alsace, Champagne Ardenne, Lorraine ;  
VU le décret n° 2016-1262 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom de la région Grand Est ;  
VU les arrêtés n° 2017/593 du 10 juillet 2017 et n° 2018/77 du 14 février 2018 du Préfet de la Région Grand Est, Préfet du Bas-Rhin, portant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de la région Grand Est, en qualité de responsable délégué de budget opérationnel de programme régional et en qualité d'ordonnateur secondaire délégué, responsable d'unité opérationnelle ;  
Vu l'arrêté préfectoral n° 2016/367 du 27 juin 2016 du Préfet des Ardennes portant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire à Mme Danièle GIUGANTI directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi d'Alsace, Champagne Ardenne, Lorraine ;  
Vu l'arrêté préfectoral n° SATCPP-BCI-2017247-0013 du 04 septembre 2017 du Préfet de l'Aube portant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire à Mme Danièle GIUGANTI directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi Grand Est ;



Vu l'arrêté préfectoral n° DS 2016-052 du 20 janvier 2016 du Préfet de la Marne portant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire à Mme Danièle GIUGANTI directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi d'Alsace, Champagne Ardenne, Lorraine ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2952 du 19 novembre 2018 de la Préfète de Haute-Marne accordant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire à Mme Danièle GIUGANTI directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi du Grand Est ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 17.OSD.25 du 29 décembre 2017 du Préfet de Meurthe-et-Moselle portant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire à Mme Danièle GIUGANTI directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi Grand Est ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2016-2020 du 19 septembre 2016 de la Préfète de la Meuse portant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire à Mme Danièle GIUGANTI directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi d'Alsace, Champagne Ardenne, Lorraine ;

VU l'arrêté préfectoral n° DCL n° 2017-A-162 du 30 octobre 2017 du Préfet de la Moselle portant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire à Mme Danièle GIUGANTI directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi Grand Est ;

Vu l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2017 du Préfet du Bas-Rhin portant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire à Mme Danièle GIUGANTI directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi Grand Est ;

Vu l'arrêté préfectoral du 21 septembre 2016 du Préfet du Haut-Rhin portant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire à Mme Danièle GIUGANTI directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi Grand Est ;

VU l'arrêté préfectoral n° 32/18 du 02 janvier 2018 du Préfet des Vosges portant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire à Mme Danièle GIUGANTI directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi Grand Est ;

Vu l'arrêté interministériel du 22 janvier 2016 portant nomination de M. Eric LAVOIGNAT, sur l'emploi de directeur régional adjoint, chargé des fonctions de Responsable du pôle « concurrence, consommation, répression des fraudes et métrologie » de la DIRECCTE d'Alsace, Champagne Ardenne, Lorraine ;

Vu l'arrêté interministériel du 01 août 2017 portant nomination de M. Frédéric CHOBLET, sur l'emploi de directeur régional adjoint, chargé des fonctions de Responsable du pôle « entreprise, emploi et économie » de la DIRECCTE Grand Est ;

Vu l'arrêté interministériel du 12 mars 2018 portant nomination de Mme Valérie TRUGILLO, sur l'emploi de directrice régionale adjointe, chargée des fonctions de Secrétaire Générale de la DIRECCTE Grand Est ;

Vu l'arrêté n° 2018/69 confiant l'intérim de l'emploi de Responsable du pôle « Travail » de la DIRECCTE Grand Est à Mme Angélique ALBERTI, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019 ;

VU le décret n° 2016-1262 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom de la région Grand Est ;

## **ARRETE**

### **Article 1<sup>er</sup>** :

Subdélégation de signature est donnée à M. Eric LAVOIGNAT, Responsable du Pôle Concurrence, Consommation, Répression des Fraudes et Métrologie, à M. Frédéric CHOBLET, Responsable du Pôle Entreprise, Emploi et Economie, à Mme Angélique ALBERTI, Responsable du Pôle Travail, par intérim et à Mme Valérie TRUGILLO, Secrétaire Générale à l'effet de signer, en cas d'absence ou d'empêchement de Mme Danièle GIUGANTI, les décisions et actes relevant des attributions de la DIRECCTE Grand Est en matière d'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses de l'Etat imputées sur :

- Les UO régionales Grand Est des BOP centraux des programmes suivants :
  - BOP 102 : accès et retour à l'emploi
  - BOP 103 : accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi
  - BOP 111 : amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail
  - BOP 134 : développement des entreprises et de l'emploi
  - BOP 155 : moyens de fonctionnement de la DIRECCTE
  - BOP 305 : stratégie économique et fiscale
  - BOP 790 : correction financière des disparités régionales de taxe d'apprentissage et incitations au développement de l'apprentissage

- Les BOP régionaux des programmes suivants :
  - BOP 102 : accès et retour à l'emploi
  - BOP 103 : accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi
- L'UO 0333-ACAL-DCTE du BOP régional 333 : moyens mutualisés des administrations déconcentrées
- L'UO 0159-ESS1-DL67 (DLA Grand Est) du BOP central du programme suivant :
  - BOP 159 : expertise, information géographique et météorologique
- ainsi que les crédits relevant du programme technique « Fonds Social Européen »

Cette délégation porte sur l'engagement, la liquidation et le mandatement des dépenses et recettes.

Délégation est donnée à l'effet de signer les bons de commande, dans le respect des stratégies ministérielles et interministérielles d'achat, de factures et la constatation du service fait des dépenses imputées sur les BOP 333-action 2 et 723 relevant de la compétence de la DIRECCTE.

La signature des agents habilités est accréditée auprès du directeur régional des finances publiques de la région Grand Est et du département du Bas-Rhin et auprès des directeurs départementaux des finances publiques.

#### Article 2 :

Sont exclus de la présente subdélégation :

- l'ordonnancement secondaire des recettes et dépenses d'un montant supérieur ou égal à 300 000 € ;
- les arrêtés ou conventions passés avec les collectivités territoriales (article 59 du décret n° 2004 -374 du 29 avril 2004 modifié) ;
- les réquisitions du comptable public (article 38 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique) ;
- l'engagement de la procédure du « passer outre » prévue par l'article 103 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique).

#### Article 3 :

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Frédéric CHOBLET, la subdélégation visée à l'article 1<sup>er</sup> est donnée, pour les programmes P 102, P 103, P 134, P 159 (DLA Grand Est) et P 155 (pour les crédits relevant du programme technique « Fonds Social Européen ») à M. Benjamin DRIGHES, Mme Claudine GUILLE et M. François OTERO ;

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Eric LAVOIGNAT, la subdélégation visée à l'article 1<sup>er</sup> est donnée, pour le programme P 134 et au titre de l'ordonnancement secondaire des recettes en matière de métrologie à Mme Evelyne UBEAUD et M. François-Xavier LABBE ;

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Angélique ALBERTI, la subdélégation visée à l'article 1<sup>er</sup> est donnée, pour le programme P 111 à Mme Valérie BEPOIX ;

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Valérie TRUGILLO la subdélégation visée à l'article 1<sup>er</sup> est donnée, pour les programmes P 102, 103, 111, 134, 155 et 333 à M. Philippe KERNER, M. Richard FEDERAK, Mme Carine SZTOR et M. Olivier ADAM.

#### Article 4 :

L'arrêté n° 2018/56 du 20 novembre 2018 est abrogé à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019.

Article 5 :

La directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de la région Grand Est et les subdélégués désignés, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Grand Est, ainsi qu'au recueil des actes administratifs des préfectures du Bas-Rhin, du Haut-Rhin, des Ardennes, de l'Aube, de la Marne, de la Haute-Marne, de la Meurthe-et-Moselle, de la Meuse, de la Moselle et des Vosges.

Strasbourg, le 19 décembre 2018

Danièle GIUGANTI

Echantillons de signature :

|                           |                      |                      |                       |
|---------------------------|----------------------|----------------------|-----------------------|
| <br>Eric LAVOIGNAT        | <br>Frédéric CHOBLET | <br>Valérie TRUGILLO | <br>Angélique ALBERTI |
| <br>Benjamin DRIGHES      | <br>Claudine GUILLE  | <br>François OTERO   | <br>Evelyne UBEAUD    |
| <br>François-Xavier LABBE | <br>Valérie BEPOIX   | <br>Philippe KERNER  | <br>Richard FEDERAK   |
| <br>Carine SZTOR          | <br>Olivier ADAM     |                      |                       |

Préfecture 08

8-2018-12-12-002

AR PALPATION SEDAN 08

*Arrêté de palpation pour une manifestation publique à Sedan Salle Marcillet*



PRÉFET DES ARDENNES

SOUS-PREFECTURE DE SEDAN

ARRÊTÉ n° 2018/687  
d'autorisation de procéder à des palpations de sécurité

LE PRÉFET des ARDENNES  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite  
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU le code de la sécurité intérieure et notamment ses articles L. 613-1 à L. 613-3 ;
- VU la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 modifiée réglementant les activités privées de sécurité ;
- VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité ;
- VU la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 relative à la sécurité intérieure et notamment son article 96;
- VU le décret n° 92-604 du 1er juillet 1992 modifié portant charte de déconcentration ;
- VU le décret n° 97-646 du 31 mai 1997 relatif à la mise en place de services d'ordre par les organisateurs de manifestations sportives, récréatives ou culturelles à but lucratif ;
- VU le décret n° 2002-329 du 8 mars 2002 pris pour l'application de l'article 3-1 de la loi 83-629 du 12 juillet 1983 modifiée et relatif à l'habilitation et à l'agrément des agents des entreprises de surveillance et de gardiennage pouvant procéder aux palpations de sécurité ;
- VU le décret n°2002-424 du 28 mars 2002 pris pour l'application de l'article 17-1 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 et fixant la liste des enquêtes administratives pouvant donner lieu à la consultation de traitements autorisés de données personnelles ;
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;
- VU le décret n° 2005-307 du 24 mars 2005 pris pour l'application de l'article 3-2 de la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983, relatif à l'agrément des agents des entreprises de surveillance et de gardiennage et des membres des services d'ordre affectés à la sécurité d'une manifestation sportive, récréative ou culturelle de plus de 1500 spectateurs ;
- VU la circulaire NOR INT/D/97/00141/C du 25 août 1997 relative au décret n° 97-646 du 31 mai 1997 relatif à la mise en place de services d'ordre par les organisateurs de manifestations sportives, récréatives ou culturelles à but lucratif ;

VU la circulaire NOR INT/D/02/00120/C du 3 mai 2002 relative à l'agrément des agents des entreprises de surveillance et de gardiennage et des services internes d'entreprises pour procéder aux palpations de sécurité ;

VU la circulaire NOR INT/D/05/00090/C du 10 octobre 2005 relative au décret n° 2005-307 du 24 mars 2005 ;

VU l'arrêté de délégation de signature n° 2018/332 en date du 5 juin 2018 de Mme Marie CORNET, sous-préfet de Sedan ;

**Considérant** les risques de troubles à l'ordre public lors de la manifestation intitulée « Sedan 68 » organisée à Sedan qui se déroulera le samedi 22 décembre 2018 de 18h45 à 22h15 et le dimanche 23 décembre 2018 de 13h45 à 17h15 à Sedan, salle Marcillet sous la responsabilité de Mme Joëlle BASTIEN, présidente du Centre Social Le Lac à Sedan ;

**Considérant** la demande formulée par la société LADP en date du 12 décembre 2018 ;

**Considérant** le nombre de participants annoncé par les organisateurs ;

Sur proposition du sous-préfet de Sedan ;

## ARRÊTE

**Article 1** : La manifestation suivante doit être considérée comme présentant des risques particuliers en matière d'ordre public :

**La manifestation intitulée « Sedan 68 » qui se déroulera le samedi 22 décembre 2018 de 18h45 à 22h15 et dimanche 23 décembre 2018 de 13h45 à 17h15 à Sedan, salle Marcillet.**

**Article 2** : Pour prévenir les troubles à l'ordre public, les palpations de sécurité pourront être effectuées par un binôme d'agent de sécurité (un homme et une femme), avec le consentement des personnes concernées, à l'occasion de la manifestation intitulée « Sedan 68 » qui se déroulera le samedi 22 décembre 2018 de 18h45 à 22h15 et le dimanche 23 décembre 2018 de 13h45 à 17h15 à Sedan, salle Marcillet pour la recherche d'objets dangereux ou prohibés, par des agents dûment agréés par arrêté préfectoral dont la liste nominative figure en annexe de l'arrêté.

**Article 3** : Le sous-préfet de Sedan, le maire de Sedan, le commandant de police, chef de la circonscription de sécurité publique de Sedan, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Ardennes et des services de l'Etat et qui sera notifié à la société de sécurité.

Sedan, le 12 décembre 2018  
Pour le préfet et par délégation,  
La sous-préfète de Sedan



Marie CORNET

*Copie à :*

*- Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique des Ardennes*

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de mes services, d'un recours hiérarchique auprès du Ministre de l'Intérieur et peut être contesté devant le Tribunal Administratif de Châlons-en-Champagne dans le délai de deux mois à compter de sa publication au recueil administratif de la préfecture des Ardennes et de son affichage.

**Annexe de l'arrêté 2018/687- du 12 décembre 2018**  
**Liste des agents de sécurité de la société LADP SECURITE**  
**Autorisés à effectuer des palpations de sécurité**

- Mme Isabelle DERULLE
- M. Adrien FRANÇOIS
- M. Deniz TÜNEY

Préfecture 08

8-2018-12-12-003

AR PALPATIONS COS SEDAN

*Arrêté de palpations pour une manifestation publique : le Noël du COS SEDAN*



PRÉFET DES ARDENNES

SOUS-PREFECTURE DE SEDAN

ARRÊTÉ n° 2018/688  
d'autorisation de procéder à des palpations de sécurité

LE PRÉFET des ARDENNES  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la sécurité intérieure et notamment ses articles L. 613-1 à L. 613-3 ;

VU la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 modifiée réglementant les activités privées de sécurité ;

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité ;

VU la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 relative à la sécurité intérieure et notamment son article 96;

VU le décret n° 92-604 du 1er juillet 1992 modifié portant charte de déconcentration ;

VU le décret n° 97-646 du 31 mai 1997 relatif à la mise en place de services d'ordre par les organisateurs de manifestations sportives, récréatives ou culturelles à but lucratif ;

VU le décret n° 2002-329 du 8 mars 2002 pris pour l'application de l'article 3-1 de la loi 83-629 du 12 juillet 1983 modifiée et relatif à l'habilitation et à l'agrément des agents des entreprises de surveillance et de gardiennage pouvant procéder aux palpations de sécurité ;

VU le décret n°2002-424 du 28 mars 2002 pris pour l'application de l'article 17-1 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 et fixant la liste des enquêtes administratives pouvant donner lieu à la consultation de traitements autorisés de données personnelles ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU le décret n° 2005-307 du 24 mars 2005 pris pour l'application de l'article 3-2 de la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983, relatif à l'agrément des agents des entreprises de surveillance et de gardiennage et des membres des services d'ordre affectés à la sécurité d'une manifestation sportive, récréative ou culturelle de plus de 1500 spectateurs ;

VU la circulaire NOR INT/D/97/00141/C du 25 août 1997 relative au décret n° 97-646 du 31 mai 1997 relatif à la mise en place de services d'ordre par les organisateurs de manifestations sportives, récréatives ou culturelles à but lucratif ;

VU la circulaire NOR INT/D/02/00120/C du 3 mai 2002 relative à l'agrément des agents des entreprises de surveillance et de gardiennage et des services internes d'entreprises pour procéder aux palpations de sécurité ;

VU la circulaire NOR INT/D/05/00090/C du 10 octobre 2005 relative au décret n° 2005-307 du 24 mars 2005 ;

VU l'arrêté de délégation de signature n° 2018/332 en date du 5 juin 2018 de Mme Marie CORNET, sous-préfet de Sedan ;

**Considérant** les risques de troubles à l'ordre public lors du Noël COS SEDAN organisé à Sedan qui se déroulera le mercredi 19 décembre 2018 à Sedan, salle Marcillet sous la responsabilité de M. Patsy GUERRIERO, président du COS SEDAN ;

**Considérant** la demande formulée par la société LADP en date du 12 décembre 2018 ;

**Considérant** le nombre de participants annoncé par les organisateurs ;

Sur proposition du sous-préfet de Sedan ;

## ARRÊTE

**Article 1** : La manifestation suivante doit être considérée comme présentant des risques particuliers en matière d'ordre public :

**Le Noël COS SEDAN qui se déroulera le mercredi 19 décembre 2018 de 12h45 à 17h00 à Sedan, salle Marcillet.**

**Article 2** : Pour prévenir les troubles à l'ordre public, les palpations de sécurité pourront être effectuées par un binôme d'agent de sécurité (un homme et une femme), avec le consentement des personnes concernées, à l'occasion du Noël COS SEDAN organisé salle Marcillet à Sedan, le mercredi 19 décembre 2018 de 12h45 à 17h00 pour la recherche d'objets dangereux ou prohibés, par des agents dûment agréés par arrêté préfectoral dont la liste nominative figure en annexe de l'arrêté.

**Article 3** : Le sous-préfet de Sedan, le maire de Sedan, le commandant de police, chef de la circonscription de sécurité publique de Sedan, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Ardennes et des services de l'Etat et qui sera notifié à la société de sécurité.

Sedan, le 12 décembre 2018  
Pour le préfet et par délégation,  
La sous-préfète de Sedan



Marie CORNET

*Copie à :*

*- Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique des Ardennes*

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de mes services, d'un recours hiérarchique auprès du Ministre de l'Intérieur et peut être contesté devant le Tribunal Administratif de Châlons-en-Champagne dans le délai de deux mois à compter de sa publication au recueil administratif de la préfecture des Ardennes et de son affichage.

**Annexe de l'arrêté 2018/688 - du 12 décembre 2018**  
**Liste des agents de sécurité de la société LADP SECURITE**  
**Autorisés à effectuer des palpations de sécurité**

- Mme Isabelle DERULLE
- M. Gjulijano SALIHI

Préfecture 08

8-2018-12-12-004

**AR PALPATIONS NOEL HOPITAL DE SEDAN**

*Arrêté de palpations pour une manifestation publique : le Noël de l'hôpital de Sedan*



PRÉFET DES ARDENNES

SOUS-PREFECTURE DE SEDAN

A R R E T É n° 2018/689  
d'autorisation de procéder à des palpations de sécurité

LE PRÉFET des ARDENNES  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite  
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU** le code de la sécurité intérieure et notamment ses articles L. 613-1 à L. 613-3 ;
- VU** la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 modifiée réglementant les activités privées de sécurité ;
- VU** la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité ;
- VU** la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 relative à la sécurité intérieure et notamment son article 96;
- VU** le décret n° 92-604 du 1er juillet 1992 modifié portant charte de déconcentration ;
- VU** le décret n° 97-646 du 31 mai 1997 relatif à la mise en place de services d'ordre par les organisateurs de manifestations sportives, récréatives ou culturelles à but lucratif ;
- VU** le décret n° 2002-329 du 8 mars 2002 pris pour l'application de l'article 3-1 de la loi 83-629 du 12 juillet 1983 modifiée et relatif à l'habilitation et à l'agrément des agents des entreprises de surveillance et de gardiennage pouvant procéder aux palpations de sécurité ;
- VU** le décret n°2002-424 du 28 mars 2002 pris pour l'application de l'article 17-1 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 et fixant la liste des enquêtes administratives pouvant donner lieu à la consultation de traitements autorisés de données personnelles ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;
- VU** le décret n° 2005-307 du 24 mars 2005 pris pour l'application de l'article 3-2 de la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983, relatif à l'agrément des agents des entreprises de surveillance et de gardiennage et des membres des services d'ordre affectés à la sécurité d'une manifestation sportive, récréative ou culturelle de plus de 1500 spectateurs ;
- VU** la circulaire NOR INT/D/97/00141/C du 25 août 1997 relative au décret n° 97-646 du 31 mai 1997 relatif à la mise en place de services d'ordre par les organisateurs de manifestations sportives, récréatives ou culturelles à but lucratif ;

VU la circulaire NOR INT/D/02/00120/C du 3 mai 2002 relative à l'agrément des agents des entreprises de surveillance et de gardiennage et des services internes d'entreprises pour procéder aux palpations de sécurité ;

VU la circulaire NOR INT/D/05/00090/C du 10 octobre 2005 relative au décret n° 2005-307 du 24 mars 2005 ;

VU l'arrêté de délégation de signature n° 2018/332 en date du 5 juin 2018 de Mme Marie CORNET, sous-préfet de Sedan ;

**Considérant** les risques de troubles à l'ordre public lors de l'arbre de Noël de l'hôpital de Sedan organisé à Sedan qui se dérouleront le samedi 15 décembre 2018 à Sedan, salle Marcillet sous la responsabilité de Madame WILLIEME, trésorière de l'amicale A.C.H.A.T. du centre hospitalier de Sedan ;

**Considérant** la demande formulée par la société LADP en date du 12 décembre 2018 ;

**Considérant** le nombre de participants annoncé par les organisateurs ;

Sur proposition du sous-préfet de Sedan ;

## ARRÊTE

**Article 1** : La manifestation suivante doit être considérée comme présentant des risques particuliers en matière d'ordre public :

**L'arbre de Noël de l'hôpital de Sedan qui se déroulera le samedi 15 décembre 2018 de 13h30 à 17h00 à Sedan salle Marcillet.**

**Article 2** : Pour prévenir les troubles à l'ordre public, les palpations de sécurité pourront être effectuées par un binôme d'agent de sécurité (un homme et une femme), avec le consentement des personnes concernées, à l'occasion de l'arbre de Noël de l'hôpital de Sedan organisé salle Marcillet à Sedan, le samedi 15 décembre 2018 de 13h30 à 17h00 pour la recherche d'objets dangereux ou prohibés, par des agents dûment agréés par arrêté préfectoral dont la liste nominative figure en annexe de l'arrêté.

**Article 3** : Le sous-préfet de Sedan, le maire de Sedan, le commandant de police, chef de la circonscription de sécurité publique de Sedan, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Ardennes et des services de l'Etat et qui sera notifié à la société de sécurité.

Sedan, le 12 décembre 2018  
Pour le préfet et par délégation,  
La sous-préfète de Sedan



Marie CORNET

*Copie à :*

*- Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique des Ardennes*

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de mes services, d'un recours hiérarchique auprès du Ministre de l'Intérieur et peut être contesté devant le Tribunal Administratif de Châlons-en-Champagne dans le délai de deux mois à compter de sa publication au recueil administratif de la préfecture des Ardennes et de son affichage.

**Annexe de l'arrêté 2018/689 - du 12 décembre 2018**  
**Liste des agents de sécurité de la société LADP SECURITE**  
**Autorisés à effectuer des palpations de sécurité**

- Mme Isabelle DERULLE
- M. Damien COTRET

Préfecture 08

8-2018-12-17-001

Arrêté 2018-697 du 17 12 2018 portant modification des  
statuts de la communauté de communes Ardennes  
Thiérache



PREFET DES ARDENNES

Direction de la citoyenneté et de la légalité  
Bureau du contrôle de légalité et de l'intercommunalité

**ARRETE** N° 2018 - 697

**Portant modification des statuts de la communauté de communes  
Ardennes Thiérache**

**Le préfet des Ardennes,  
Chevalier de la légion d'honneur,  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite**

**Vu** la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République et notamment son article 68-I ;

**Vu** la loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté ;

**Vu** le code général des collectivités territoriales notamment les articles L. 5211-17 et L5211-20 ;

**Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

**Vu** le décret n°2015-510 du 7 mai 2015 portant charte de la déconcentration ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2017-525 du 3 novembre 2017 portant modification des statuts de la communauté de communes Ardennes Thiérache ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2018-529 du 14 septembre 2018 donnant délégation de signature à M. Christophe HERIARD, secrétaire général de la préfecture des Ardennes ;

**Vu** la délibération du conseil communautaire du 27 septembre 2018 décidant d'une part, de modifier l'article 2 des statuts, d'insérer un nouvel article relatif à l'adhésion à un syndicat mixte, et d'autre part, de prendre la gestion des eaux pluviales en compétence supplémentaire ;

**Vu** la notification de cette délibération aux maires des communes membres de la communauté de communes Ardennes Thiérache le 31 octobre 2018 ;

**Vu** les délibérations des conseils municipaux des communes membres de la communauté de communes Ardennes Thiérache reçues à ce jour ;

**Considérant** que les règles de majorité qualifiée prévues aux articles L5211-17 et L. 5211-20 du code général des collectivités territoriales ont été respectées ;

**Sur** proposition du secrétaire général de la préfecture des Ardennes ;

### ARRETE

**Article 1<sup>er</sup>** : Les statuts de la communauté de communes Ardennes Thiérache sont modifiés à compter de ce jour.

**Article 2** : Suite à ces modifications, les statuts de la communauté de communes Ardennes Thiérache sont ceux annexés au présent arrêté.

**Article 3** : L'arrêté préfectoral n° 2017-525 du 3 novembre 2017 portant modification des statuts de la communauté de communes Ardennes Thiérache est abrogé.

**Article 4** : Le secrétaire général de la préfecture des Ardennes, la directrice départementale des finances publiques des Ardennes, le président de la communauté de communes Ardennes Thiérache, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Ardennes et des services déconcentrés de l'Etat.

Charleville-Mézières, le 17 DEC. 2018

Le préfet,  
pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général,



Christophe HერიARD

Délais et voies de recours :

Dans le délai de deux mois à compter de la publication du présent arrêté, peut être introduit :

- soit un recours gracieux, adressé à M. le préfet des Ardennes 1, place de la Préfecture – BP 60 002 – 08 005 Charleville-Mézières Cedex
  - soit un recours hiérarchique, adressé à M. le Ministre de l'intérieur, place Beauvau 75 800 PARIS
  - soit un recours contentieux, en saisissant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, 25 rue du Lycée 51036 Châlons-en-Champagne Cedex ou par l'application Télérecours citoyens accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)
- Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai de recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces deux recours. Un rejet est considéré comme implicite au terme d'un silence de l'administration pendant deux mois.

## II. COMPETENCES OPTIONNELLES

Pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire, la communauté de communes Ardennes Thiérache exerce de plein droit les compétences optionnelles suivantes :

1. Protection et mise en valeur de l'environnement et soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
2. Politique du logement et du cadre de vie ;
3. Création, aménagement et entretien de la voirie ;
4. Construction, entretien et fonctionnement d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire, et d'équipements de l'enseignement préélémentaire et élémentaire ;
5. Action sociale d'intérêt communautaire ;
6. Assainissement.

## III. COMPETENCES SUPPLEMENTAIRES

La communauté de communes Ardennes Thiérache exerce les compétences supplémentaires suivantes :

### **1. Animations sportives, pédagogiques et culturelles**

- Participation à des activités et projets pédagogiques proposés par les établissements publics de l'aire géographique de la communauté de communes ;
- Organisation, participation à des événements sportifs et culturels de rayonnement communautaire.

### **2. Enfance et Jeunesse**

- Mise en place d'un service de restauration scolaire dans chacun des pôles scolaires et construction, entretien et gestion d'équipement ;
- Mise en place d'un service de garderie périscolaire ;
- Organisation d'un service minimum d'accueil aux écoles en cas de grève des enseignants ;
- Organisation des activités péri-éducatives sur les écoles du territoire ;
- Transport : il sera effectué dans le cadre de la réglementation en vigueur. Il se limitera aux activités scolaires reconnues d'intérêt communautaire, périscolaires et sportives pendant le temps scolaire ;
- Réalisation et soutien aux projets pédagogiques inter écoles de la communauté ayant un impact communautaire avec les écoles et les associations ; service des écoles : fonctionnement non lié aux bâtiments (agents des écoles, fournitures et équipement mobilier et matériels).

Annexe à l'arrêté préfectoral n° 2018- 697 du 17 DEC. 2018  
2

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,



Christophe HÉRIARD

**STATUTS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES ARDENNES THIERACHE**

**Article 1 :** La communauté de communes Ardennes Thiérache est composée des communes suivantes :

ANTHENY, AOUSTE, AUBIGNY-LES-POTHEES, AUGE, AUVILLERS-LES-FORGES, BLANCHEFOSSE-ET-BAY, BOSSUS-LES-RUMIGNY, BROGNON, CERNION, CHAMPLIN, CHILLY, L'ECHELLE, ESTREBRAY, ETALLE, ETEIGNIERES, LA FEREE, FLAIGNES-HAVYS, FLIGNY, LE FRETY, GIRONDELLE, HANNAPPES, LANEUVILLE-AUX-JOUTES, LEPRON-LES-VALLEES, LIART, LOGNY-BOGNY, MARBY, MARLEMONT, MAUBERT-FONTAINE, NEUVILLE-LEZ-BEAULIEU, PREZ, REGNIOWEZ, REMILLY-LES-POTHEES, ROUVROY-SUR-AUDRY, RUMIGNY, SIGNY-LE-PETIT, TARZY, VAUX-VILLAINÉ

**Article 2 :** Son siège est fixé au 4 - 6, impasse de la fontaine – 08 260 Maubert-Fontaine.

**Article 3 :** Les compétences de la communauté de communes Ardennes Thiérache sont les suivantes :

**I. COMPETENCES OBLIGATOIRES**

Pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire, la communauté de communes Ardennes Thiérache exerce de plein droit les compétences obligatoires suivantes :

1. Aménagement de l'espace pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire ; schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale ;

2. Actions de développement économique dans les conditions prévues à l'article L. 4251-17 du CGCT ; création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ; politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire ; promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;

3. Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n°2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4. Collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés ;

5. Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations.

### 3. Aménagement et gestion d'équipements touristiques

- La base de loisirs de l'étang de la Motte notamment pendant les mois de juillet et août ;
- Du centre d'hébergement de la commune de Liart ;
- Aménagement, entretien et gestion des circuits de randonnées équestres, pédestres et cyclistes sur le territoire communautaire (maîtrise d'ouvrage et gestion communautaire) notamment via l'aménagement de sentiers et circuits à thème : 1) création, entretien, débroussaillage, signalisation et développement des sentiers de randonnée et circuits pédestres, équestres et VTT. 2) étude et réalisation d'aménagements collectifs susceptibles de développer le tourisme : signalisation générale des sites, création de parkings et d'aires naturelles de stationnement, aménagement paysager, création d'aires de pique-nique, barbecue ;
- Mise en place de produits touristiques ;
- Coordination de la signalétique touristique.

**4. Communications électroniques** au sens de l'article L.1425-1 du code général des collectivités territoriales.

### 5. Dispositifs locaux de prévention de la délinquance

**6. Gestion des eaux pluviales urbaines** : Création et entretien des réseaux de collecte des eaux pluviales d'origine urbaine, à savoir ceux concernant la desserte directe et exclusive des habitations et activités économiques, et des bassins de rétention en lien avec la voirie communautaire.

**Article 4** : Habilitations statutaires : prestation de service, mise à disposition de services et maîtrise d'ouvrage déléguée

- Prestations de services à la demande et pour le compte des collectivités, ou groupements de collectivités, non membres de la communauté de communes uniquement dans le cadre de compétences en lien avec celles de la communauté de communes.
- Mise à disposition des communes membres de la communauté de communes de services communautaires pour l'exercice de leurs compétences. Une convention conclue entre la communauté de communes et la ou les communes intéressées précise alors l'intérêt de la bonne organisation des services et fixe les conditions de remboursement des frais de fonctionnement des services.
- Maîtrise d'ouvrage déléguée, sous certaines conditions et à la demande des communes membres, de travaux propres à ces communes dans le cadre de conventions de délégation de maîtrise d'ouvrage.

**Article 5** : Adhésion de la communauté de communes à un syndicat mixte :

L'adhésion de la communauté à un syndicat mixte est décidée par le conseil de communauté statuant à la majorité simple. Le retrait de la communauté s'effectue dans les mêmes conditions.

**Article 6** : Les fonctions de comptable public sont exercées par le trésorier de Rocroi ;

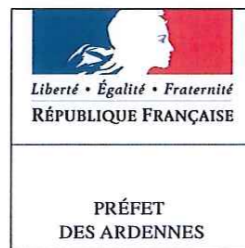
Annexe à l'arrêté préfectoral n° 2018- 697 du 17/12/2018  
3



Préfecture 08

8-2018-12-17-005

Arrêté n° 2018/44 portant mise en conformité des statuts  
de l'association foncière d'Hagnicourt



***Sous-Préfecture de Rethel***

Affaire suivie par Mme Magali LEMAIRE

Tél : 03.24.39.51.82

Mail : magali.lemaire@ardennes.gouv.fr

**ARRETE n° 2018/44**

**Portant mise en conformité des statuts de l'association foncière d'Hagnicourt**

**Le Préfet des Ardennes  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code rural et de la pêche maritime ;

**VU** l'ordonnance n° 2004-632 du 1<sup>er</sup> juillet 2004 modifiée relative aux associations syndicales de propriétaires ;

**VU** le décret n° 2006-504 du 3 mai 2006, portant application de l'ordonnance précitée ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2018/589 du 17 octobre 2018 portant délégation de signature à Mme Mireille HIGINNEN, sous-préfète de Rethel ;

**VU** l'arrêté du 5 juin 1986 portant constitution de l'association foncière de remembrement d'Hagnicourt ;

**VU** la délibération du bureau de l'association foncière d'Hagnicourt réuni le 15 juin 2018 reçue en sous-préfecture le 18 juin 2018 adoptant les nouveaux statuts de l'association foncière ;

**VU** les statuts et la liste des parcelles présentés ;

**Considérant** qu'il convient de mettre en conformité les statuts de l'association foncière d'Hagnicourt ;

**Sur proposition** de la sous-préfète de Rethel,



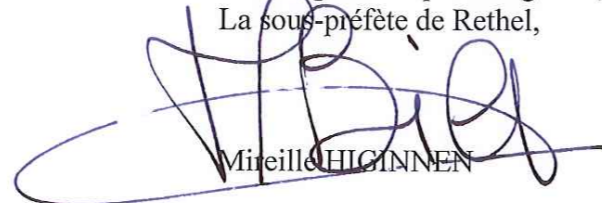
## ARRÊTE

**Article 1 :** Les statuts annexés au présent arrêté, tels qu'ils ont été soumis au vote du bureau de l'association foncière d'Hagnicourt et adoptés à l'unanimité, sont approuvés.

**Article 2 :** La sous-préfète de Rethel, le maire d'Hagnicourt et le président de l'association foncière d'Hagnicourt, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté, qui leur sera notifié et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Ardennes et dont une copie sera adressée à la directrice départementale des territoires, au président de la chambre d'agriculture et au président de l'union départementale des associations syndicales autorisées.

Rethel, le 17 décembre 2018

Pour le préfet et par délégation,  
La sous-préfète de Rethel,



Mireille HIGINNEN

### Délais et voies de recours :

Dans le délai de deux mois à compter de la publication du présent arrêté, peut être introduit :

- soit un recours gracieux, adressé à M. le Préfet des Ardennes - 1, place de la Préfecture – BP-60002 - 08005 Charleville-Mézières Cedex ;
- soit un recours hiérarchique, adressé à M. le Ministre de l'intérieur - place Beauvau - 75800 PARIS ;
- soit un recours contentieux, en saisissant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne - 25, rue du Lycée- 51036 Châlons-en-Champagne Cedex, **ou par l'application Télérecours citoyens accessible par le**

**site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)**

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai de recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite l'un de ces deux recours. Un rejet est considéré comme implicite au terme d'un silence de l'administration pendant deux mois.

**STATUTS DE L'ASSOCIATION FONCIERE DE REMEMBREMENT DE HAGNICOURT**

Imprimé à l'arrêté préfectoral  
n° 2018/44 du 17 décembre 2018.

Pour le préfet,  
La sous-préfecture de Rethel

ACTE D'ASSOCIATION - STATUTS

M. HIGNANNEN



**Chapitre 1 : Les éléments identifiant de l'association**

**Article 1 Constitution de l'association**

Sont réunis en association foncière les propriétaires des terrains non bâtis que renferme le périmètre tracé sur le plan annexé au présent acte et dont les noms figurent sur l'état parcellaire qui accompagne le plan sur le territoire de la commune de Hagnicourt.

L'association est soumise aux réglementations en vigueur notamment à l'ordonnance 2004-632 du 1<sup>er</sup> juillet 2004 et ses textes d'application (décret 2006-504 du 3 mai 2006), sous réserve des dispositions du code rural et de la pêche maritime en vigueur au 31 décembre 2005, ainsi qu'aux dispositions spécifiées dans les présents statuts et dans le règlement de service lorsque celui-ci existe.

L'association est soumise à la tutelle du préfet dans les conditions prévues par la législation en vigueur.

**Article 2 Le périmètre de l'association et les obligations liées à ce périmètre**

Sont membre de l'AFR de Hagnicourt les propriétaires des terrains inclus dans le périmètre de l'opération d'aménagement foncier agricole de la commune de Hagnicourt ; ordonnée par l'arrêté préfectoral institutif en date de 1990.

La liste des terrains compris dans le périmètre de l'AFR ainsi que leur surface cadastrale résulte de l'arrêté du Président du Conseil Général de clôture de l'opération d'AFR.

Conformément aux dispositions de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> juillet 2004, *les droits et obligations qui dérivent de la constitution de l'association sont attachés aux immeubles ou parties d'immeubles compris dans le périmètre et les suivent, en quelque main qu'ils passent, jusqu'à la dissolution de l'association ou la réduction du périmètre.*

*Les propriétaires membres ont l'obligation d'informer :*

- les acheteurs éventuels des parcelles engagées dans l'association des charges et des droits attachés à ces parcelles,
- les locataires de l'immeuble de cette inclusion et des servitudes afférentes.
- Lors de la mutation d'un bien compris dans le périmètre d'une association syndicale, avis doit être donné, dans les conditions prévues à l'article 20 de la loi n°65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis, à l'association qui peut faire opposition dans les conditions prévues audit article pour obtenir le paiement des sommes restant dues par l'ancien propriétaire

*Toute mutation de propriété d'un immeuble inclus dans le périmètre doit, également, être notifiée au président de l'association par le notaire qui en fait le constat.*

Toute mutation ayant eu lieu avant le 1<sup>er</sup> janvier de l'année en cours et n'ayant pas été notifiée à l'association dans les formes sus-visées avant la date à laquelle le rôle de la même année est rendu exécutoire ne lui est pas opposable, le propriétaire connu restant à ce titre débiteur des redevances syndicales appelées au titre du dit rôle.

**Article 3 Siège et nom de l'association**

Le siège de l'association est fixé à la Mairie de Hagnicourt

Elle garde le nom de « AFR de Hagnicourt » conformément à l'arrêté préfectoral institutif de 1990

La participation des propriétaires est limitée. Elle est soumise à un seuil minimum d'intérêt défini comme suit :

Le minimum de surface qui donne droit à faire partie de l'Assemblée des Propriétaires est de 1 hectare.

Chaque propriétaire a droit à 1 voix dès qu'il a 1 hectare engagé, sans que ce nombre de voix puisse dépasser 1 voix.

Les propriétaires peuvent se faire représenter par des mandataires ou représentants qui peuvent être toute personne de leur choix. Le pouvoir est écrit et ne vaut que pour une seule réunion. Il est toujours révocable. Le même mandataire ou représentant ne peut pas être porteur de plus de 1 mandats, représentant un maximum 1 voix dans la limite de 1/5 des membres de l'assemblée.

Un état nominatif des propriétaires membres de l'assemblée des propriétaires avec indication des voix dont ils disposent est tenu à jour par le président de l'Association.

Le préfet et le Maire de la commune de Hagnicourt sont avisés de la réunion et peuvent participer ou se faire représenter à l'assemblée des propriétaires avec voix consultative.

#### **Article 7 Réunion de l'assemblée des propriétaires et délibérations**

L'assemblée des propriétaires se réunit en session ordinaire au minimum tous les deux ans.

Les convocations à l'assemblée sont adressées, par lettre simple, par fax, par courrier électronique ou remises en main propre, par le Président, à chaque membre de l'association ou à chaque membre de l'association pouvant y participer (en fonction de l'option retenue dans l'article 6), 15 jours au moins avant la réunion et indiquent le jour, l'heure, le lieu et l'ordre du jour de la séance. En cas d'urgence ce délai de convocation peut être abrégé à 5 jours par le président.

Pour vérifier si le quorum est atteint, le président contrôle, au début de la réunion, les voix des membres présents ou représentés, le nombre de mandats éventuels détenus par ceux-ci. Il contrôle également le nombre de voix totales présentes et représentées. Il fait émarger sur une feuille de présence.

L'assemblée des propriétaires est valablement constituée quand le nombre total de voix des membres présents et représentés est au moins égal à la moitié plus une du total des voix de ses membres.

Si cette condition n'est pas remplie, une deuxième assemblée est organisée dans le quart d'heure qui suit, sous réserve de le mentionner sur la convocation. L'assemblée délibère alors valablement, quel que soit le nombre de voix présentes et représentées.

L'assemblée des propriétaires peut se réunir en session extraordinaire dans les cas suivants :

- Pour modifier les statuts de l'association dans les cas prévus à l'article 39 de l'ordonnance du 1er juillet 2004
- à la demande du bureau, du préfet ou de la majorité de ses membres pour prendre des décisions qui relèvent de ses compétences (*voir article 9 ci-dessous*) sans attendre la date de la prochaine assemblée ordinaire.

Toute délibération est constatée par un procès-verbal signé par le président et indiquant le résultat des votes. Le texte de la délibération soumise au vote y est annexé. Le procès-verbal indique également la date et le lieu de la réunion. Il lui est annexé la feuille de présence. Ce procès verbal est conservé dans le registre des délibérations.

Les délibérations sont prises à la majorité des voix des membres présents et représentés.

En cas de partage de voix, *sauf si le scrutin est secret*, la voix du président est prépondérante.

Le vote a lieu au scrutin secret à la demande d'au moins un tiers des personnes présentes dans la salle ayant voix délibérative selon l'article 6 des présents statuts.

Ces délibérations doivent être envoyées au représentant de l'Etat.

Le registre des délibérations est consultable par tous les membres de l'association au siège social.

Si l'assemblée des propriétaires en a délibéré dans les conditions prévues à l'Article 9 ci-dessus, les membres du syndicat peuvent recevoir une indemnité à raison de leur activité pour la durée de leur mandat.

#### **Article 11 Attributions du bureau**

Sous réserve des attributions de l'Assemblée des Propriétaires, le bureau règle, par ses délibérations, les affaires de l'association. Il est chargé notamment :

- d'approuver les marchés qui sont de sa compétence et de délibérer sur les catégories de marché dont il délègue la responsabilité au président ;
- de voter le budget annuel ;
- de fixer le montant des taxes ou redevances (R133-8) d'arrêter le rôle des redevances syndicales ;
- de délibérer sur les emprunts inférieurs au plafond fixé par l'assemblée des propriétaires ;
- de contrôler et vérifier les comptes présentés annuellement ;
- de créer des régies de recettes et d'avances dans les conditions fixées aux articles R. 1617-1 à R. 1617-18 du code général des collectivités territoriales ;
- éventuellement de délibérer sur les modifications du périmètre syndicale dans les conditions particulières prévues aux articles 37 et 38 de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> juillet 2004 et détaillées à l'Article 20 des présents statuts ;
- d'autoriser le président d'agir en justice ;
- de délibérer le cas échéant sur les bases de répartition des dépenses ;
- de délibérer sur l'adhésion à une union d'AF (L133-2) ;
- de délibérer sur la proposition d'incorporation des chemins d'exploitation à la voirie rurale (L161-6) ;
- de délibérer au sujet des ventes de parcelles qui appartiennent à l'association foncière à la condition de ne pas compromettre la réalisation des missions qui lui incombent légalement (arrêt du Conseil d'Etat 20/03/1998 Epoux Peyrichou) ;
- de proposer la dissolution (R133-9) ;
- de délibérer sur des accords ou conventions entre l'AF et des collectivités publiques ou privées qui peuvent prévoir une contribution financière de ces collectivités à l'AF dans les limites de la compétence de cette dernière ;
- d'élaborer et modifier, le cas échéant, le règlement de service ;
- Révoquer le Président et le Vice-Président.

#### **Article 12 Délibérations du bureau**

Les délibérations du bureau sont prises à la majorité des voix des membres du bureau présents ou représentés.

Elles sont valables lorsque plus de la moitié des membres ou de leur représentant y ont pris part. En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Si après une première convocation, le quorum n'est pas atteint, la réunion du bureau est de nouveau organisée dans le quart d'heure, à condition de le mentionner sur la convocation. La délibération prise lors de la deuxième réunion est alors valable quel que soit le nombre de présents.

Un membre du bureau peut se faire représenter en réunion du bureau par l'une des personnes suivantes :

- Un autre membre du bureau ;
- Son locataire ou son régisseur ;
- En cas d'indivision, un autre co-indivisaire ;
- En cas de démembrement de la propriété et selon les modalités de mise en œuvre des dispositions du deuxième alinéa de l'article 3 de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> juillet 2004 susvisée, l'usufruitier ou le nu-propriétaire.

Le mandat de représentation est écrit. Le nombre maximum de pouvoirs pouvant être attribué à une même personne en réunion du bureau est de un (en tout état de cause pas plus de 1/5<sup>ème</sup> des membres du bureau). La durée de validité d'un mandat est de une réunion. Le mandat est toujours révocable.

Les délibérations sont signées par le président et un autre membre du bureau. La feuille de présence signée est annexée aux délibérations, qui sont conservées dans le registre des délibérations.

Les délibérations sont exécutoires dans un délai d'un mois à compter de leur transmission au représentant de l'Etat, sauf opposition de celui-ci.

### **Chapitre 3 : Les dispositions financières**

#### **Article 16 Comptable de l'association**

Les fonctions de comptable de l'association foncière sont confiées au receveur municipal de la commune siège comme indiqué dans l'arrêté instituant l'AF.

Le comptable de l'association foncière est chargé seul et sous sa responsabilité d'exécuter les recettes et les dépenses, de procéder au recouvrement de tous les revenus de l'association ainsi que de toutes les sommes qui lui seraient dues, ainsi que d'acquitter les dépenses ordonnancées par le président jusqu'à concurrence des crédits régulièrement accordés.

#### **Article 17 Voies et moyens nécessaires pour subvenir à la dépense**

Les recettes de l'association comprennent :

- Les redevances dues par ses membres ;
- Le produit des emprunts ;
- Les subventions de diverses origines ;
- Les recettes des conventions relatives aux activités accessoires de l'association ;
- Les recettes diverses résultant des conventions d'occupation de ses propriétés privées ou publiques
- Ainsi que toutes les ressources prévues à l'article 31 de l'Ordonnance de 1<sup>er</sup> juillet 2004.

Le montant des recettes annuelles devra permettre de faire face :

- Aux intérêts et aux annuités d'amortissements des emprunts restant dus ;
- Aux frais généraux annuels d'exploitation, d'entretien et de fonctionnement des ouvrages de l'association ;
- Aux frais de fonctionnement et d'administration générale de l'association ;
- Au déficit éventuel des exercices antérieurs ;
- A la constitution éventuelle de réserves destinées à faire face aux éventuels retards dans le recouvrement des cotisations dues par les membres, aux grosses réparations et au renouvellement des équipements.

Le recouvrement des créances de l'association s'effectue comme en matière de contributions directes. Aucune pénalité de retard ne peut être instaurée par les statuts ou par délibération des organes.

Les redevances sont établies annuellement et sont dues par les membres appartenant à l'association au 1<sup>er</sup> janvier de l'année de leur liquidation.

Les redevances annuelles feront l'objet d'un ou plusieurs appels de cotisation selon des modalités fixées par le bureau.

La liquidation des redevances dont le montant annuel est inférieur à un minimum fixé par le bureau, pourra être retardée sur décision du bureau. Ces redevances pourront être cumulées pendant une durée maximum de 4 ans.

La répartition des dépenses entre les membres doit tenir compte de la distinction entre zones forestières, agricoles et viticoles. Dans ces zones, les dépenses relatives aux travaux hydrauliques sont répartis en fonction de l'intérêt des propriétés à ces travaux, les autres dépenses étant réparties proportionnellement à la surface attribuée à chaque propriétaire. Les travaux communs à ces zones sont répartis entre les zones en fonction de l'intérêt respectif des propriétés de chaque zone aux travaux.

Les bases de répartition des dépenses entre les membres de l'association sont établies ou modifiées par le bureau selon les règles suivantes :

- Le bureau élabore un projet motivé de bases de répartition des dépenses entre les membres de l'association, accompagné d'un tableau faisant état pour chaque membre de la proportion suivant laquelle il contribue et d'un mémoire explicatif indiquant les éléments de ses calculs. Il peut être distingué le cas échéant d'un plan de classement des propriétés en fonction de leur intérêt à l'exécution des missions de l'association et d'un tableau faisant connaître la valeur attribuée à chaque classe;

Lorsque la modification de périmètre porte sur une surface inférieure à 7% de la superficie incluse dans le périmètre de l'AF, la procédure peut être simplifiée :

- concernant l'extension de périmètre, la proposition de modification est soumise au bureau si tous les propriétaires des terrains à agréger se sont déclarés par écrit favorables à l'agrégation de leur parcelles au périmètre de l'AF (il n'y a pas d'enquête publique mais le préfet peut demander que l'avis des communes concernées soit sollicité)
- concernant la distraction, l'assemblée des propriétaires peut décider que la proposition de distraction soit soumise uniquement au bureau.

#### **Article 22 Union et transformation**

Lorsque les travaux ou ouvrages prévus à l'article L133-8 du code rural et de la pêche maritime présentent un intérêt commun pour plusieurs associations foncières, celles-ci peuvent se constituer, pour les missions mentionnées à l'article L133-1 du même code, en unions d'associations foncières, autorisées par décision préfectorale.

La décision d'adhésion à une union est prise par le bureau de l'association foncière. Les unions d'associations foncières sont soumises au même régime que les associations foncières.

#### **Article 23 Dissolution de l'association**

Lorsque l'objet, en vue duquel l'association avait été créée, est épuisé, (pas d'autres cas de dissolution pour les anciennes AFR) le Préfet peut, sur proposition du bureau de l'association, prononcer la dissolution de celle-ci après l'accomplissement des conditions imposées, s'il y a lieu, par le Préfet, en vue de l'acquittement des dettes ou dans l'intérêt public.

Les conditions dans lesquelles l'association est dissoute ainsi que la dévolution du passif et de l'actif sont déterminées soit par le bureau, soit, à défaut, par un liquidateur nommé par l'autorité administrative. Elles doivent tenir compte des droits des tiers et sont mentionnées dans l'acte prononçant la dissolution. Les propriétaires membres de l'association sont redevables des dettes de l'association jusqu'à leur extinction totale.

Annexe : Liste des terrains inclus dans le périmètre de l'association.

| Titre      | Nom                      | Nom Jeune Fille | Prenom            | Adresse                | Adresse ligne 2        | CP    | Ville                | le comm | Section | oParcel | S1       |
|------------|--------------------------|-----------------|-------------------|------------------------|------------------------|-------|----------------------|---------|---------|---------|----------|
|            | A.F D'HAGNICOURT         |                 |                   |                        |                        | 08430 | HAGNICOURT           | 08205   | ZC      | 26      | 0 15 23  |
|            | A.F D'HAGNICOURT         |                 |                   |                        |                        | 08430 | HAGNICOURT           | 08283   | ZE      | 69      | 0 16 30  |
|            | A.F D'HAGNICOURT         |                 |                   |                        |                        | 08430 | HAGNICOURT           | 08205   | ZC      | 35      | 0 06 76  |
|            | A.F D'HAGNICOURT         |                 |                   |                        |                        | 08430 | HAGNICOURT           | 08205   | ZC      | 2       | 0 33 30  |
|            | A.F D'HAGNICOURT         |                 |                   |                        |                        | 08430 | HAGNICOURT           | 08205   | ZB      | 9       | 0 11 90  |
|            | A.F D'HAGNICOURT         |                 |                   |                        |                        | 08430 | HAGNICOURT           | 08205   | ZB      | 55      | 0 22 42  |
|            | A.F D'HAGNICOURT         |                 |                   |                        |                        | 08430 | HAGNICOURT           | 08205   | ZB      | 15      | 0 19 80  |
|            | A.F D'HAGNICOURT         |                 |                   |                        |                        | 08430 | HAGNICOURT           | 08205   | ZA      | 11      | 1 11 50  |
|            | A.F D'HAGNICOURT         |                 |                   |                        |                        | 08430 | HAGNICOURT           | 08205   | ZA      | 6       | 0 16 50  |
|            | A.F D'HAGNICOURT         |                 |                   |                        |                        | 08430 | HAGNICOURT           | 08205   | ZA      | 24      | 0 79 80  |
|            | A.F D'HAGNICOURT         |                 |                   |                        |                        | 08430 | HAGNICOURT           | 08205   | ZD      | 4       | 0 17 80  |
|            | A.F D'HAGNICOURT         |                 |                   |                        |                        | 08430 | HAGNICOURT           | 08205   | ZB      | 70      | 0 22 09  |
|            | A.F. DE MAZERNY          |                 |                   | Mairie                 |                        | 08430 | MAZERNY              | 08283   | ZA      | 86      | 0 27 90  |
| Monsieur   | BEURET                   |                 | JEAN MARIE PIERRE | 0029 RUE DES AISEMENTS |                        | 08430 | LAUNOIS-SUR-VENCE    | 08205   | ZC      | 21      | 0 12 98  |
| Monsieur   | BEURET                   |                 | JEAN MARIE PIERRE | 0029 RUE DES AISEMENTS |                        | 08430 | LAUNOIS-SUR-VENCE    | 08205   | ZC      | 22      | 0 16 95  |
| Indivision | BIGUET                   |                 |                   | 0008 RUE DU DAGA       |                        | 08000 | CHARLEVILLE MEZIERES | 08205   | ZB      | 14      | 0 04 20  |
| Madame     | BOURGEOIS                |                 | Monique           | rue St Martin          |                        | 08300 | DOUX                 | 08205   | ZC      | 9       | 0 96 80  |
| Madame     | BOURGEOIS                |                 | Monique           | rue St Martin          |                        | 08300 | DOUX                 | 08283   | ZA      | 3       | 3 06 11  |
| Madame     | BOURGOIS                 |                 | ESTHER LUCIE      | MAISON DE RETRAITE     | 0001 RUE DE LA MORTEAU | 08360 | CHATEAU PORCIEN      | 08205   | ZC      | 29      | 1 62 79  |
| Indivision | BUGNET MANY              |                 |                   | 0124 AV MARECHAL FOCH  |                        | 86100 | CHATELLERAULT        | 08205   | ZA      | 33      | 1 21 50  |
| Indivision | BUGNET MANY              |                 |                   | 0124 AV MARECHAL FOCH  |                        | 86100 | CHATELLERAULT        | 08205   | ZB      | 8       | 2 27 40  |
| Indivision | BUGNET MANY              |                 |                   | 0124 AV MARECHAL FOCH  |                        | 86100 | CHATELLERAULT        | 08205   | ZA      | 34      | 2 94 10  |
| Indivision | BUGNET MANY              |                 |                   | 0124 AV MARECHAL FOCH  |                        | 86100 | CHATELLERAULT        | 08205   | ZA      | 12      | 0 92 80  |
| Indivision | BUGNET MANY              |                 |                   | 0124 AV MARECHAL FOCH  |                        | 86100 | CHATELLERAULT        | 08205   | ZA      | 36      | 2 71 80  |
|            | COMMUNE DE HAGNICOURT    |                 |                   |                        |                        | 08430 | HAGNICOURT           | 08205   | ZB      | 69      | 0 03 67  |
|            | COMMUNE DE HAGNICOURT    |                 |                   |                        |                        | 08430 | HAGNICOURT           | 08205   | ZB      | 29      | 0 06 00  |
|            | COMMUNE DE MAZERNY       |                 |                   | Mairie                 |                        | 08430 | MAZERNY              | 08283   | YB      | 16      | 0 02 60  |
|            | COMMUNE DE MAZERNY       |                 |                   | Mairie                 |                        | 08430 | MAZERNY              | 08283   | YB      | 23      | 0 12 10  |
|            | COMMUNE DE MAZERNY       |                 |                   | Mairie                 |                        | 08430 | MAZERNY              | 08283   | ZA      | 88      | 0 04 47  |
|            | COMMUNE DE MAZERNY       |                 |                   | Mairie                 |                        | 08430 | MAZERNY              | 08283   | ZE      | 64      | 0 03 85  |
|            | DEPARTEMENT DES ARDENNES |                 |                   | Hotel du département   | place de la préfecture | 08000 | CHARLEVILLE MEZIERES | 08205   | ZC      | 36      | 0 00 67  |
|            | DEPARTEMENT DES ARDENNES |                 |                   | Hotel du département   | place de la préfecture | 08000 | CHARLEVILLE MEZIERES | 08205   | ZB      | 66      | 0 00 52  |
|            | DEPARTEMENT DES ARDENNES |                 |                   | Hotel du département   | place de la préfecture | 08000 | CHARLEVILLE MEZIERES | 08205   | ZB      | 67      | 0 05 17  |
|            | DEPARTEMENT DES ARDENNES |                 |                   | Hotel du département   | place de la préfecture | 08000 | CHARLEVILLE MEZIERES | 08205   | ZB      | 68      | 0 00 23  |
|            | DEPARTEMENT DES ARDENNES |                 |                   | Hotel du département   | place de la préfecture | 08000 | CHARLEVILLE MEZIERES | 08205   | ZB      | 71      | 0 00 71  |
|            | DEPARTEMENT DES ARDENNES |                 |                   | Hotel du département   | place de la préfecture | 08000 | CHARLEVILLE MEZIERES | 08205   | ZB      | 73      | 3 72 52  |
|            | DEPARTEMENT DES ARDENNES |                 |                   | Hotel du département   | place de la préfecture | 08000 | CHARLEVILLE MEZIERES | 08205   | ZC      | 24      | 0 02 32  |
|            | DEPARTEMENT DES ARDENNES |                 |                   | Hotel du département   | place de la préfecture | 08000 | CHARLEVILLE MEZIERES | 08205   | ZC      | 25      | 0 12 61  |
|            | DEPARTEMENT DES ARDENNES |                 |                   | Hotel du département   | place de la préfecture | 08000 | CHARLEVILLE MEZIERES | 08205   | ZC      | 27      | 0 00 27  |
|            | DEPARTEMENT DES ARDENNES |                 |                   | Hotel du département   | place de la préfecture | 08000 | CHARLEVILLE MEZIERES | 08205   | ZC      | 28      | 0 04 11  |
|            | DEPARTEMENT DES ARDENNES |                 |                   | Hotel du département   | place de la préfecture | 08000 | CHARLEVILLE MEZIERES | 08205   | ZC      | 30      | 0 21 94  |
|            | DEPARTEMENT DES ARDENNES |                 |                   | Hotel du département   | place de la préfecture | 08000 | CHARLEVILLE MEZIERES | 08205   | ZB      | 65      | 19 14 61 |
|            | DEPARTEMENT DES ARDENNES |                 |                   | Hotel du département   | place de la préfecture | 08000 | CHARLEVILLE MEZIERES | 08205   | ZC      | 34      | 0 01 14  |
|            | DEPARTEMENT DES ARDENNES |                 |                   | Hotel du département   | place de la préfecture | 08000 | CHARLEVILLE MEZIERES | 08205   | ZB      | 72      | 0 01 48  |
|            | DEPARTEMENT DES ARDENNES |                 |                   | Hotel du département   | place de la préfecture | 08000 | CHARLEVILLE MEZIERES | 08205   | ZC      | 38      | 0 11 05  |
|            | DEPARTEMENT DES ARDENNES |                 |                   | Hotel du département   | place de la préfecture | 08000 | CHARLEVILLE MEZIERES | 08205   | ZC      | 41      | 0 20 38  |
|            | DEPARTEMENT DES ARDENNES |                 |                   | Hotel du département   | place de la préfecture | 08000 | CHARLEVILLE MEZIERES | 08205   | ZC      | 42      | 19 64 62 |
|            | DEPARTEMENT DES ARDENNES |                 |                   | Hotel du département   | place de la préfecture | 08000 | CHARLEVILLE MEZIERES | 08205   | ZC      | 43      | 0 00 90  |
|            | DEPARTEMENT DES ARDENNES |                 |                   | Hotel du département   | place de la préfecture | 08000 | CHARLEVILLE MEZIERES | 08205   | ZD      | 10      | 3 80 20  |

|          |                          |              |                           |                         |                        |       |                      |       |    |    |          |
|----------|--------------------------|--------------|---------------------------|-------------------------|------------------------|-------|----------------------|-------|----|----|----------|
|          | DEPARTEMENT DES ARDENNES |              |                           | Hotel du département    | place de la préfecture | 08000 | CHARLEVILLE MEZIERES | 08283 | YB | 15 | 0 88 00  |
|          | DEPARTEMENT DES ARDENNES |              |                           | Hotel du département    | place de la préfecture | 08000 | CHARLEVILLE MEZIERES | 08283 | ZE | 65 | 0 00 15  |
|          | DEPARTEMENT DES ARDENNES |              |                           | Hotel du département    | place de la préfecture | 08000 | CHARLEVILLE MEZIERES | 08283 | ZE | 66 | 0 08 82  |
|          | DEPARTEMENT DES ARDENNES |              |                           | Hotel du département    | place de la préfecture | 08000 | CHARLEVILLE MEZIERES | 08283 | ZE | 68 | 0 03 05  |
|          | DEPARTEMENT DES ARDENNES |              |                           | Hotel du département    | place de la préfecture | 08000 | CHARLEVILLE MEZIERES | 08205 | ZA | 1  | 4 57 30  |
|          | DEPARTEMENT DES ARDENNES |              |                           | Hotel du département    | place de la préfecture | 08000 | CHARLEVILLE MEZIERES | 08205 | ZC | 33 | 0 05 43  |
|          | DEPARTEMENT DES ARDENNES |              |                           | Hotel du département    | place de la préfecture | 08000 | CHARLEVILLE MEZIERES | 08205 | ZB | 2  | 0 32 40  |
|          | DEPARTEMENT DES ARDENNES |              |                           | Hotel du département    | place de la préfecture | 08000 | CHARLEVILLE MEZIERES | 08205 | ZA | 2  | 20 55 30 |
|          | DEPARTEMENT DES ARDENNES |              |                           | Hotel du département    | place de la préfecture | 08000 | CHARLEVILLE MEZIERES | 08205 | ZA | 3  | 12 70 90 |
|          | DEPARTEMENT DES ARDENNES |              |                           | Hotel du département    | place de la préfecture | 08000 | CHARLEVILLE MEZIERES | 08205 | ZA | 4  | 8 30 60  |
|          | DEPARTEMENT DES ARDENNES |              |                           | Hotel du département    | place de la préfecture | 08000 | CHARLEVILLE MEZIERES | 08205 | ZA | 5  | 18 56 40 |
|          | DEPARTEMENT DES ARDENNES |              |                           | Hotel du département    | place de la préfecture | 08000 | CHARLEVILLE MEZIERES | 08205 | ZA | 7  | 1 15 40  |
|          | DEPARTEMENT DES ARDENNES |              |                           | Hotel du département    | place de la préfecture | 08000 | CHARLEVILLE MEZIERES | 08205 | ZC | 20 | 1 86 60  |
|          | DEPARTEMENT DES ARDENNES |              |                           | Hotel du département    | place de la préfecture | 08000 | CHARLEVILLE MEZIERES | 08205 | ZB | 1  | 0 07 60  |
|          | DEPARTEMENT DES ARDENNES |              |                           | Hotel du département    | place de la préfecture | 08000 | CHARLEVILLE MEZIERES | 08205 | ZB | 64 | 0 83 11  |
|          | DEPARTEMENT DES ARDENNES |              |                           | Hotel du département    | place de la préfecture | 08000 | CHARLEVILLE MEZIERES | 08205 | ZB | 3  | 34 98 20 |
|          | DEPARTEMENT DES ARDENNES |              |                           | Hotel du département    | place de la préfecture | 08000 | CHARLEVILLE MEZIERES | 08205 | ZB | 39 | 0 11 38  |
|          | DEPARTEMENT DES ARDENNES |              |                           | Hotel du département    | place de la préfecture | 08000 | CHARLEVILLE MEZIERES | 08205 | ZB | 4  | 10 24 80 |
|          | DEPARTEMENT DES ARDENNES |              |                           | Hotel du département    | place de la préfecture | 08000 | CHARLEVILLE MEZIERES | 08205 | ZB | 49 | 0 01 01  |
|          | DEPARTEMENT DES ARDENNES |              |                           | Hotel du département    | place de la préfecture | 08000 | CHARLEVILLE MEZIERES | 08205 | ZB | 60 | 0 00 23  |
|          | DEPARTEMENT DES ARDENNES |              |                           | Hotel du département    | place de la préfecture | 08000 | CHARLEVILLE MEZIERES | 08205 | ZB | 50 | 0 29 70  |
|          | DEPARTEMENT DES ARDENNES |              |                           | Hotel du département    | place de la préfecture | 08000 | CHARLEVILLE MEZIERES | 08205 | ZB | 51 | 0 90 58  |
|          | DEPARTEMENT DES ARDENNES |              |                           | Hotel du département    | place de la préfecture | 08000 | CHARLEVILLE MEZIERES | 08205 | ZB | 52 | 0 03 98  |
|          | DEPARTEMENT DES ARDENNES |              |                           | Hotel du département    | place de la préfecture | 08000 | CHARLEVILLE MEZIERES | 08205 | ZB | 53 | 0 15 37  |
|          | DEPARTEMENT DES ARDENNES |              |                           | Hotel du département    | place de la préfecture | 08000 | CHARLEVILLE MEZIERES | 08205 | ZB | 54 | 2 73 53  |
|          | DEPARTEMENT DES ARDENNES |              |                           | Hotel du département    | place de la préfecture | 08000 | CHARLEVILLE MEZIERES | 08205 | ZB | 61 | 0 09 09  |
|          | DEPARTEMENT DES ARDENNES |              |                           | Hotel du département    | place de la préfecture | 08000 | CHARLEVILLE MEZIERES | 08205 | ZB | 56 | 0 00 48  |
|          | DEPARTEMENT DES ARDENNES |              |                           | Hotel du département    | place de la préfecture | 08000 | CHARLEVILLE MEZIERES | 08205 | ZB | 57 | 0 07 20  |
|          | DEPARTEMENT DES ARDENNES |              |                           | Hotel du département    | place de la préfecture | 08000 | CHARLEVILLE MEZIERES | 08205 | ZB | 58 | 8 60 40  |
|          | DEPARTEMENT DES ARDENNES |              |                           | Hotel du département    | place de la préfecture | 08000 | CHARLEVILLE MEZIERES | 08205 | ZB | 5  | 16 02 70 |
|          | DEPARTEMENT DES ARDENNES |              |                           | Hotel du département    | place de la préfecture | 08000 | CHARLEVILLE MEZIERES | 08205 | ZA | 8  | 1 98 90  |
| Madame   | DEPIERREUX               | GUILLARDELLE | DENISE                    | 0007 RUE DES ALLIES     |                        | 08300 | TAGNON               | 08205 | ZA | 31 | 2 58 40  |
| Madame   | DORDAIN                  | VUIBERT      | PERRINE ALINE ISABELLE    | 2 CHEMIN DES RUELLES    | LE VILLAGE             | 08430 | MAZERNY              | 08205 | ZD | 5  | 0 01 20  |
| Madame   | DORDAIN                  | VUIBERT      | PERRINE ALINE ISABELLE    | 2 CHEMIN DES RUELLES    | LE VILLAGE             | 08430 | MAZERNY              | 08205 | ZD | 7  | 0 16 70  |
| Madame   | DORDAIN                  | VUIBERT      | PERRINE ALINE ISABELLE    | 2 CHEMIN DES RUELLES    | LE VILLAGE             | 08430 | MAZERNY              | 08205 | ZD | 8  | 1 22 20  |
| Madame   | DORDAIN                  | VUIBERT      | PERRINE ALINE ISABELLE    | 2 CHEMIN DES RUELLES    | LE VILLAGE             | 08430 | MAZERNY              | 08205 | ZD | 9  | 1 65 20  |
| Madame   | DORDAIN                  | VUIBERT      | PERRINE ALINE ISABELLE    | 2 CHEMIN DES RUELLES    | LE VILLAGE             | 08430 | MAZERNY              | 08283 | YB | 17 | 0 90 40  |
| Madame   | DORDAIN                  | VUIBERT      | PERRINE ALINE ISABELLE    | 2 CHEMIN DES RUELLES    | LE VILLAGE             | 08430 | MAZERNY              | 08283 | YB | 18 | 1 07 90  |
| Madame   | DORDAIN                  | VUIBERT      | PERRINE ALINE ISABELLE    | 2 CHEMIN DES RUELLES    | LE VILLAGE             | 08430 | MAZERNY              | 08283 | YB | 19 | 0 27 40  |
| Madame   | DORDAIN                  | VUIBERT      | PERRINE ALINE ISABELLE    | 2 CHEMIN DES RUELLES    | LE VILLAGE             | 08430 | MAZERNY              | 08283 | YB | 21 | 0 62 60  |
| Monsieur | DOYEN                    |              | Loïc                      | 9 rue Guynemer          |                        | 94800 | VILLEJUIF            | 08283 | YB | 31 | 3 62 30  |
|          | GAEC D'HARZILLEMONT      |              |                           | 3 rue d'Harzillemont    |                        | 08430 | HAGNICOURT           | 08205 | ZB | 74 | 0 48 25  |
| Monsieur | GEOFFROY                 |              | Christophe                | 1 rue Etienne Hulot     |                        | 08430 | MAZERNY              | 08283 | ZA | 4  | 0 88 20  |
| Monsieur | GEOFFROY                 |              | Christophe                | 1 rue Etienne Hulot     |                        | 08430 | MAZERNY              | 08283 | ZA | 5  | 0 83 17  |
| Monsieur | GEOFFROY                 |              | Christophe                | 1 rue Etienne Hulot     |                        | 08430 | MAZERNY              | 08283 | ZA | 6  | 0 00 17  |
| Monsieur | GEOFFROY                 |              | MICHEL JOSEPH             | 0011 RUE SOUS L'EGLISE  |                        | 08430 | MAZERNY              | 08205 | ZD | 2  | 0 61 60  |
| Monsieur | GEOFFROY                 |              | MICHEL JOSEPH             | 0011 RUE SOUS L'EGLISE  |                        | 08430 | MAZERNY              | 08283 | YB | 24 | 1 34 70  |
| Monsieur | GEOFFROY                 |              | MICHEL JOSEPH             | 0011 RUE SOUS L'EGLISE  |                        | 08430 | MAZERNY              | 08205 | ZD | 1  | 14 75 60 |
| Madame   | GEOFFROY                 |              | ROLANDE EUGENIE FRANCOISE | 0095LRUE DE NOUZONVILLE |                        | 08000 | CHARLEVILLE MEZIERES | 08205 | ZD | 3  | 3 59 70  |
| Monsieur | GUILLARDELLE             |              | EDGAR                     | 0006 RUE DU CHATEAU     |                        | 08430 | HAGNICOURT           | 08205 | ZA | 14 | 1 58 30  |



|            |              |                  |                       |                            |                    |       |                    |       |    |     |          |
|------------|--------------|------------------|-----------------------|----------------------------|--------------------|-------|--------------------|-------|----|-----|----------|
| Monsieur   | GUILLARDELLE |                  | EDGAR                 | 0006 RUE DU CHATEAU        |                    | 08430 | HAGNICOURT         | 08205 | ZC | 7   | 4 25 60  |
| Monsieur   | GUILLARDELLE |                  | EDGAR                 | 0006 RUE DU CHATEAU        |                    | 08430 | HAGNICOURT         | 08205 | ZC | 6   | 6 43 90  |
| Monsieur   | GUILLARDELLE |                  | EDGAR                 | 0006 RUE DU CHATEAU        |                    | 08430 | HAGNICOURT         | 08205 | ZB | 10  | 0 59 30  |
| Monsieur   | GUILLARDELLE |                  | EDGAR                 | 0006 RUE DU CHATEAU        |                    | 08430 | HAGNICOURT         | 08205 | ZA | 20  | 9 04 20  |
| Monsieur   | GUILLARDELLE |                  | EDGAR                 | 0006 RUE DU CHATEAU        |                    | 08430 | HAGNICOURT         | 08205 | ZA | 35  | 0 52 60  |
| Indivision | GUILLARDELLE |                  | Gérard et Edgar       | 11 rue de la Buire         |                    | 08430 | HAGNICOURT         | 08205 | ZA | 16  | 4 38 80  |
| Indivision | GUILLARDELLE |                  | Gérard et Edgar       | 11 rue de la Buire         |                    | 08430 | HAGNICOURT         | 08205 | ZC | 15  | 2 72 40  |
| Monsieur   | GUILLARDELLE |                  | GERARD                | 0011 RUE DE LA BUIRE       |                    | 08430 | HAGNICOURT         | 08205 | ZC | 32  | 0 70 47  |
| Monsieur   | GUILLARDELLE |                  | GERARD                | 0011 RUE DE LA BUIRE       |                    | 08430 | HAGNICOURT         | 08283 | ZE | 13  | 0 05 72  |
| Monsieur   | GUILLARDELLE |                  | GERARD                | 0011 RUE DE LA BUIRE       |                    | 08430 | HAGNICOURT         | 08205 | ZC | 46  | 1 17 37  |
| Monsieur   | GUILLARDELLE |                  | GERARD                | 0011 RUE DE LA BUIRE       |                    | 08430 | HAGNICOURT         | 08205 | ZC | 5   | 1 70 10  |
| Monsieur   | GUILLARDELLE |                  | GERARD                | 0011 RUE DE LA BUIRE       |                    | 08430 | HAGNICOURT         | 08205 | ZB | 7   | 0 38 30  |
| Monsieur   | GUILLARDELLE |                  | GERARD                | 0011 RUE DE LA BUIRE       |                    | 08430 | HAGNICOURT         | 08205 | ZC | 45  | 11 39 96 |
| Monsieur   | GUILLARDELLE |                  | GERARD                | 0011 RUE DE LA BUIRE       |                    | 08430 | HAGNICOURT         | 08205 | ZA | 22  | 1 28 60  |
| Monsieur   | GUILLARDELLE |                  | GERARD                | 0011 RUE DE LA BUIRE       |                    | 08430 | HAGNICOURT         | 08205 | ZA | 21  | 0 15 70  |
| Monsieur   | GUILLARDELLE |                  | GERARD                | 0011 RUE DE LA BUIRE       |                    | 08430 | HAGNICOURT         | 08205 | ZA | 19  | 2 76 10  |
| Monsieur   | GUILLARDELLE |                  | GERARD                | 0011 RUE DE LA BUIRE       |                    | 08430 | HAGNICOURT         | 08205 | ZA | 17  | 0 16 50  |
| Monsieur   | GUILLARDELLE |                  | GERARD                | 0011 RUE DE LA BUIRE       |                    | 08430 | HAGNICOURT         | 08205 | ZA | 13  | 1 72 80  |
| Monsieur   | GUILLARDELLE |                  | GERARD                | 0011 RUE DE LA BUIRE       |                    | 08430 | HAGNICOURT         | 08205 | ZC | 8   | 1 92 40  |
| Monsieur   | GUILLARDELLE |                  | GERARD                | 0011 RUE DE LA BUIRE       |                    | 08430 | HAGNICOURT         | 08205 | ZB | 11  | 0 06 10  |
| Madame     | HENRY        |                  | Maire Thérèse         | 160 route Nationale        |                    | 08160 | DOM-LE-MESNIL      | 08283 | YB | 26  | 2 40 00  |
| Madame     | HENRY        |                  | Maire Thérèse         | 160 route Nationale        |                    | 08160 | DOM-LE-MESNIL      | 08283 | YB | 28  | 13 20 50 |
| Madame     | HENRY        |                  | Maire Thérèse         | 160 route Nationale        |                    | 08160 | DOM-LE-MESNIL      | 08283 | YB | 52  | 0 37 68  |
| Madame     | HULOT        |                  |                       |                            |                    | 08430 | HAGNICOURT         | 08205 | ZB | 13  | 0 01 00  |
| Monsieur   | JACQUEMART   |                  | FRANCIS JEAN BAPTISTE | 6 GRANDE RUE               |                    | 08430 | MAZERNY            | 08205 | ZD | 6   | 0 49 20  |
| Monsieur   | JACQUEMART   |                  | FRANCIS JEAN BAPTISTE | 6 GRANDE RUE               |                    | 08430 | MAZERNY            | 08283 | YB | 20  | 1 58 40  |
| Madame     | JACQUEMART   |                  | MADELEINE             | 2 rue de l'Eglise          |                    | 08430 | MAZERNY            | 08283 | ZA | 2   | 1 39 83  |
| Monsieur   | JONET        |                  | Jean Luc              | 13 rue Mesnil              |                    | 51110 | BAZANCOURT         | 08283 | YB | 30  | 3 55 30  |
| Indivision | LAMBERT      |                  | Laurent et Olivier    | 2 rue le Marais            |                    | 08430 | JANDUN             | 08205 | ZA | 25  | 1 67 20  |
| Monsieur   | LAMBERT      | WENDLING Evelyne | ROGER                 | 0003 RUE DU CHATEAU        |                    | 08430 | HAGNICOURT         | 08205 | ZA | 26  | 0 33 00  |
| Monsieur   | LAMBERT      | WENDLING Evelyne | ROGER                 | 0003 RUE DU CHATEAU        |                    | 08430 | HAGNICOURT         | 08205 | ZC | 3   | 2 66 60  |
| Monsieur   | LAMBERT      | WENDLING Evelyne | ROGER                 | 0003 RUE DU CHATEAU        |                    | 08430 | HAGNICOURT         | 08205 | ZC | 4   | 8 74 60  |
| Monsieur   | LAMBERT      | WENDLING Evelyne | ROGER                 | 0003 RUE DU CHATEAU        |                    | 08430 | HAGNICOURT         | 08205 | ZC | 39  | 0 01 65  |
| Monsieur   | LAMBERT      | WENDLING Evelyne | ROGER                 | 0003 RUE DU CHATEAU        |                    | 08430 | HAGNICOURT         | 08205 | ZA | 10  | 1 31 00  |
| Monsieur   | LAMBERT      | WENDLING Evelyne | ROGER                 | 0003 RUE DU CHATEAU        |                    | 08430 | HAGNICOURT         | 08205 | ZA | 27  | 1 30 90  |
| Monsieur   | LAMBERT      | WENDLING Evelyne | ROGER                 | 0003 RUE DU CHATEAU        |                    | 08430 | HAGNICOURT         | 08205 | ZC | 1   | 2 55 30  |
| Monsieur   | LAMBERT      | WENDLING Evelyne | ROGER                 | 0003 RUE DU CHATEAU        |                    | 08430 | HAGNICOURT         | 08205 | ZB | 6   | 3 55 20  |
| Madame     | LAMOCK       |                  | SUZETTE               | 8 rue des Azallees         |                    | 1300  | LIMAL Belgique     | 08283 | ZE | 67  | 3 05 53  |
| Monsieur   | LEROY        |                  | NICOLAS CHRISTOPHE    | 1 LA BERGEOTERIE           |                    | 08270 | VIEL SAINT REMY    | 08205 | ZA | 15  | 0 23 20  |
| Monsieur   | LEROY        |                  | NICOLAS CHRISTOPHE    | 1 LA BERGEOTERIE           |                    | 08270 | VIEL SAINT REMY    | 08205 | ZA | 23  | 1 36 60  |
| Monsieur   | LEROY        |                  | Roland et Renée       | 3 D RD 235                 |                    | 08430 | MAZERNY            | 08283 | ZA | 87  | 4 94 05  |
| Monsieur   | LEROY        |                  | Roland et Renée       | 3 D RD 235                 |                    | 08430 | MAZERNY            | 08283 | YB | 29  | 0 03 80  |
| Monsieur   | LEROY        |                  | Roland et Renée       | 3 D RD 235                 |                    | 08430 | MAZERNY            | 08283 | ZA | 20  | 0 92 69  |
| Madame     | LEROY        |                  | SANDRINE              | 6 rue Goraut               |                    | 51470 | SAINT MEMMIE       | 08283 | ZA | 17  | 1 91 00  |
| Madame     | LEROY        |                  | SANDRINE              | 6 rue Goraut               |                    | 51470 | SAINT MEMMIE       | 08283 | ZA | 17b | 4 29 20  |
| Madame     | LEROY        |                  | SANDRINE              | 6 rue Goraut               |                    | 51470 | SAINT MEMMIE       | 08283 | ZA | 19  | 2 32 65  |
| Madame     | LHUYER       |                  | DANIELE PAULETTE      | APPARTEMENT 3              | 0048 GR GRANDE RUE | 02400 | CHATEAU THIERRY    | 08205 | ZA | 9   | 2 96 30  |
| Monsieur   | MARTIN       |                  | Daniel                | 7 rue du Fort              |                    | 51220 | POUILLON           | 08283 | YB | 13  | 4 67 30  |
| Monsieur   | MARTIN       |                  | Daniel                | 7 rue du Fort              |                    | 51220 | POUILLON           | 08283 | YB | 14  | 0 39 40  |
| Monsieur   | MOUGIN       |                  | MICHEL MARCEL         | 0020 RUE DE LA SAUSSERELLE |                    | 08430 | MONTIGNY SUR VENCE | 08205 | ZB | 48  | 0 00 94  |

|            |            |              |                        |                       |                |       |                      |       |    |    |          |
|------------|------------|--------------|------------------------|-----------------------|----------------|-------|----------------------|-------|----|----|----------|
| Monsieur   | PELTIER    |              | JEAN PAUL MARIE        | 0008 RUE BASSE        |                | 08300 | LUCQUY               | 08205 | ZC | 23 | 0 00 27  |
| Madame     | PETIT WIOT |              | BEATRICE HELENE AGATHE | 19 GRANDE ROUTE       | LE VILLAGE     | 08430 | RAILLICOURT          | 08205 | ZA | 30 | 2 06 00  |
| Madame     | PETIT WIOT |              | BEATRICE HELENE AGATHE | 19 GRANDE ROUTE       | LE VILLAGE     | 08430 | RAILLICOURT          | 08205 | ZA | 28 | 10 57 60 |
| Madame     | PIERRE     | BUCHHOLTZ    | JOCELYNE MARIE LUCE    | 6 ROUTE DE TOURTERON  |                | 08130 | GUINCOURT            | 08205 | ZC | 31 | 2 38 56  |
| Madame     | PIERRE     | BUCHHOLTZ    | JOCELYNE MARIE LUCE    | 6 ROUTE DE TOURTERON  |                | 08130 | GUINCOURT            | 08283 | ZE | 14 | 2 91 33  |
| Madame     | QUEAUX     | BILLAUELLE   |                        |                       |                | 08160 | VENDRESSE            | 08205 | ZB | 12 | 0 02 40  |
| Madame     | SURAY      |              | Marie Christine        | 28 av des Lilas       |                | 95230 | SOISY SS MONTMORENCY | 08283 | YB | 25 | 1 59 30  |
| Madame     | SURAY      |              | SIMONE                 | 13 RUE DE LOROT       |                | 5640  | METTET Belgique      | 08283 | ZA | 1  | 3 32 75  |
| Madame     | SURAY      |              | SIMONE                 | 13 RUE DE LOROT       |                | 5640  | METTET Belgique      | 08283 | ZA | 1b | 3 32 75  |
| Indivision | VIEVILLE   |              |                        | LA BRIQUETERIE        | LE VILLAGE     | 08430 | HAGNICOURT           | 08205 | ZA | 32 | 1 14 30  |
| Monsieur   | VINCENT    | CUIF Michèle | MICHEL RAYMOND         | 0002 RUE DE LA MAIRIE |                | 08160 | CHALANDRY ELAIRE     | 08205 | ZA | 29 | 0 32 30  |
| Monsieur   | VUIBERT    |              | Pierre et Corinne      | 7 rue du Château      |                | 08430 | MAZERNY              | 08283 | ZA | 18 | 5 09 25  |
| Monsieur   | VUIBERT    |              | Pierre et Corinne      | 7 rue du Château      |                | 08430 | MAZERNY              | 08283 | YB | 22 | 3 53 20  |
| Madame     | WETS       | NYS          | JOSEPHA                | 18 ZANDSTRAAT         | 3110 ROTSELAAR |       | BELGIQUE             | 08205 | ZA | 18 | 0 50 00  |
| Monsieur   | WIOT       |              | BERNARD JULES GHISLAIN | 19 GRANDE ROUTE       | LE VILLAGE     | 08430 | RAILLICOURT          | 08205 | ZB | 59 | 0 21 97  |
| Monsieur   | WIOT       |              | BERNARD JULES GHISLAIN | 19 GRANDE ROUTE       | LE VILLAGE     | 08430 | RAILLICOURT          | 08205 | ZB | 62 | 6 96 81  |
| Monsieur   | WIOT       |              | BERNARD JULES GHISLAIN | 19 GRANDE ROUTE       | LE VILLAGE     | 08430 | RAILLICOURT          | 08205 | ZB | 75 | 4 65 64  |

Préfecture 08

8-2018-12-19-001

arrêté n° 2018/45 mettant fin à l'exercice des compétences  
du syndicat intercommunal d'alimentation en eau potable  
de Juliaucourt

PRÉFET DES ARDENNES

*Sous-préfecture de Rethel*

ARRETE n° 2018/45

Mettant fin à l'exercice des compétences du syndicat intercommunal  
d'alimentation en eau potable de Juliaucourt

Le préfet du département des Ardennes,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L 5212-33, L 5211-25-1 et L 5211-26 du CGCT,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

VU le décret n° 2015-510 modifié du 7 mai 2015 portant charte de la déconcentration,

VU l'arrêté préfectoral n° 2018/589 du 17 octobre 2018 portant délégation de signature à Mme Mireille HIGINNEN, sous-préfète de Rethel,

VU l'arrêté préfectoral du 9 juin 1970 portant création du syndicat intercommunal d'alimentation en eau potable de Juliaucourt,

VU l'arrêté préfectoral n° 274 du 19 juillet 1972 autorisant l'adhésion de la commune de Chappes au syndicat,

VU l'arrêté préfectoral n° 2017/60 du 22 décembre 2017 portant constatation de réduction du périmètre du syndicat intercommunal d'alimentation en eau potable de Juliaucourt,

VU la délibération du comité syndical du syndicat intercommunal d'alimentation en eau potable de Juliaucourt du 29 octobre 2018 proposant la dissolution du syndicat au 31 décembre 2018 et la clé de répartition des actifs entre les communes du syndicat,

VU les délibérations concordantes des deux communes membres du syndicat acceptant la proposition de répartition et demandant la dissolution du syndicat : délibération du 19 novembre 2018 du conseil municipal de la commune de Chappes et du 4 décembre 2018 du conseil municipal de la commune de Remaucourt,

VU l'avis de la directrice départementale des finances publiques du 5 décembre 2012,

**CONSIDERANT** le consentement unanime des conseils municipaux des communes membres du syndicat sur la dissolution du syndicat et la répartition de l'actif,

**CONSIDERANT** que l'adoption du compte de gestion et du compte administratif 2018 constitue un préalable à la dissolution ,

**SUR** proposition de la sous-préfète de Rethel,

## ARRETE

**Article 1<sup>er</sup>** – Il est mis fin à l'exercice des compétences du syndicat intercommunal d'alimentation en eau potable de Juliaucourt ainsi qu'à ses droits à percevoir les dotations de l'État à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019.

**Article 2** – Le syndicat conserve sa personnalité juridique pour les seuls besoins de sa dissolution, conformément aux dispositions de l'article L 5211-26-II du CGCT. Il devra notamment voter le compte de gestion et le compte administratif 2018.

**Article 3** - La répartition de l'actif et du passif du syndicat interviendra dans les conditions fixées par le comité syndical et les communes membres, dès lors que la direction départementale des finances publiques aura émis un avis favorable.

**Article 4** - le président du syndicat devra rendre compte à la sous-préfète de Rethel, tous les trois mois à compter de la date de notification du présent arrêté, de l'état d'avancement des opérations de liquidation.

**Article 5** – La sous-préfète de Rethel, la directrice départementale des finances publiques des Ardennes, le président du syndicat intercommunal d'alimentation en eau potable de Juliaucourt, les maires de Chappes et de Remaucourt sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et des services déconcentrés.

Rethel, le 19 décembre 2018

Pour le préfet et par délégation,  
La sous-préfète,

  
Mirielle HIGINNEN

### Délais et voies de recours :

*Dans le délai de deux mois à compter de la publication du présent arrêté, peut être introduit :*

- soit un recours gracieux, adressé à M. le Préfet des Ardennes – 1, place de la Préfecture – BP 60002 – 08005 Charleville-Mézières Cedex ;
- soit un recours hiérarchique, adressé à M. le Ministre de l'intérieur – place Beauvau – 75800 PARIS ;
- soit un recours contentieux, en saisissant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne – 25, rue du Lycée – 51036 Châlons-en-Champagne Cedex, ou par l'application Télérecours citoyens accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

*Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai de recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces deux recours. Un rejet est considéré comme implicite au terme d'un silence de l'administration pendant deux mois.*